

SOMMAIRE

DEDICACE

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PARTIE I : LOGIQUE D'INTERDEPENDANCE ENTRE NORD ET SUD /VILLE
ET CAMPAGNE

CHAPITRE I : la mondialisation et le néo-libéralisme

CHAPITRE II : Contextualisation rurale et urbaine.

PARTIE II : FACTEURS DE MIGRATION PAYSANNE ET INTEGRATION
URBAINE

Chapitre III : Facteurs de migration paysanne

Chapitre IV : Migration et intégration urbaine

CHAPITRE V : Développement rural et prolétarianisation urbaine

PARTIE III : APPROCHE PROSPECTIVE POUR UN DEVELOPPEMENT
VILLE-CAMPAGNE

Chapitre VI : Les exigences de développement

Chapitre VII : Opérationnalisation des statuts des acteurs du développement et
partage de responsabilités.

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DE MATIERES

LISTE DES ACRONYMES

LISTE DES FIGURES

LISTE DES PHOTOS

LISTE DES TABLEAUX

QUESTIONNAIRES

ANNEXES

CV ET RESUME

INTRODUCTION GENERALE

1° GENERALITES

Depuis l'indépendance Politique de Madagascar en 1960, jusqu'à nos jours, il a été constaté un accroissement du développement de la pauvreté qui n'arrête pas de marquer la vie de la population malgache et en particulier, le milieu rural où la majorité des paysans en est fortement envahie. Plus de 70 % de la population vivent en dessous du seuil de la pauvreté et surtout de la détérioration des conditions de vie de tous les citoyens par l'impossibilité de trouver un emploi décent pour vivre.

Sur le plan international, Madagascar est un des nombreux pays en voie de développement dans le Monde¹. Depuis l'année 2007, un plan de développement rapide et durable a été mise en place à travers le MAP en vue d'accélérer et de promouvoir une croissance économique rapide, de réduire la pauvreté et surtout d'améliorer les conditions de vie du peuple Malgache.

En réalité, Madagascar, en tant que pays pauvre ou plus exactement, pays en voie de développement, à vocation agricole qu'il soit, ne peut pas faire face aux pays riches. Le fossé Nord/Sud ne cesse de s'élargir sur le Plan Mondial.

Sur le plan national, l'industrialisation et le développement en ville d'une part et la pauvreté en Monde rural d'autre part s'accompagnent d'une dépopulation rurale et d'une surpopulation urbaine. L'exode rural constitue un problème à résoudre. Ce phénomène est lié au problème de démotivation paysanne suite à un déficit du compte d'exploitation familiale. L'Etat actuel effectue un effort de mise en équilibre des Infrastructures entre les 2 mondes (Rural et Urbain) mais les faits actuels sont loin d'en faire preuve. Cette saturation implique la détérioration des infrastructures, celles-ci ne sont plus adaptées à la norme de la population, le méfait de l'environnement et du paysage urbain par l'implantation des bidonvilles et de SDF comme le cas de la Réunion kely.

2 .MOTIFS DE CHOIX DU THEME ET DU TERRAIN

Le parcours de va et vient entre Ambatolampy et Antananarivo, nous a poussé à faire une étude plus approfondie des mécanismes de la vie paysanne et ceux du milieu urbain afin d'analyser les enjeux de l'exode rural à Madagascar. Nous sommes

1 (*Selon le dernier Rapport Mondial sur le Développement Humain 2000 dont les données se réfèrent à l'année 1998, Madagascar occupe le 141^{ème} rang sur 174 pays dans le monde).

motivées par le choix de la commune rurale d'Ambatondrakalavao et du quartier Ouest Mananjara par leurs caractéristiques démographique, socio- culturel et économique. Cette étude universitaire a pour objet de recherche : « Migration et intégration urbaine ».

D'ailleurs nous entendons ici par migration le départ définitif ou pour une longue durée du village rural pour résider en milieu urbain. La migration est prise ici dans la même signification que l'exode rural.

Actuellement, la mondialisation a entraîné des conséquences importantes sur la vie des sociétés du globe tant en Monde rural qu'en Monde urbain, nous ne pourrions pas nier l'existence du monde rural qui semble être désenclavé et sourd-muet et le monde urbain qui s'accroît dans une logique anarchique. Ainsi, la sociologie, qui appartient à une branche des sciences sociales, porte des jugements de réalité en étudiant de façon explicative les phénomènes sociaux actuels qui relèvent exactement du processus intégral et continu du développement. Un développement durable doit être ancré dans un processus qui fait intervenir l'ensemble de la société avec les circonstances.

3- PROBLEMATIQUE

Comment s'articulent les divers processus sociaux intervenant dans la dépopulation rurale et l'accentuation de la migration et de ce fait comment arriver à résoudre le problème de la pauvreté à Madagascar ?

4- OBJECTIFS

4.1 Généraux :

Identifier une logique d'approche théorique qui répond à la réalité des spécificités malgaches en raison de la dépopulation, théorie qui se réfère à la ville dans un sens fondamentalement politique pour saisir le niveau de la structure sociale

Identification de la filière d'effritement de l'économie paysanne et l'accentuation de la migration

Une compréhension des réalités rurales et une meilleure lecture et connaissance des conditions et problèmes de la population

Identification des mesures et des responsabilités de chaque citoyen.

4.2 Spécifiques :

Identifier les mécanismes par lesquels s'opère la dépopulation rurale au niveau des

ménages

Identifier une stratégie de motivation des paysans en milieu rural

Chercher une synergie entre les activités humaines et les acteurs ruraux du développement

5- HYPOTHESES

Celles-ci se fixent sur plusieurs ordres :

Dans le cadre de la libéralisation de l'économie mondiale, la migration paysanne a été provoquée, au niveau de la population rurale, par un constat de menaces d'ordre socio culturel et portant atteintes : au bien être, à la sécurité sociale, aux infrastructures, aux structures foncières, et aux exploitations ;

La constatation d'ordres économiques, soutenue par la baisse du revenu familial, de la paupérisation et de la démotivation à l'agriculture et de l'élevage, justifie aussi le départ de la population rurale. En outre, le problème de l'impérialisme d'économie du marché décourage les paysans ;

Les problématiques d'ordre psychologique, illustrés par la représentation attractive de la ville, la politique de mauvaise organisation de l'Etat, et l'instrumentalisation des paysans à des profits individuels ou minoritaires les incitent à se rapprocher du milieu urbain.

6- LA METHODOLOGIE

C'est l'ensemble de techniques d'exploitation des informations et des données collectées sur terrain.

Pour le sociologue, elle est d'une question importante pour répondre aux problématiques et pour vérifier les hypothèses.

- **La pré-enquête** .C'est l'étape essentielle de notre recherche. Elle nous a permis d'orienter notre plan de recherche. Celle-ci nous a aidé à effectuer une mise au point sur la pertinence de notre terrain en concordance avec l'objet de la recherche, à collecter des données pour l'élaboration du questionnaire et à organiser notre enquête. En fait, la pré-enquête nous a été indispensable pour la vision globale de l'étude et dont le but est d'avertir la population concernée de notre prochaine présence dans le village

6.1 LA DOCUMENTATION exacte et complète contribue également à l'amélioration

du plan de recherche et du travail (la documentation nous a servi de base pour l'analyse de la réalité sociale sur terrain). Ainsi, par les moyens que nous disposons, nous avons fait notre mieux de trouver des documents et des informations liés à notre recherche (dans les ministères et organismes, dans les bibliothèques et Internet, sans oublier les informations audio-visuelles).

6.2 INSTRUMENTS D'ANALYSE

- *Théorie de l'anomie sociale de Durkheim.*

Nous avons utilisé l'anomie sociale de Durkheim qui désigne la rupture des liens sociaux civiques et d'échanges entre les individus, entre groupes de sorte que ces individus et groupes ne poursuivent plus les mêmes buts communs. Il montre que l'anomie a pour conséquence un relâchement du lien social entre l'individu et les groupes sociaux.

C'est aussi la situation sociale où les règles sont affaiblies, contradictoires ou même inexistantes : « ... On ne sait plus ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, ce qui est juste et ce qui est injuste, quelles sont les revendications et les espérances légitimes, quelles sont celles qui passent la mesure... »²

En étudiant notre terrain dans le cadre de la sociologie rurale et urbaine, nous avons analysé cette anomie sociale dans la logique des acteurs sociaux. L'anomie sociale est examinée dans la structure et relation entre (descendants Andevo – descendants Andriana) dans le monde rural qui se traduit par l'inappropriation des terres pour les Andevo. Elle est aussi examinée à travers les activités économiques villageoises qui se différencient de plus en plus par la division du travail.

Dans le monde urbain, l'anomie s'observe à travers les diverses stratifications liées à l'emploi et à l'origine sociale

Par analyse, nous pouvons déduire l'existence de l'esclavage moderne à travers le salariat à l'échelle systématique des domaines cités plus hauts. L'esclavage est un processus d'intégration des individus à un système de domination, de subordination et ayant pour objet l'extorsion d'un surtravail. Nous avons analysé ce cas en milieu rural par les relations de dépendances entre paysans sans terre (Andevo) et ceux des grands exploitants (Andriana) ; en milieu urbain par les relations de travail entre les immigrants sans qualification professionnelle et les entreprises franches. Les

² Durkheim(Emile) : « le suicide », Paris, PUF, nouv.Ed,p280

paysans et les immigrés sont à la fois intégrés dans une logique néolibérale tendant à l'esclavagerie. Ce qui conduit à une exclusion sociale des paysans pauvres, démunis de moyens de production et des immigrés qui travaillent fort pour nourrir les parasites sociaux. Ces phénomènes d'esclavagerie et d'exclusion sociale sont des indicateurs de disfonctionnement social.

- La théorie sur la formation sociale de Karl Marx.

Mode de production et formation sociale constituent les deux concepts centraux marxistes de l'histoire et de la société humaine dans son développement historique. Ainsi, il pense que le point de départ et le support concret du matérialisme historique sont basés sur les éléments de la connaissance historique³. Germain Rakotonirainy dans son cours de socio économie souligne que « ...la structure sociale est un lieu de contradictions... La contradiction, pour Marx, est l'antagonisme des structures».⁴ Dans le matérialisme historique de Marx, l'histoire d'une société humaine en période, selon le mode d'organisation et le développement de sa structure économique relèvent de la transformation de l'histoire en science, et notamment en mode de production. Concernant ce dernier, Marx affirme que « ... Ce qui diffère une époque économique d'une autre, c'est moins ce que l'on fabrique que la manière de se produire les moyens de travail par lesquels on fabrique. Les moyens de travail sont des gradimètres des travailleurs, les exposants des rapports sociaux dans lesquels ils travaillent⁵... »

Ici, nous parlons du mode de production capitaliste significatif pour notre choix du thème. Etant donné que l'objet de l'étude de Marx est axé sur la différence spécifique du mode de production capitaliste. Il distingue ainsi l'existence de deux classes sociales antagonistes : la bourgeoisie et le prolétariat. La première est propriétaire des moyens de production tandis que le deuxième n'est que détenteur de sa force de travail. « A un certain moment de l'histoire, on remarque une hiérarchie dans la production, il y a ceux qui possèdent les moyens de productions et constituent la classe dominante et ceux qui sont obligés de vendre leurs forces physiques et

3 Lire LE CAPITAL, Tome A –Les concepts fondamentaux du matérialisme historique-Maspero

4 Cours de socio économie, Germain Rakotonirainy, Ann

5 CAPITAL I, p.132.

intellectuelles formant la masse dominée.⁶» Selon l'idée majeure de Marx, la position des uns et des autres dans le système de production crée des rapports d'exploitation entre les individus et se produisent ainsi des liens sociaux marqués par des rapports de domination et de subordination. De ce fait, la classe bourgeoise exploite le prolétariat par le processus d'extorsion de la plus-value.

Pour analyser la structure sociale et les modes de production de notre zone d'étude, nous avons eu recours à ces théories. En effet, en s'y référant, le mode de production capitaliste existant en milieu rural et urbain constitue d'une part un processus d'appauvrissement des paysans pauvres sans moyen de production et un processus d'enrichissement des grands propriétaires fonciers et collecteurs par le biais de la plus-value ; d'autre part, par un processus de prolétarianisation urbaine des immigrants qui, pour survivre, doivent vendre leurs forces de travail aux entrepreneurs urbains, cette position constitue un obstacle majeur sur l'intégration urbaine.

L'individu, tant en milieu rural qu'en milieu urbain perd son autonomie par rapport à son propre travail.

- *Théorie de reproduction sociale de Bourdieu.*

Bourdieu s'est particulièrement illustré avec le concept de « reproduction sociale ».

Cette dernière et l'héritage culturel sont deux concepts complémentaires dans l'analyse de l'intégration et de la socialisation d'un individu. La socialisation est le fait d'apprendre et d'intérioriser aux individus membres les modèles culturels propres d'une société.

Dans ses premiers ouvrages sur la reproduction sociale, Bourdieu élabore une théorie du système d'enseignement. Selon lui, ce système relève d'un pluralisme d'inégalité au niveau social qui permet le renouvellement de l'ordre social établi.

« La socialisation fait que la transmission des valeurs et des normes est un devoir. Un individu se doit de recevoir et enrichir son patrimoine culturel. Le socialisé doit faire ce que les autres attendent de lui en fonction du statut qu'il occupe. Il n'est donc pas actif dans le processus de socialisation ; il n'a pas le choix, il subit : on parle d'incubation. Il est formé de telle façon qu'il enrichisse son patrimoine afin de le transmettre aux autres générations qui l'enrichiront à leur tour, afin de le transmettre.

⁶ Extrait textes Karl Marx, tirés dans nos cours de sociologie le 09 Mai 2005

La socialisation participe donc à la reproduction sociale. L'école est un facteur principal de reproduction sociale. En effet, il existe des différences entre les enfants issus de milieux aisés et les enfants issus de milieux modestes. Ces derniers auront moins de chances d'accéder aux études supérieures contrairement aux enfants de milieux aisés⁷ ».

Il parle ainsi du pouvoir de violence symbolique sur la reproduction de l'ordre social établi. Ce qui permet d'imposer des significations comme légitimes en méconnaissance de leur caractère coercitif.

« Pour Bourdieu, le système d'enseignement a une structure et un fonctionnement en relation avec la double fonction qui lui est assignée : fonction d'incubation en premier, fonction de reproduction d'un arbitraire culturel dont il n'est pas le producteur, en dernier. L'activité pédagogique y constitue la violence symbolique, elle peut être assimilée au processus de socialisation. Elle est exercée par toutes personnes ayant la charge de former les jeunes générations et par là de contribuer à la reproduction d'un certain ordre social établi. On peut citer par exemple les enseignants, les parents, etc...⁸»

Bref, la reproduction sociale est un phénomène social qui a tendance de perpétuer les inégalités sociales et les façons d'agir et de penser de génération en génération. Le gouvernement actuel parle d'une « éducation pour tous », d'ailleurs, un stade de pauvreté cyclique anime la vie des paysans dans notre zone d'étude. La pauvreté est inhérente à l'ensemble des masses dépourvues de terre en milieu rural et à ceux qui viennent d'immigrer en milieu urbain. Est-ce l'effet de la reproduction sociale dans ces zones d'étude ?

- *Théorie de la sociologie compréhensive de Weber.*

« Max WEBER définit la sociologie comme étant la science qui veut comprendre en lui précisant la conduite des acteurs sociaux, c'est une sociologie compréhensive. Il s'intéresse au sens que donne l'individu à sa propre action. Pour étudier les comportements sociaux, Weber développe une méthode, celle de « l'idéaltype ». Cet outil d'analyse regroupe dans un tableau les caractéristiques essentielles d'un phénomène. Il ne reflète pas la réalité mais facilite son analyse en accentuant

7 Socialisation entre reproduction et changement. <http://ac-bordeau.fr/etablissement/sudmedoc/scs/2002/cours/org-sociale/reproductionchgsoc.html>.

8 **La reproduction sociale**, <http://fr.wikipedia.org/wiki/pierre-bourdieu>

certaines traits. C'est un moyen pour Weber d'émettre des hypothèses pour comprendre ce qu'il observe⁹ ».

Ainsi, pour Max WEBER, le sociologue a pour mission d'expliquer les phénomènes sociaux, cette explication a pour point de départ l'analyse des actions individuelles. Nous avons donc utilisé ce concept afin de comprendre et d'expliquer la motivation des paysans de quitter leurs terres natales pour s'installer en ville, dans une perspective de développement rural et urbain.

Puisque le paysan est acteur de sa vie sociale, il est doté de buts et de motivation, il s'agit alors d'analyser les causes et les effets de son action dans le monde rural et le monde urbain

6.3 TECHNIQUES D'ENQUETE.

631 Les techniques vivantes.

- L'observation participante facilite la compréhension et l'analyse des 2 groupes d'habitants (en milieu rural et milieu urbain) en se mêlant directement à leur vie et à leurs activités quotidiennes. Les principaux buts sont d'une part : à avoir la confiance des gens étudiés et d'autre part obtenir une vision plus totale et plus dynamique du mécanisme d'effritement du milieu rural et du phénomène d'intégration en milieu urbain.
- L'entretien libre et semi-libre par individu et par groupe pour vérifier et alimenter nos connaissances vis-à-vis des constatations faites lors de l'observation participante de la population locale. Pour les informations complémentaires, nous nous sommes entretenues librement avec les responsables communaux les associations existants...

Nous avons aussi opté sur le récit de vie d'un certain ménage tant en milieu urbain qu'en milieu rural pour avoir plus de connaissances sur leurs vies quotidiennes

632 Techniques d'échantillonnage.

Pour répondre aux diverses conditions posées par le choix du thème de recherches, il nous a fallu cibler deux populations distinctes. La population de la commune rurale d'Ambatondrakalavao et celle du quartier d'Ouest Mananjara pour la population urbaine

⁹ Max WEBER, <http://www.denistouret.net/ideologues/weber.html>

La population rurale d'Ambatondrakalavao, de plus de 18 ans, sans distinction de sexe, suivant leur catégorie sociale (paysans pauvres, moyens et riches)

La population urbaine de l'Ouest Mananjara, plus de 18 ans, ayant vécu en milieu rural plus d'une quinzaine d'années avant de s'immigrer dans le fokontany d'au moins un semestre. Nous avons considéré ensemble les 2 sexes sans différenciation.

- Dans le milieu rural, faute de temps et de moyens, nous avons pris un taux d'échantillonnage restreint qui nous a permis d'obtenir des résultats plus fiables.

Notre enquête s'est effectuée auprès des grands, moyens et petits exploitants agricoles et prise d'une manière aléatoire en vue d'analyser les liens sociaux existant entre ces groupes et aussi de mesurer qui d'entre eux sont les plus incités à quitter le monde rural.

Ainsi, nous avons pris 30 ménages dans le milieu rural.

- Dans le milieu urbain, les migrants sont choisis par rapport à la disponibilité individuelle. Il nous a été plutôt pratique d'enquêter les commerçants, les gens œuvrant dans les secteurs informels... mais, l'enquête auprès des ouvriers des entreprises franches a été plus compliquée à cause du manque de temps de ces gens. Ainsi, nous n'avons pu réaliser notre travail de recherche que le dimanche seulement, jour de repos pour ces derniers.

Le nombre d'échantillonnage est limité en nombre de 30 immigrants. Parmi ces individus, nous avons pris 15 femmes et 15 hommes selon leurs activités économiques journalières.

- Pour le récit de vie, nous avons consulté 2 femmes dont l'une en milieu rural et l'autre en milieu urbain

633. Techniques de questionnaire.

Pour l'obtention des informations complètes et fiables, les types de questionnaire adressés aux enquêtés étaient généralement axés sur des questions de faits, sur des questions fermées (pour l'obtention des données quantitatives), ouvertes (pour l'acquisition des informations qualitatives) et préformées

634 Problèmes rencontrés et limites

Bien que notre étude se rapporte aux facteurs de migration en milieu rural, aux processus et aux problèmes d'intégration en milieu urbain, notre recherche a été limitée par l'insuffisance de mise à disposition, de données statistiques fiables et actualisées aux niveaux des services administratives. Nous tenons aussi à affirmer et indépendamment de notre volonté que la précision des données acquises durant notre enquête, se réduisent en valeurs approximatives. Dans le milieu urbain, le problème s'est révélé, au processus d'identification des paysans immigrés.

Nous avons observé dans la commune d'Ambatondrakalavao le phénomène de migration et à cet effet pour pouvoir affiner notre étude, nous souhaiterions rencontrés ces émigrés, pour mieux apprécier leurs intégration dans le monde urbain, fautes d'études préalables de cas individuels, nous nous sommes restreints de limiter notre recherche à l'analyse des migrants de la population du fokontany de Mananjara Ouest.

Enfin, nous avons rencontrés de graves problèmes financiers et de disponibilités, pour des raisons familiales.

7- PLAN GLOBAL DU DOCUMENT

Notre démarche dans la présente étude, consistera :

A présenter en premier lieu, la logique d'interdépendance entre Nord et Sud / Villes et Campagnes ;

A caractériser, ensuite les facteurs de migration et le processus d'intégration urbaine ;

A proposer, enfin sociologiquement une approche prospective pour un développement ville/campagne ;

Comme indiqué dans le titre, nous allons procéder dans cette 1^{ère} partie, à une étude de la logique d'interdépendance entre le Nord et le Sud d'une part, vu que les phénomènes migratoires ne se séparent jamais du contexte mondial. Et d'autre part, notre étude est axée sur une contextualisation rurale et urbaine, pour focaliser les motifs du phénomène d'exode rural et ses conséquences sur le monde urbain.

CHAPITRE I : LA MONDIALISATION ET LE NEO-LIBERALISME

Comme se tiennent les relations Nord / Sud à l'issue du phénomène social et mondial en vogue actuellement qu'est la mondialisation. Ce premier chapitre nous donne des éclaircissements et des réponses sur cette question.

I.1. Mondialisation

I.1.1-Définition

Dans le cadre de notre étude, une définition de la mondialisation est l'ordre dans la mesure où une majeure partie de notre mémoire dépendra largement de cette dernière. Pour cela nous allons retenir la définition de Jean MATOUK :

« La mondialisation, c'est la création progressive d'un ' monde ' au sens social »¹⁰

Nous avons choisi cette définition dans la mesure où elle nous semble être la mieux appropriée aux analyses qui vont s'enchaîner.¹¹

Suite à cela, une question se pose. Si telle est la définition de la mondialisation quelles pourraient être ses origines ?

Par exemple dans le Monde Antique, elle était marquée par l'explosion démographique de la Grèce qui entraîne l'immigration des Athéniens vers les îles voisines de la Sicile ainsi que vers de nombreux ports français comme Marseille, Nice et Agde à partir du VII^{ème} siècle avant JC. Mais c'est sous Alexandre le Grand au VI^{ème} siècle avant JC qu'elle a connu l'apogée de son extension.

Pour les Mondes Orientaux, il y a eu l'Empire Byzantin à partir de Constantinople en pleine croissance autour de la Méditerranée.

Dans le Monde Chinois vers 1 000 après JC qui, malgré sa naissance tardive, envoyait des hommes et des produits autour de l'Océan Indien et aux côtes africaines à partir de la Dynastie Song (960-1279). A partir de la Dynastie Ming (1368-1644) et plus précisément en 1490, ce phénomène s'arrête brusquement mais laisse quand même place à une importante diaspora chinoise. Suite à cet historique de la mondialisation, une modeste étude sur ses différentes étapes nous paraît

¹⁰ In « Mondialisation altermondialisation » Edition Milan 2005.

¹¹ Voir 2- Regards diachroniques sur la mondialisation.

nécessaire. En suivant toujours les façons de penser de J. MATOUK, la mondialisation a suivi progressivement trois étapes¹².

La mondialisation des temps modernes à partir des croisades – 1096 à 1291-, avec la découverte des Amériques en 1492 car cela a décuplé les échanges commerciaux de l'Europe avec les pays conquis.

L'avènement de la colonisation et de l'industrialisation européenne à partir de 1830 quand la France arrive en Algérie provoquant ainsi ruée de l'Europe vers l'Afrique. L'impact de ce dernier au niveau de l'économie mondiale fut flagrant dans la mesure où, à cette étape la mondialisation divisa le monde en deux pôles bien distincts. Les pays du Tiers-monde, caractérisés ainsi après la Seconde Guerre Mondiale, sont les pays en voie de développement. Actuellement, ils sont appelés les « Pays du Sud » du fait que la majorité de ces pays sont sis dans l'hémisphère Sud, Et les Pays du Nord, par opposition aux Pays du Sud, sont les grands tenants de l'économie mondiale.¹³

La troisième mondialisation qui nous est difficile à thématiser du fait que, dans un premier temps elle a commencé avec les NTIC. Et en second lieu, elle est composée formée de six composantes. Ces deux cas font d'elle l'étape la plus longue de la mondialisation.

- La mondialisation de composante monétaire

Née au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, elle marque la convertibilité et représente un obstacle aux échanges ainsi qu'aux transferts des capitaux.

Elle était aussi marquée par la création du FMI .et le Dollar était comme la monnaie la plus puissante et ayant une valeur aussi sûre que l'or, il était convertible en or jusqu'en 1973, En 1985, la création d'une monnaie commune l'Euro, fut décidée en Europe.

La mondialisation de composante financière marquée par le financement en faveur des pays sous développés par les pays développés à travers les banques et les bourses.

- La mondialisation de composante industrielle serve à adopter les

12 In « Mondialisation Altermondialisation » Edition Milan 2005.

13 Vers la fin du XIXème siècle, le capital mondial était de 25 milliards de dollars don les 50% appartenaient aux britannique et les 30% aux français

Source : Jean Matouk in « MONDIALISATION ALTERMONDIALISATION » Edition Milan 2005.

techniques les plus modernes et à élargir leurs marchés dans le but de profiter des coûts de main d'œuvre les plus bas. Dans cette optique, des entreprises se sont internationalisées. Par conséquent, le taux de chômage dans les Pays du Nord et la pauvreté ont atteint le sommet dans les Pays du Sud.

- *La mondialisation de composante humaine*

Ayant plusieurs similitudes avec la première mondialisation, elle fut marquée par d'importantes migrations humaines mais les pays d'origine ont changé. Nous pouvons constater par cela les migrations ouvrières en Europe effectuées surtout par les originaires de l'Afrique du Nord.

- *La mondialisation de composante culturelle*

Provoquée par la circulation des hommes, des produits, des sons et des images, elle est plutôt déséquilibrée dans la mesure où elle joue surtout en faveur des pays conquérants et ayant les moyens financiers et supports techniques. Elle est plus connue sous l'appellation « américanisation » parce que ce sont les produits et marques américains comme Coca-cola, Apple etc. qui sont les plus prisés malgré les contrefaçons.

- *La mondialisation de composante criminelle.* En effet, les trafics d'armes, de drogues, d'êtres humains ainsi que la corruption ont profité de la mondialisation pour élargir leurs activités¹⁴.

Nous avons vu dans cette section ce qu'est la mondialisation ainsi que son histoire. Alors qu'en est-il de ses impacts ?

I.2. Les impacts de la mondialisation

Dans la section précédente nous avons pu constater que la mondialisation de fait a toujours existé mais seule sa dénomination demeure jeune. Ce qui nous amène au fait que ces phénomènes ayant une telle proportion ne peut rester sans impact considérable. Les interdépendances entre pays ainsi que les désordres tant sur le plan social que sur le plan économique peuvent-ils être considérés en tant que tel ? De ce fait, dans cette partie, nous allons évaluer une par une ces conséquences.

14 Selon l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (ONUDC) 3600 tonnes d'opium, soit 1/3 de la production mondiale ont été produites en Afghanistan.

Le nombre de femmes de l'Est prostituées de force dans l'Union Européenne est estimé à 300 000

Le nombre d'enfants victimes de traite sexuelles dans le monde est à 1.200.000

Source : « Mondialisation altermondialisation » Edition Milan 2005

I.2.1- Les interdépendances

L'interdépendance fait partie des conséquences majeures de la mondialisation. Nous avons toujours, cependant, considéré que seuls les pays du Sud sont dépendants des pays du Nord, et que ce caractère de dépendance a été inculqué aux pays du Sud. Certes, comme on le dit toujours « il n'y a pas de fumée sans feu », il y a du vrai dans cela ; mais, les pays conquérants ont développé, à leur tour, une dépendance envers les pays conquis. Le terme « interdépendance » est déjà apparu dans les chartes constitutives de plusieurs organisations internationales, et c'est dans le cadre de la notion de nouvel ordre économique en 1974 que ce terme a acquis une certaine notoriété. « Ainsi, l'interdépendance a été un concept moteur du dialogue Nord-Sud, les pays en développement ayant besoin de capitaux et de la technologie des pays industrialisés, ceux-ci bénéficient des matières premières et des marchés des pays en développement. Cependant, interdépendance ne signifie pas nécessairement égalité dans les rapports réciproques, car certains pays à économie faible sont plus sensibles aux aléas extérieurs »¹⁵ Ainsi une question se pose : quelles sont les bases et les présentations de ces dépendances ? Les analyses se tiendront comme suit : nous allons en premier lieu étudier les dépendances de pays du Sud envers les pays du Nord et en second lieu étudier les dépendances des pays du Nord envers les pays du Sud.

I.2.1-1 La dépendance des pays du Sud envers les pays du Nord

Les caractéristiques de dépendance des pays du Sud se révèlent mieux sous l'éclairage de la théorie de la dépendance. Celle-ci est illustrée dans les années 50 par les thèses de la CEPAL

. Il est vrai que le sous-développement des pays du Sud provient en partie de causes internes (structure sociale, erreurs de gestion, gaspillage, corruption,...) ; cependant, la théorie de la dépendance met en évidence que les causes exogènes sont plus déterminantes.« La théorie de la dépendance est une théorie appartenant au champ des sciences sociales (sociologie, histoire, économie, sciences politiques,...).qui soutient que la pauvreté, l'instabilité politique, et le sous-développement des pays du Sud sont les conséquences du processus historiques mis en place par les pays du

¹⁵ Les 100 mots du développement et du tiers monde.Commission Française Justice et Paix. page 168.

Nord ayant comme résultat la dépendance économique des pays du Sud. »¹⁶

Selon la théorie de la dépendance, « le sous-développement est un sous-produit nécessaire de l'évolution historique du capitalisme mondial. Elle se situe dans une vision du monde qui oppose le « centre » constitué par les pays riches du Nord, à « la périphérie » des pays du tiers monde. Cette structuration résulte de l'exploitation historique du système capitaliste mondial. L'échange entre le centre et la périphérie crée une distorsion de l'économie des pays de la périphérie, en faveur de tout ce qui est lié à l'exportation, c'est-à-dire aux biens dont le centre a besoin pour son développement. Dans ce système il ne peut y avoir de réel développement des pays du tiers monde, car leur économie, échafaudée sur une conjoncture externe, donc non maîtrisable, et mouvante, n'a pas d'assises ni de cohérence interne solide.¹⁷»

La dépendance Sud Nord est surtout ce que nous pouvons qualifier de dépendance économique. En effet, la richesse en matières premières des pays du Sud ne leur permet en aucune manière de subvenir aux besoins économiques. Puisque les prix des produits de base sur les marchés internationaux, régis par la loi de l'offre et de la demande, sont soumis à des fluctuations de grande ampleur, compliquant la planification du développement. . En outre, on observe depuis les années 80 une très forte poussée sur le marché international de certains pays exportateurs de matières premières. « Le cas du Brésil qui a augmenté de 200% sa production d'étain en 3 ans de 1982 à 1985 ; de la Malaisie pour sa production de cacao, passant de 16.000 tonnes en 1975 à 100.000 tonnes en 1985¹⁸». En effet, outre la culture de participation inculquée à la population des pays du Sud particulièrement Madagascar, ces sommes demeurent symboliques et servent seulement à faire intégrer la notion de bien commun dans la mentalité de tout un chacun. Or, cela ne comble en aucune façon les fonds nécessaires au bon fonctionnement des services publics, notamment dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la défense nationale. De ce fait, le recours aux bailleurs de fond telles la FMI, la Banque Mondiale etc. est devenu une nécessité vitale pour ces pays. Pour le cas de Madagascar, nous pouvons prendre en considération le MAP dont l'objectif est de réduire de moitié la pauvreté jusqu'en 2015 réside encore sous les ailes des bailleurs

16 (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie-de-la-d%C3%A9pendance>)

17 Les 100 mots du développement et du tiers monde .Op cité p.166

18 Les 100 mots du développement et du tiers monde .op. cit. p.49.

de fond.

Cette dépendance financière révèle la crise de la dette chez les pays du Sud. La dette extérieure du tiers monde aboutissait à 1.300 milliards de dollars en 1989. Un chiffre monstrueux qui fait de la dette l'un des obstacles majeurs à la poursuite du processus de développement engagé par de nombreux pays, notamment en Amérique latine et en Afrique. D'autres part, l'absence des industries lourdes dans ces pays ne leur permet pas d'exploiter entièrement leur richesse tant sur le plan minier que sur le plan alimentaire ou sur le plan textile. De ce fait, seuls les pays fortement industrialisés peuvent se permettre de les exploiter entièrement. Cela signifie que, malgré le fait que cela ne bénéficie que rarement aux pays du Sud, ces deniers sont contraints de léguer la gestion des ressources aux pays industrialisés. Ce qui nous amène à la question de l'emploi. Outre le fait que les industries lourdes rapportent rarement à l'économie des pays en développement, ces industries contribuent quand même à offrir des emplois aux populations des pays du Sud dans la mesure où ces pays ne subviennent pas entièrement aux besoins professionnels et financiers de leurs habitants.

A part ces dépendances, la théorie sous sa forme classique mettait l'accent sur la dépendance commerciale, par la structure des exportations constituées de produits de base, et la structure des importations qui sont des produits manufacturés entraînant un échange inégal, par la création de modes de consommation qui encourage l'importation de produits du Nord et par la dégradation des termes de l'échange.

S'ajoute à cette dépendance commerciale la dépendance technologique qui amène les pays riches à avancer des plans de développement parfois en déphasage, comme la révolution verte. Du point de vue sociologique, la modernisation en soi introduit souvent des dépendances des pays du Sud.

La dépendance touche aussi les modèles institutionnels et la sphère culturelle comme les médias, d'où l'instauration d'un nouvel ordre international de l'information depuis les années 80.

I.2.1-2 La dépendance des pays du Nord envers les pays du Sud

Même si cela n'est guère discuté, la dépendance des pays du Nord envers les pays du Sud est un fait que l'on ne peut nier aucunement. Ce qui nous amène à poser

quelques questions. Quelles sont les bases de cette dépendance ? Mise à part la richesse en matière première des pays du Sud, quelles sont les politiques économiques de cette dépendance ? C'est en répondant à ces questions que nous allons entamer cette section.

Les principales dépendances des pays du Nord envers ceux du Sud résident surtout dans les produits textiles – tels les tissus pour le cas de l'Inde et de l'Angleterre -, les denrées alimentaires – tels les fruits et les légumes, exemple, le cas durant la colonisation et les grandes découvertes. Mais, la principale dépendance de ce domaine réside surtout dans les besoins en ressources énergétiques et minières tel le pétrole, l'or, le cuivre etc.¹⁹

Toujours dans la logique de la politique économique, de plus en plus d'industries, d'usines et d'entreprises commencent à être délocalisées dans les pays du Sud dans la mesure où ces derniers commencent à être dotés de main d'œuvres qualifiés et à bon marché. Cependant, seuls la Suède, la Suisse, Les Pays-Bas et le Royaume-Uni, ont un système social d'innovation très internationalisé, dans la mesure où, étant considérée comme des propriétés intellectuelles, l'innovation technologique constitue une source de compétitivité entre les Etats. Ce qui fait qu'à part les salaires à bas prix, ce néocolonialisme ne bénéficie en aucune façon à améliorer la situation de la population des pays du Sud.

Dans ce sous paragraphe, nous avons vu l'état des interdépendances entre les pays. Ce qui nous amène à en évaluer les conséquences dans la section suivante intitulée l'anomie sociale en privilégiant la théorie de Durkheim.

I.2.2-L'anomie sociale de Durkheim

Les soifs de conquêtes ne peuvent mener qu'à un désordre certains des sociétés humaines. En effet, à part les interdépendances, le désordre fait partie des plus anciennes controverses de la mondialisation. C'est ainsi que dans cette section nous allons étudier les multiples facettes de cela. Et dans cette analyse nous allons privilégier l'anomie sociale. Mais avant d'entrer dans le détail, nous allons, en

¹⁹ Les gisements de cuivre, d'or et d'argent sont principalement situés dans le région centrale de l'île Caraïbe. Les sociétés Kennecott Copper Corporation ont réalisé des travaux exploratoires et on estimé qu'on pourrait extraire un total de 243.5 de tonnes de cuivre. En prenant pour base une production moyenne de 48000 tonne de cuivres par an et pendant 30 ans, ils estiment la production totale à 1.452 millions de tonnes de cuivres, 6.932 millions d'onces d'argent, 1.190 millions d'onces d'or et 4.254 millions d'acides sulfuriques.

Source : TRICONTINENTAL N°84 du 2^{ème} bimestre de l'année 1982.

premier lieu donner sa définition.

I.2.2-1 Définition

Le terme anomie vient du grec anomia – ‘a’ signifiant absence et ‘nomos’ ordre. Elle est en quelque sorte l’état d’une société en désintégration.

Emile Durkheim l’utilise pour la première fois en 1893 dans son œuvre De la division du travail et il l’utilise pour décrire la société en perte de valeurs morales, religieuses et civiques. Selon lui, c’est un phénomène assez courant quand la société subit des changements majeurs voire brusques. Cela peut concerner l’économie, l’idéologie etc.

Si nous nous référons à la théorie de Durkheim, l’anomie sociale et la mondialisation ont à peu près les mêmes débuts. Ce qui nous amène à dire que les conquêtes et les colonisations ont toujours entraîné une certaine résistance dont l’importance varie en fonction de chaque civilisation et de chaque époque. Ainsi, après cette définition quelque peu concise, nous allons continuer avec les différentes facettes de l’anomie sociale. Et pour cela nous allons commencer avec l’antimondialisation.

I.2.2-2 L’antimondialisation

L’antimondialisation est la forme la plus violente des controverses de la mondialisation. En effet, elle regroupe les revendications les plus sanglantes pour l’égalité et pour la liberté de tous. A première vue, la mondialisation semble être d’ores et déjà une revendication des autochtones. Or, force nous est de constater que c’est parmi les conquérants même que naquit l’idée de l’antimondialisation²⁰. De ce fait, la « mondialisation » a engendré plusieurs conflits internes et externes dans le monde colonial. Malgré cela, elle a quand même eu des retombés positifs comme l’abolition de l’esclavage par exemple.²¹

Dans la période de l’après guerre, la deuxième guerre mondiale, elle fut symbolisée par les guerres en faveur de la décolonisation. Cependant, les anciens empires coloniaux parvinrent à dominer les pays anciennement colonisés avec la complicité des autorités politiques. Ce néocolonialisme continue à perdurer aujourd’hui encore

20 Nous pouvons citer Bartolomé de Las Casas (1474-1566) un conquérant dominicain grand défenseur de la « nature humaine ».

21 L’abolition de l’esclavage fut rétablie par Napoléon par la convention de 1794 et définitivement abrogée en 1838 en France. Par contre en Grande Bretagne en 1838, en 1865 aux Etats-Unis, en 1886 à Cuba et enfin en 1888 au Brésil. Ce qui provoqua la résistance en Algérie (1833-1844) par Abd-el-Kader, des Zoulous en Afrique du Sud (1830-1840) etc, et cela fut en quelque sorte appuyé par de nombreux colonisateurs à partir de 1920.

et favorise largement à la pauvreté de ces derniers. A coté de cela, le capitalisme imposait une dure loi de travail aux ouvriers entraînant ainsi la naissance de plusieurs syndicats²².

A partir des années 50, un courant se développe dans la ligne de la théorie de l'impérialisme. Il cherche à montrer que le développement du monde industrialisé entrave la croissance des pays en voie de développement, que la pauvreté des seconds est la contrepartie obligée de l'enrichissement des premiers. Ce que A. Gunder Frank résume dans le titre de son ouvrage : Le développement du sous-développement (1966). D'autres auteurs comme A. Emmanuel dans son livre L'échange inégal (1972), montrent les mécanismes de l'exploitation du Sud par le Nord : variation des termes de l'échange, fuite des capitaux, spéculations sur les matières premières, pratiques des firmes transnationales, etc.²³

Par conséquent, on peut affirmer que l'interdépendance entre pays du Sud et pays du Nord ne conduit pas vers des objectifs communs ; l'un s'enrichit au détriment de l'autre qui s'appauvrit.

Le terrorisme est la forme la plus incontrôlable de l'antimondialisation contre la suprématie des pays occidentaux particulièrement celle de l'Amérique du Nord.

I.2.2-3 L'impact de la mondialisation dans les pays du Sud

Un petit résumé des impacts de la mondialisation dans les pays du Sud est de rigueur dans la mesure où étant dans la majorité des pays anciennement colonisés, ils demeurent ses premières victimes. En effet, ayant eu un peu de retard par rapport aux anciens colonisateurs, ils sont actuellement contraints de suivre leur rythme et de fil en aiguille ce phénomène a créé une forme de société à plusieurs vitesses. En prenant l'exemple des NTIC, seule une petite minorité peut bénéficier de cela et les plus pauvres sont de ce fait marginalisés, à tel enseigne que le phénomène des NTIC est devenu une cause supplémentaire des vols et des pillages ainsi qu'un terrain plus ou moins favorable pour la prostitution chez les jeunes de toutes les classes économiques et sociales.

22 Ainsi, lors de l'explosion internationale de Londres en 1862, les ouvriers français et britanniques ont eu l'idée de créer une « Association Internationale des Travailleurs » qui vit le jour au congrès en 1864 au congrès de Saint Martin's Hall. En 1919, Lénine créa le Komintern, une internationale d'obédience socialiste. De nombreux citoyens ont pris conscience de la nécessité de la création d'un contre pouvoir international.

23 Les 100 mots du développement et du tiers monde .op. cit. p. 135

D'un autre côté, les impacts sociaux, économiques et culturels ne sont pas des moindres. Nous pouvons citer par cela, la pauvreté croissante des pays en développement dont les populations sont contraintes d'avoir recours aux emplois aux salaires à bas prix. Le coût trop élevé de la vie ne permet pas aux parents de subvenir aux besoins fondamentaux de la vie, ce qui les amène à faire travailler leurs enfants de bas âge.

I.2.2-4 Impacts de la mondialisation dans les pays du Nord

Le libéralisme économique est la base fondamentale de la mondialisation et de la globalisation contemporaine du monde occidental. Un phénomène d'une telle envergure, à notre avis, ne peut être sans conséquence dans la vie des sociétés humaines. Outre, les dégradations environnementales engendrées par la forte industrialisation occidentale, il y a aussi les conséquences économiques et sociales.

Le premier impact social de la globalisation économique est le chômage technique dans ces pays. D'un côté, les « petit emplois » sont déjà pris par les immigrés ; et d'un autre côté, les grandes entreprises commencent à fermer les portes de leurs entreprises au sein de ces pays et profitent de plus en plus des mains d'œuvre à bon marché des pays du Sud.

La conséquence la plus récente de la mondialisation et de la globalisation est la crise économique engendrée par les SUBPRIMES. Le 3 septembre 2008 la banque Lehmann brothers a annoncé sa faillite après 150 ans d'existence. Cela est dû au fait que le capitalisme a atteint son point culminant et que selon plusieurs économistes, cela ne pourrait que régresser. En conséquence après plusieurs années libérales, les Etats Unis et plusieurs pays de l'Europe ont été obligés d'entrer en aide aux banques. Ainsi, le plan PAULSON fut appliqué afin de subvenir aux besoins économiques des banques. Un montant de 700 milliards de dollars a été offert par les Etats Unis. De ce fait, ayant été les victimes des Subprimes, les contribuables seront encore pris dans l'enfermement de l'aide pour les banques.

Outre cela, le taux de chômage a quadruplé en 3 mois étant donné que plusieurs industries ont été contraintes de fermer leurs portes et d'avoir recours au licenciement économique de plusieurs employés.

I.3. La marche paysanne vers le néo-libéralisme

La mondialisation est un facteur qui favorise le développement du modèle actuel de

néolibéralisme. Cette section sera focalisée sur le milieu rural qui regroupe les trois quarts de la population mondiale vivant dans la précarité et dans la pauvreté avec moins de 1 dollar par jour. Les pays du Sud entrent de plus en plus dans l'ère de la commercialisation de leur production. Des régions commencent à connaître la vie moderne et le confort avec l'économie du marché stimulée par la recherche de profits. Il y a donc des riches qui s'enrichissent, des pauvres qui s'appauvrissent d'une part, mais aussi des riches qui s'appauvrissent et rarement des pauvres qui s'enrichissent.

Les pays du Sud comme ceux du Nord sont engagés dans le système de néolibéralisme pratiqué par les pays à économie du marché depuis les années 80. Ce système tente à réduire au maximum les régulations extra-économiques, tout en continuant à assurer un certain nombre de services sociaux à l'intérieur, et une certaine protection des échanges extérieurs. Il privilégie le capitalisme agraire néo-latifundiste face à la tradition paysanne. Du fait de cette contradiction, c'est le paysan qui en est la première victime. « Le système se caractérise par une série d'éléments étroitement liés les uns aux autres : tout d'abord, la privatisation des moyens de production et la commercialisation des moyens d'échanges, ensuite, la réduction de certaines politiques publiques (par exemple la suspension des réformes agraires, des politiques de maintien des prix agricoles internationaux, et de crédit). Enfin, la baisse constante et généralisée des prix agricoles, et en même temps la hausse des prix d'une grande partie des produits alimentaires. L'ensemble de ces éléments concourt à la paupérisation des paysans du monde, et à leur exclusion de l'économie dite globale²⁴. Tout cela engendre des conséquences néfastes pour les paysans

La mise en œuvre de ces plans entraînerait une nouvelle vague de protestation et de répressions. Ainsi, aux effets néfastes du productivisme s'ajoute désormais un éventail de nouvelles mesures promues par les agents du capitalisme transnational qui renforcent la précarité et l'appauvrissement des paysans²⁵. Il se forme actuellement un mouvement de revendication visant à promouvoir l'organisation d'échanges agricoles internationaux équitables et solidaires, ainsi que des politiques de développement agricole favorisant la voie paysanne, et se basant sur l'abolition du système actuel, sur la réforme agraire et foncière, et sur des mesures

²⁴ Mouvements paysans [http:// www.ieis.lu/reports/schengen2002-mouvements%20paysans.pdf](http://www.ieis.lu/reports/schengen2002-mouvements%20paysans.pdf).

²⁵ Mouvement paysan op. Cit.

d'accompagnement nécessaires. En outre, une réforme de la PAC de l'Union Européenne est nécessaire pour créer un équilibre entre les besoins de l'Europe et les intérêts des pays en développement. Des résolutions ont été fixées lors de la conférence sur les mouvements paysans et les alternatives à la mondialisation néo-libérale des 23 et 24 novembre 2002, couvent de Schengen Luxembourg : « la politique de développement devrait poursuivre trois objectifs : d'une part, continuer à œuvrer pour une réforme globale du fonctionnement de la PAC, d'autre part, continuer à soutenir de façon logistique les initiatives locales, régionales, et Inter-Régionale visant à instaurer des modes de production et d'échange plus égalitaires et enfin, nouer et approfondir les contacts avec des organisations paysannes, des mouvements paysans et des organisations non gouvernementales en vue d'encourager le dialogue et la coopération entre la société civile et l'Etat dans les pays en développement »²⁶.

CHAPITRE II : CONTEXTUALISATION RURALE ET URBAINE.

Encore sur le plan mondial, nous allons aborder dans ce chapitre sur un processus de contextualisation du monde rural et urbain pour une analyse dialectique entre ville et campagne.

II.1. La version rurale

II.1.1-Le développement rural et l'accord OMC

La question agricole et la question paysanne sont des problèmes majeurs pour l'humanité, notamment dans les pays en voie de développement. Pour ces pays, l'agriculture tient une place importante dans la vie économique. Ainsi, la base de leur vie économique dépend de son développement rural. Pourtant, ce concept ne peut pas actuellement se séparer du commerce et du marché. Dans une éthique mondialisée, la libéralisation du commerce et l'augmentation des échanges et produits agricoles gagnent une ampleur sur la vie planétaire. Ce système fut renforcé par l'accord de l'OMC tout en déclarant universellement les droits du capital et de l'homme. Cet accord renforce le développement rural au profit de l'exportation dans le but d'améliorer le revenu de chaque producteur. C'est un instrument financier qui régit un marché unique mondial pour amener une meilleure allocation du capital dans l'économie mondiale. Plusieurs pays se sont intégrés dans ce système comme

²⁶ Mouvement paysan : op.cit.

l'Amérique du Sud, l'Amérique Central et Caraïbes, l'Afrique et les régions Arabes, la région d'Asie sans oublier les divers pays développés. Pourtant la plupart des pays membres souffrent d'une insécurité alimentaire et de la famine. Mais malgré ces phénomènes de pauvreté, les pays sous-développés comme les pays africains : Ethiopie, Mozambique, Madagascar exportent encore davantage des denrées alimentaires au profit des pays occidentaux. La réalité montre que l'exportation alimentaire n'apporte rien pour développer le milieu rural, ces systèmes d'échanges au niveau de l'OMC découragent les paysans. Ces derniers rencontrent plusieurs problèmes sur le marché. D'abord, les barrières douanières demeurent importantes dans les pays développés, ceux qui limitent les possibilités d'exporter les produits agricoles des pays en développement. Ensuite, ils sont aussi confrontés au système protectionniste des pays riches. Enfin, la libéralisation de leurs importations agricoles a soumis leurs productions locales à des puissants commerces étrangers à bon marché. Face à ces problèmes, le travail agricole ne représente plus aucun intérêt pour les paysans ; ils préfèrent laisser le monde rural pour la ville.

Pour que l'OMC puisse réaliser sa promesse concernant le développement rural, les prix des produits exportés doivent être au profit des exportateurs ruraux. Les pays riches peuvent-ils aussi réaliser une réforme sur leur politique agricole en freinant ces pratiques de dumping qui menacent les producteurs dans les pays en développement.

Jusqu'au cas contraire, la libéralisation du commerce et l'augmentation des échanges fonctionnent comme étant des blocages pour le développement des pays pauvres. Celles-ci répondent par contre à la demande des acteurs dominants dans les pays développés, elles ont contribué à l'amplification de leurs puissances internationales. L'essentiel des financements internationaux se concentre actuellement entre les pays les moins avancés, largement exclus de la finance libéralisée.

II.1.2-Un monde rural en question

Pour certains auteurs, la mondialisation impose un environnement en mouvement perpétuel.

Cet environnement se caractérise d'abord par une bousculade d'information, ensuite par la diversité des flux, enfin par la perception unique de la terre dans les domaines

économique, financière et politique. Mais selon Karl Marx : « La mondialisation, c'est-à-dire l'inscription de toutes les activités humaines dans un système global, échange, contribue à transformer ce qui était sacré, exceptionnel, particulier, artisanal réservé à un cercle restreint en quelque chose de banal, de facilement accessible que l'on vend et achète.²⁷ » Le monde rural est considéré comme étant exceptionnel, particulier car il réserve la personnalité de chaque pays par les pratiques et identités culturelles. Mais souvent par l'émergence des innovations techniques et technologiques, il subit d'énormes transformations. Il est confronté à des risques de déracinement culturel et à des dégradations environnementales surtout dans les pays développés. La campagne était connue ultérieurement comme étant un fournisseur de nourriture pour la santé et le bien être des consommateurs ; un lieu de loisir des populations urbaines proches ou lointaines ; elle est aussi gardien de la nature et de l'environnement tout en évitant le gaspillage inutile des richesses minérales ; le milieu rural contribue aussi au maintien des grands équilibres et aux patrimoines biologique et écologique ; c'est un territoire des activités traditionnelles comme l'agriculture, la foresterie ou la chasse, source de capitaux pour le développement.

Les personnes qui quittent la campagne pour rejoindre la ville se déracinent petit à petit car celles-ci sont perméables à toutes innovations étrangères et occidentales par le biais du développement illimité des infrastructures, télécommunication, etc. l'individu sera influencé par son nouveau milieu et optera les modes de vie de celui-ci par peur d'être marginalisé.

Dans les pays en voie de développement comme Madagascar, l'existence de toutes formes d'organisations formelles ou informelles et la mise en place des projets ne participent pas à l'amélioration de l'économie familiale paysanne mais au contraire accroissent le nombre des paysans qui émigrent. La ruralité se trouve manipulée par ces instruments. Ce sont en effet les petites bourgeoisies, une minorité de notable et les petites bourgeoisies comprador qui en tirent profit. La sociologie du dedans de Maffesoli peut rendre compte du caractère stérile inutile, parasite des ses nouveaux mouvements sociaux visant l'intégration de la masse à la logique des projets verticaux vis-à-vis du concept de ruralité.

27 La mondialisation de Philippe Moreau Defarge, édition PUF P31

Concernant l'exploitation et l'aménagement du territoire rural, nombreux sont les facteurs de contrainte comme les réserves naturelles et parcs, les nouvelles propriétés publiques et privées, les nouveaux territoires pour les recherches scientifiques et le patrimoine mondial.

Tous ces phénomènes renvoient au partage de tâche et à la responsabilisation de chaque citoyen, des intellectuels scientifiques et surtout de l'Etat.

Une conscientisation des individus sur la nécessité et l'efficacité du monde rural sur le plan économique, culturel et idéologique s'avèrent importantes pour chaque pays dans le but de le protéger contre toute forme de destruction.

II.1.3-Développement rural et mondialisation

Le monde rural constitue un milieu fort accablé par la mondialisation. Cette conception est soutenue par des organisations internationales (institutions notamment le FMI, l'OMC, le GATT et autres). D'un côté, celle-ci renvoie un monde uni, sans frontière dans une approche géographique, idéologique ou économique. D'autre côté, la réalité fait preuve d'elle une source de fragmentation, de désordre, de l'inégalité et de l'exclusion planétaire. La totale liberté du capital conduit à l'anarchie financière et à la régression sociale. Le jeu des forces de Marché tend à amener un accroissement des inégalités entre pays et la mondialisation conduit à la détérioration du bien être social. Elle se situe surtout au profit des pays riches capitalistes comme les Etats-Unis, l'Europe, la Chine...et bénéficie de la libéralisation économique mondiale. Les pays pauvres en outre restent largement en dehors du processus de la mondialisation. Cette position requiert des effets négatifs sur le développement rural de ces pays. Leurs ressources économiques principales résident dans l'agriculture. Celle-ci est dominée par contre par les stratégies protectionnistes des pays riches et par les règles du commerce mondial. La libéralisation de l'agriculture ruine la sécurité alimentaire de nombreux pays du Sud. Pour le cas de Madagascar, le riz constitue la première nécessité pour la population. Par contre, nous sommes depuis des années sous un stade d'insuffisance alimentaire. Les produits rizicoles locaux sont insuffisants pour répondre aux besoins de la population. Pour pallier à ces problèmes, l'Etat importe environ 400 000 tonnes de riz par an venant de Thaïlande, Pakistan. Ce sont les riz importés (genre stock tampon) à bon marché qui influe les choix des consommateurs par rapport aux riz

locaux « vary gasy, tsipala... » surtout pendant la saison des pluies. Ce phénomène n'est pas étonnant, vus les problèmes affectant les paysans d'un côté, la libéralisation des échanges et la détaxation au niveau mondial d'autre côté. De ce fait, une amélioration affective des techniques et méthodes agricoles propres pour chaque pays s'avère nécessaire. Actuellement, Madagascar opte une révolution verte durable visant une autosuffisance alimentaire vers un surplus agricole par la pratique de nouvelle forme de technique. Certains paysans malgaches adoptent la pratique du système de riziculture intensifié (SRI), et le système de culture amélioré (SRA), traduit littéralement en malgache « voly vary maro anaka ». Cette nouvelle pratique consiste à modifier certaines règles constitutionnelles de la culture du riz. Les grains sont mis à germer pendant huit jours « ketsa tanora », après quoi ils sont repiqués un par un, ce qui diminue le nombre de grains utilisés. Selon la technique traditionnelle, le riz n'est repiqué qu'après huit semaines après la semence.

La nouvelle technique se caractérise par la mécanisation agricole, par l'emploi des grains sélectionnés et des engrais biologiques et minéraux ; par une maîtrise parfaite de l'eau sur les surfaces à cultiver et par la disponibilité d'une main d'œuvre importante. Malgré la mentalité de la majorité des paysans encore ancrée dans les méthodes et pratiques traditionnelles, il est opportun de noter l'existence des millièmes de paysans recourant à cette nouvelle technique. Par conséquent, la production agricole s'est accrue de deux à dix tonnes par hectare.

A part, les problèmes dus aux réticences des malgaches sur la mécanisation agricole, la majorité des paysans ont des contraintes économiques et foncières, d'un manque d'infrastructure et d'équipement foncier. Ainsi s'ajoutent les problèmes de l'étroitesse du marché au profit des collecteurs nationaux et multinationaux. Toutes ces contraintes démotivent les paysans et les poussent à chercher des travaux non agricoles en milieu urbain. Madagascar vit dans une perpétuelle pauvreté. D'après la théorie de Pr. Ragnar Nurkse²⁸ « le cercle vicieux de la pauvreté » porte une explication sur les faits Malgaches. Sa théorie repose sur les propositions suivantes : La productivité basse entraîne un revenu bas. Lorsque le revenu est bas, les capacités d'épargne sont négligeables. Lorsque l'épargne est négligeable, l'accumulation du capital est impossible. Lorsque l'investissement est négligeable, la

28 Pr. Ragnar Nurkse *Somes aspects of capital accumulation in underdeveloped countries*, le Caire, 1952 /cf. Ragnar Nurkse, *problem of capital formation in underdeveloped countries*, Oxford 1953, p.4)

productivité est condamnée à la stagnation. Cette théorie se traduit par cette proposition banale : « un pays est pauvre parce qu'il est pauvre et rien n'attire l'échec comme l'échec ».

Comme il arrive si souvent, la bible nous donne une parfaite expression « Car on donnera à celui qui a, et il connaîtra l'abondance ; mais à celui qui n'a pas, on ôtera même ce qu'il a ²⁹»

Au niveau continental, le système libre-échange profite la minorité de quelques pays émergents. Pour les libre-échangistes, c'est la liberté de commerce soumise sous les règles du commerce qui prédomine avant le principe de précaution et la sécurité alimentaire.

Dans les pays du tiers monde, les gens sont victimes des fléaux de malnutrition, de famine, des maladies, la montée des chômeurs, des précarisés, des sans logis et des sans droits. Les pays pauvres sont confrontés à des limitations de débouchés à l'étranger par manque de professionnel et par faute d'obstacle et de règle commerciaux. Madagascar s'ouvre au marché extérieur mais concernant les produits exportatifs (le café, girofle, Chanel), ce sont plutôt les étrangers capitalistes qui s'adonnent à l'exportation. La balance commerciale reste déficitaire. Les prix des matières premières se sont effondrés et la demande continue à chuter.

Il nous faut donc une politique agricole portant sur la motivation des paysans ruraux et sur le développement effectif de notre pays.

II.1.4-Les contraintes du développement rural

Le monde rural sous-développé fait souvent état d'écart important avec des pays développés.

Quelque soit leurs écarts, ils sont exposés à des diverses contraintes socio-économiques et culturelles notamment :

Le problème de gestion durable des ressources naturelles.

La pertinence des facteurs culturels qui bloquent l'orientation de nouvelle technologie.

L'inégalité de chance aux moyens de production, aux crédits, aux marchés, aux infrastructures et à la connaissance. La forte pression démographique et le problème de maintien des populations en milieu rural.

29 Mathieu XXV ; 29.

Dans les Etats avancés, les ruraux abandonnent les campagnes parce que l'agriculture emploie des méthodes de plus en plus efficaces. Les revenus agricoles par tête s'amenuisent par rapport à ceux des autres secteurs, la production augmente plus vite que la demande des denrées alimentaires.

Dans les pays sous-développés, les paysans assistent à un fléchissement relatif des revenus de l'agriculture. Celle-ci constitue un secteur désavantagé de l'économie, elle souffre d'une pénurie constante de capitaux.

II.1.5-Ruine et exode rural dans le Sud

L'exode rural est le terme utilisé pour décrire le phénomène de transition démographique par lequel les populations, surtout les jeunes en âge de fonder une famille, quittent la campagne pour aller s'installer dans les villes.³⁰

Plusieurs causes expliquent ce phénomène ; l'industrialisation, le besoin de main d'œuvre bon marché pour l'industrie, le chômage ou le sous-emploi rural, l'attrait de la vie urbaine et le peu d'envie des jeunes de rester dans un petit village dépourvu de services et de commodités.

Dans les pays occidentaux qui ont connu une industrialisation avancée comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'exode rural fut grosso modo terminé avant le XX^e Siècle. On parle maintenant de rurbanisation : des citadins s'installent à la campagne, mais gardent un mode de vie urbain, un travail en ville. Dans les pays du tiers monde, l'exode rural s'est étendu au XX^e siècle, début de la libéralisation économique et de l'industrialisation.

Avec l'ouverture des marchés du Sud, les petits paysans se retrouvent en concurrence avec les produits fortement subventionnés et souvent vendus à perte des Etats-Unis et de l'Union Européenne. Cette concurrence déloyale conduit des millions de paysans à la ruine. Les entreprises du Nord sous couvertes par la banque mondiale, le Fond Monétaire International, l'OMC, tirent profit par l'ouverture des marchés et la disparition des barrières douanières.

Par contre, pour les producteurs ruraux dans certains pays en voie de développement, la libéralisation entraîne des conséquences néfastes pour eux et pour leur pays.

Nombreux sont les pays touchés par la ruine et l'exode rural notamment le Mexique,

30 <http://Fr.wikipedia.org/w/index.php?title> Un exode rural

le Haïti, Honduras, Uruguay, les pays de l'Afrique et régions Arabes. L'OMC a détruit l'environnement et l'agriculture paysanne.

Cas de Mexique : paysans touchés par les importations à bon marché. Ces paysans ont réalisé des protestations contre l'accord de libre échange et la pauvreté épouvantable qui règne dans les campagnes. Mais ses protestations furent tombées à l'eau. La suppression des taxes douanières sur de nombreux produits agricoles Etat- Uniens a explosé leurs importations de produits agricoles vers le Mexique. Les Etat- Unis sont avantagés par les subventions massives, par les crédits à bon marché, des meilleurs moyens de transport et une meilleure technologie. Les mexicains par contre sont perdants par faute de contraintes financières, d'économie d'échelle, d'engrais et autres intrants et surtout le soutien du gouvernement. Malgré les promesses promulguées par l'OMC sur l'accord de libre-échange, l'agriculture mexicaine a constamment perdu du terrain, plus de 1,7 millions de paysans ont quitté les campagnes pour la ville.

- Haïti : cas du riz

Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental avec un revenu par habitant de 556 dollars par an. Les 2/3 de ses habitants vivent dans des zones rurales avec 80% de pauvres. Le riz est le principal ingrédient dans le régime alimentaire des Haïtiens, et produit par des petits paysans.

Suite à la libéralisation commerciale sous la pression du FMI et des Etat- Unis, le pays est porté sur l'effondrement du marché local avec un accroissement rapide des importations. La production du pays ne cesse de tomber. Cette tendance a ébranlé le cadre de vie, notamment économique des cinquante mille familles produisant du riz portés sur un exode rural. Les importations à bon marché occupent la moitié des besoins alimentaires. Aujourd'hui les prix du riz importé et local se convergent à cause de la dépréciation de la monnaie locale et le cartel des importateurs de riz. La population s'appauvrit, d'après la FAO, la malnutrition générale a augmenté depuis le début de la libéralisation affectant 62% de la population dans les années 96-98, contre 48% en 79-81.

- République Dominicaine : cas du secteur laitier.

La production du lait repose sur près de 30 000 paysans et s'élevait à plus de 380 000 millions de litres en 2000. Dans les années 90, la consommation nationale

de lait double mais la demande fut largement couverte par des importations bon marché. Celle-ci a pris de l'ampleur depuis le début du 21^è Siècle. 32 000 tonnes par an de poudre de lait entrent dans le pays avec une taxe douanière basse de 20%. De ce fait, le prix de la poudre de lait de l'Union Européenne est systématiquement 25% en dessous du prix local. La libéralisation des importations, suite à l'entrée de la République Dominicaine dans l'OMC en 95 a conduit plus de 100 000 paysans à quitter la campagne.

II.2. Traduction urbaine dans le Sud

Le Sud regroupe les pays pauvres, en voie de développement. Ces pays ne jouissent pas les mêmes avantages que ceux des pays Nord tant sur le plan économique que politique. Le Sud vit en effet dans une situation dramatique, confronté à divers conflits et problèmes urbains. Ainsi comment se traduit le monde urbain dans le Sud.

II.2.1 Spécificités relatives des villes

La représentation des villes est généralement répartie en deux classements : celle des pays développés, bien équipée et celle des pays sous développés, souvent des ex-coloniaux, en majorité produite par des ex-puissances coloniales (Francophone, Anglophone...)

« L'architecture et la planification urbaine étaient considérées comme des moyens de démontrer la supériorité des français comme civilisation, comme nation et comme membre d'une race, et de prouver cette supériorité aux populations indigènes et aussi aux Français eux-mêmes. »³¹. Ainsi, les pays colonisés par le même pays représentent donc presque la même représentation urbaine. On reconnaît une ville par la croissance de sa population. « Mondialisation, industrialisation et urbanisation relèvent d'une même dynamique d'artificialisation de la terre, d'exploitation systémique par l'homme. En l'an 2000, la moitié de l'humanité habite dans les villes, cette urbanisation est spectaculaire et s'accélère.³² ». Bombay fait partie des villes les plus touchées. « Plus de la moitié de la population de Bombay, environ 16 millions d'habitants vit dans des bidonvilles. L'afflux de la population rurale dans les grandes villes est un phénomène mondial et les villes indiennes n'y échappent pas.

31 G.WRIGHT,P.RABINOW'' savoir et pouvoir dans l'urbanisme colonial d'Ernest HEBRARD''in les cahiers de la recherche architecturale,n,9,1982

32 Philippe Moreau Defarges, op. Cit. , p28

On dit que deux à trois cent nouveaux migrants arrivent à Bombay chaque jour. Le problème a atteint un tel niveau qu'il risque d'envahir toute la ville³³ ». Pendant la colonisation, les villes de l'Afrique s'épanouissent économiquement qu'esthétiquement. L'avènement de l'indépendance des pays colonisés apporta beaucoup de changement.

« Les frontières des Etats de ce continent sont en grande partie issus de la colonisation, ce qui explique qu'elles ne prennent que peu en compte les réalités des populations. De même le regroupement des différents pays en sous régions est utilisé plus dans un souci pratique que par vérité historique.³⁴ »

Les effets de l'exode massif des populations rurales, de l'établissement abusif des industries et du surcroît urbain ont posé le problème d'une réoccupation et d'une réappropriation de tout le territoire national.

Actuellement, Afrique se diffère des autres continents par ces nouvelles constitutions urbaines.

II.2.2-Qualification d'une ville, espace urbaine

Chaque auteur a un point de vue sur la ville, une qualification propre selon leur observation. Les définitions les plus classiques définissent la ville comme « une zone urbaine étendue et fortement peuplée (par opposition aux villages) dans laquelle se concentrent la plupart des activités humaines : habitat, commerce, industrie, éducation, politique, culture. Les principes qui gouvernent la structure et l'organisation de la ville sont étudiés en architecture et en urbanisme ».

Victor Hugo, pensait que « les villes sont des bibles de terres. Celle-ci n'a pas un dôme, pas un toit, pas un pavé qui n'ait quelque chose à dire dans le sens de l'alliance et de l'union, et qui ne donne une leçon, un exemple ou un conseil. Que les peuples viennent dans ce prodigieux alphabet de monuments, de tombeaux et de trophées, épeler la paix et désapprendre la haine (...) Le genre humain a deux livres, deux registres, deux testaments, la maçonnerie et l'imprimerie, la bible de pierre et la bible de papier ³⁵» De point de vue structurelle, la ville est donc compensée de plusieurs éléments dont les infrastructures administratives (bureau,...), des infrastructures économiques (local, commercial, marché), des infrastructures

33 URL :http://WWW.monde_solaire.org.

34 Manuel de géographie Magnard Terminales

35 Hugo, Victor (1802-1885), l'histoire d'un crime pamphlets 1853

culturelles (temples, églises, musées) et autres.

Selon le dictionnaire de Sociologie, « Une ville est un rassemblement durable et relativement dense de population dans un espace circonscrit : autrefois des murailles la séparaient de la campagne, après la transition des faubourgs : aujourd'hui indécises, obligeant le géographe et le Sociologue à compliquer leur nomenclature ; centre ville, périphérie, banlieue, zone « urbaine », ville satellite, mégapole, bidonville, etc. la ville dans sa forme traditionnelle n'est plus qu'une maille, un nœud du tissu urbain³⁶ ». Ainsi, on peut déduire par cette définition que l'élément essentiel et surtout actif de la ville est sa population et sa constitution. L'idée majeure de Yves Aubert montre que l'urbain a tué la ville, et ce premier serait le résultat de l'urbanisation qui exprime un phénomène de nature démographique, quantitatif et un processus civilisateur. Mais cette densité signifie aussi pour des sociologues, accentuation de la division du travail, complexité et complémentarité des fonctions professionnelles, diversification des statuts sociaux et des relations de classe qui s'accompagnent souvent de forts clivages « luttes urbaines », entre le peuple « gras » et le peuple « maigre » entre le pouvoir et les minorités actives.³⁷

II.2.3-Ville : lieu de liberté

La mondialisation implique le droit fondamental de s'installer et de vivre, où chaque individu peut mieux s'épanouir. L'individu qui a quitté le milieu rural pour vivre en ville peut se croire pleinement indépendant, il n'appartient plus au groupe villageois mais occupant une autre vie. Dans le milieu rural, les pays sont souvent rattachés à des structures villageoises notamment le respect des personnes plus âgées, les coutumes, le principe de « Fihavanana » et de trocs. L'individu est étroitement lié à son groupe³⁸.

Le monde rural considéré souvent communauté de type traditionnel surtout, dans les pays du Sud, présente un lien social basé sur la solidarité mécanique et d'une conscience collective. Tandis que le monde urbain était considéré comme une société moderne avec division de travail, on assiste à une solidarité organique avec l'effervescence de la conscience individuelle

36 Dictionnaire de Sociologie sur la sociologie urbaine des années 70. Larousse , p244

37 Lire Projet pour la ville, revue trimestrielle n°243 Automne 1995

⁴Selon les idées majeures de Durkheim sur la division du travail social.1893

La civilisation urbaine épouse le mouvement du capitalisme marchand et les critères de la modernité.

Selon les idées de Yves Aubert et Alain Bamegay³⁹, la civilisation urbaine s'appuie sur le dynamisme de la modernité et bénéficie de la mondialisation un système économique reposant sur l'individu libre et sur le marché. Les néo-citadins se sentent libérés des ancrages sociaux traditionnels mais intégrés dans un collectif uni par la conscience d'être exploité par les travaux urbains notamment dans les zones franches. Cette démarche est strictement liée à l'individualisme méthodologique contextualisé par Raymond Boudon basé sur le principe de la liberté d'action de l'individu pris isolément dans son opération de construction des processus d'interaction sociale.

II.2.4-Problèmes dans l'aménagement urbain

L'aménagement urbain est la technique de disposer dans l'espace les hommes et leur activité dans les grandes villes. Il fait souvent appel à l'aménagement du territoire qui mobilise le développement économique, l'habitat, les transports et les communications.

Par contre, des problèmes ne cessent d'envahir le monde urbain. L'accroissement du taux de population, la méconnaissance des lois et règles, la perte de la diversité propre au milieu urbain et l'accroissement des besoins de déplacements, l'élargissement et la multiplication des chances due à la spéculation immobilière.

A part ces problèmes, on réclame aussi les inconvénients causés par des constructions irrégulières des habitats dans différentes zones notamment dans les bas quartiers. Une bonne majorité des populations des pays sous développés comme Favelas au Brésil, Barricadas au Pérou, Gourbi ville en Afrique du Nord, Médina en Afrique Noire vit dans des conditions inhumaines souvent dans les bidonvilles qui sont « des formes d'habitat précaire, dépourvu d'un équipement élémentaire (eau, électricité) et dont la construction est réalisée initialement avec des matériaux de récupération⁴⁰ »

L'exode rural se manifeste par la surpopulation et la paupérisation urbaine. D'un côté, les migrants ne sont pas en faveur de trouver un revenu stable et un logement

39 Projet sur la ville, Op. Cité

40 <http://Wikipédia.org>.

adéquat, et d'autre côté, l'Etat ne dispose pas la possibilité de les accueillir, de les loger et de leur offrir un marché de travail. Ils s'installent soit en bas des tunnels ou dans les ruelles soit ils construisent des petites maisons illicites dans des espaces délaissées, à coût et à temps réduits, ce qui renvoie au phénomène de bidonvilisation. La bidonvilisation est un fardeau pour la planification urbaine et institue un problème d'assainissement. D'où la naissance de l'urbanisme populaire dans les milieux urbains : Bombay en Inde, Karyan Ben Mashik au Maroc, les bidonvilles haïtiennes, la Réunion Kely à Antananarivo qui sont des populations issues de la masse paysanne et intégrées de façon anarchique dans l'espace urbanisé.

2.5-Pauvreté et richesse urbaine vers une fracture sociale

Dans le monde, on retient deux types de pays, pays développés regroupés dans le Nord et pays en développement localisés dans l'hémisphère Sud. Dans les derniers pays, une fracture sociale apparaît à la suite d'une fracture économique. On distingue trois catégories de population urbaine. D'abord, celle des classes riches détentrices de capitaux et de moyens de production ; après, les classes moyennes composées par les techniciens, les intellectuels, les fonctionnaires, les employés et cadres de toutes sortes ; enfin les classes pauvres, faute de mieux occupant les secteurs informels, pratiquant toutes gammes de chômage déguisés et devraient vendre leur force de travail pour pouvoir vivre.

C'est le fait d'une anomie sociale dans le sens Durkheimien de l'expression. C'est la rupture des liens sociaux uniques et d'échange entre les individus, entre groupe de sorte que ces individus ne poursuivent plus les mêmes buts communs provoquant la fracture sociale.

La planète des villes est définie comme la planète des milliardaires, de forte embouteillage par des innombrables voitures, des buildings et planète des sans abris, des habitats précaires genre bidonville, des chômeurs. L'intégration ou la non intégration socio-économique conduit à une fracture urbaine. Ainsi naît une exclusion par la pauvreté et la misère liée aux inégalités de revenus et d'instabilité fonctionnelle, exclusion par la difficulté d'accès au logement et aux accessoires. En outre, la place de chaque individu dans la ville et l'accès à l'habitat est intimement liée à la nature du travail et du revenu. Dans la ville, beaucoup de facteurs agissent

sur l'individu tel que le risque de catastrophe naturelle mais ce sont les plus pauvres qui sont affectés par la précarité sociale et ils s'observent par des terrains qu'ils occupent, ainsi que la mauvaise qualité des ; logements et des constructions.

« Le travail devient ainsi un terrain d'autonomisation et de mise en compétition, au détriment de ses fonctions d'intégration collective ⁴¹». Le travail est la clef de l'intégration car l'absence de revenu stable en ville ouvre le processus d'exclusion.

La ville joue un rôle économique important, elle est le lieu principal de création de richesse. Mais celle-ci est inégalement répartie par la différenciation professionnelle. Selon Remy Prud homme⁴², « les villes ne créent de la richesse que dans la mesure où elles constituent de vastes marchés d'emploi. » Généralement, la migration est une nécessité pour le développement de l'industrie. Cependant, les pays du Sud sont exposés aux problèmes d'inadéquation entre offre d'emploi et la demande à cause des problèmes de délocalisation, faillite de l'entreprise, sureffectifs dans les industries. C'est le cas de Madagascar actuellement, d'où les chômages favorisant la pauvreté urbaine. Donc la ville est aussi un instrument de la pauvreté. Dans les pays du Sud, les paysans sans instruction, en état de pauvreté abandonnent le monde rural pour le bonheur urbain, mais ils se sentent souvent désespérés, ils doivent parer aux problèmes d'emploi. Ils restent pendant des années dans des statuts précaires. Dans ces pays, les gouvernements ne sont pas en guise de combler les demandes des populations sur les marchés de travail. Ce sont par conséquent les entreprises franches et les secteurs informels qui inondent généralement le marché de travail. Les travailleurs sont aliénés, soumis à des « contraintes marchandes » qu'est l'obligation de se plier aux exigences de la clientèle. Karl Marx parle ainsi de l'aliénation au travail où l'objet se trouve en quelque sorte et à tout égard, arraché à celui qui le produit par l'avènement du capitalisme et de la grande industrie qu'il engendre. Les migrants et le monde urbain s'appauvrissent. Cette pauvreté est « multidimensionnelle » liée à la faiblesse de revenu, elle associe le manque d'instruction ; une mauvaise santé ; des logements délabrés, des familles brisées, la violence (la drogue et le sida) constituant une culture de la pauvreté. La pauvreté est aussi cumulative et héréditaire : les enfants des pauvres piégés dans un réseau de causes enchevêtrées, risquent fort de demeurer pauvres. Vivant dans des familles

41 La ville enrichit et appauvrit. Yves Aubert, Alain Bamegay ; Projet pour la ville, op. Cité, p41

42 ibid.

monoparentales dépendantes de l'aide sociale, il leur sera difficile d'avoir une bonne instruction et de trouver plus tard un emploi décent. Elle représente une dimension ethnique ou culturelle, les pauvres sont en majorité membres de minorité ; dans plusieurs pays, la plupart de ceux qui appartiennent à des minorités sont pauvres. Parfois le racisme intervient sur le marché du logement ou de l'emploi. Les pauvres vivent avec les pauvres, les riches avec les riches. Cette catégorisation spéciale est criante dans la ville d'Antananarivo, capital de Madagascar. Il existe les quartiers des pauvres : Andavamamba, Anosibe, presque les bas quartiers et les quartiers des riches, résidentiel comme Ambatobe, Alarobia, Tsaralalana.

II.2.6-Ségrégation et violence structurelle

Quand on parle de ville, on a toujours à la tête la notion d'insécurité, ces deux notions sont indispensables. Cette forme d'insécurité fait naître des phénomènes sociaux tels que la ségrégation et la violence urbaine. Le concept de violence structurelle a été développé par le scientifique norvégien Johan Galtung (1930). La violence se réduit d'habitude à la violence physique mais selon lui, la violence structurelle est une violence qui blesse ou ne tue pas à coup de poings, de fusils ou de bombes nucléaires mais à travers des structures sociales qui produisent la pauvreté, des souffrances terribles et des morts.

Pour la ville Africaine, on rencontre une ségrégation socio-spatiale : un contraste permanent entre les quartiers d'affaire à l'occident, quartier d'ambassade et des classes privilégiées avec les quartiers populaires, ne disposant d'eau et d'électricité que quelques heures par jour.

Après l'abolition de l'apartheid, la ségrégation sociale se double encore en ségrégation raciale dans les villes de l'Afrique Australe.

En Afrique du Sud, les riches s'enferment derrière de hauts murs, les pauvres financent leur propre milice pour se protéger.

La violence structurelle coexiste avec ces contrastes sociaux mais c'est surtout la pauvreté, l'inefficacité et la corruption des pouvoirs locaux qui conduisent à cette anarchie urbaine : cette forme de ségrégation, genre exclusion sociale, est un phénomène important dans les cités urbaines. Selon l'auteur Mahdi ELMANDJRA, « même les bidonvilles dans les grandes cités ont leur propre dynamisme culturel en dépit de la pauvreté et de condition de vie difficiles. Y habiter est plus qu'un simple

besoin élémentaire, c'est un acte culturel et une vision de l'avenir⁴³ » Les migrations ne cessent d'envahir le monde urbain avec un taux de croissance de 5 à 8% par année. Mais derrière cette croissance se dessine une immense tragédie d'appauvrissement. Une étude réalisée par le programme de l'ONU fait le constat d'une bidonvilisation urbaine « The challenge of the slums » Cette étude décrit le drame qui se joue quotidiennement dans les villes du Sud, notamment la marginalisation et l'exclusion sociale suite aux phénomènes de pauvreté et de misère. « Dans les cinq grandes métropoles asiatiques (Mumbai, Delhi, Kolkata, Karachi et Dhaka) Habitat estime qu'il y a 15000bidonvilles avec plus de 20Millions d'habitants .Lagos, la capitale du Nigéria, se situe sur une bande de territoire densément peuplée qui va jusqu'à Abidjan et Ibadan, avec plus de 70millions de personnes, dont au moins 80 % habitent les bidonvilles. D'ici 15ans, 2milliards de personnes seront des bidonvillisées⁴⁴ » Selon l'auteur Joël Roman « la ville est le lieu où viennent aujourd'hui converger trois crises :

Une crise de notre représentation du conflit social et des formes prises par la fracture sociale dans notre société, que résume bien l'expression de société duale ou de société d'exclusion.

Une crise de l'urbanité, c'est-à-dire des formes de sociabilité liées traditionnellement à l'habitat urbain, due à la pression individualiste.

Enfin, une crise des formes instituées de la communication sociale, de l'échange politique, de l'espace public et ultimement de la représentation politique ⁴⁵».

Ces crises méritent d'être résolues, nécessitant la conscientisation et la responsabilisation de chaque individu, ceux qui sont au pouvoir et la majorité active.

II.2.7 Facteurs déterminant l'exode rural à Madagascar

L'exode rural était auparavant un moyen d'avoir un statut plus décent que celui vécu en milieu rural. Pendant l'organisation traditionnelle, le mode de production a été dominé par le système de parenté. La terre était le moyen de production principale. Le rapport de parenté détermine l'organisation des activités de production et l'organisation de la répartition des produits. Ce système avait favorisé l'exclusion et

43 Récit lu sur la cité de casablanca <http://WWWgoogle.fr>

44 .<http://www.alltheweb.com> : bidonville

45 Joël Roman 'La ville : chronique d'une mort annoncée ?' Esprit, Juin 1994, P9

¹In organisation des communautés villageoises actuelles. G. Rakotonirainy, page 73.

le départ en ville des cadets dépourvu de moyens de production à la recherche d'une vie meilleure.

« Dans le cadre du mode de production dominé par les rapports de parenté, l'accession à la terre, se fait essentiellement par voie de succession. De ce fait, les jeunes sont sous la dépendance des anciens. ¹»

Le phénomène de l'exode rural a pris de l'ampleur depuis l'ouverture, vers l'économie du marché. Il devient ainsi, une survie pour la masse paysanne. Par appropriation individuelle des moyens de production, l'économie de marché est marquée par un véritable éclatement des terres ancestrales en morceaux. Face à la croissance démographique, celles-ci se sont aussi réduites. Ce problème est beaucoup plus évident pour les descendants des anciens esclaves, l'accession à la propriété foncière est difficile sinon impossible pour eux, ce qui a favorisé leurs départ vers la ville.

En outre, ce phénomène d'exode, a été développé à la fin de la période néocoloniale, ce qui correspond à l'échec d'une politique agricole visant à la formation des entrepreneurs agricoles individuels capitalistes à travers les grandes opérations.

Les paysans s'appauvrissent, et pour faire face au déficit budgétaire de plus en plus accentué par la poussée démographique et l'inflation, le paysan cherche d'avantage des occupations économiques plus rémunératrices en ville.

La logique paysanne est contraire à la logique scientifique. Face à la structure, qui régit le monde actuel, qu'est la mondialisation, la libéralisation des échanges par la mise en place de l'OMC, produit des impacts négatifs sur le monde rural à Madagascar. Les échanges inégaux entre les pays, résultent du déficit de notre balance commerciale depuis 1970.

Tous ces phénomènes aboutissent à la stagnation de la croissance productive paysanne.

Il ne faut pas oublier, que le phénomène d'exode rural est aussi lié à la croissance urbaine. Au niveau des paysans, la ville est le centre d'élaboration d'idéologie du progrès et du développement, de ce fait les cultures paysannes sont souvent jugées, comme étant dépassées.

1

Ainsi, en reconnaissance de cette situation, le jeune paysan, quitte la campagne pour une vie modernisée en ville.

La ville a connu, un changement depuis la colonisation. La population urbaine croît à un rythme rapide, avec une proportion de 11% par rapport à la population totale en 1960, ce qui représente 22% en 1993, soit un doublement de proportion dans 33 ans.

Son urbanisation fut accompagnée par la mise en place de la division du travail.

Le développement urbain à Madagascar était donc lié à la pénétration de l'économie du marché. Les pays capitalistes se réservent l'industrie, tandis que les pays colonisés comme Madagascar étaient contraints de fournir des matières premières (agricoles, minières,...).

La collecte, l'exploitation de ces ressources et la distribution des produits manufacturés se réalisent toutes en ville.

Toutes les infrastructures scolaires, sanitaires, administratives et commerciales étaient concentrées en ville. Ce qui accentue l'écart entre la ville et la campagne, justifié ainsi par une relation de domination et de dépendance.

La libéralisation mondiale économique contribue au développement de diverses industries et services de toutes sortes.

Ainsi, la ville devient un pôle de développement de salariaux aux niveaux des paysans défavorisés.

On constate, actuellement la défaillance de capacité d'intégration de salarié, par les diverses industries et services anciennement installées dans la ville, ce qui provoque la naissance des activités économiques informelles, non contrôlées par la fiscalité

II.3- PRESENTATIONS GENERALES DES TERRAINS D'ENQUETE :

II.3.1- COMMUNE D'AMBATONDRAKALAVAO

Ses caractéristiques et systèmes d'appartenance

La commune d'Ambatondrakalavao appartient au district d'Ambatolampy, dans la région du Vakinankaratra et de la province Autonome d'Antananarivo.

Système d'appartenance immédiat :

Localisation géographique de la commune d'Ambatondrakalavao :

Au Nord : Commune Antanimasaka ,Belambo

Au Sud : Antsahalava et Antanifotsy

A l'Est : Antsampandrano, Ambodifarihy

A l'Ouest : Morarano, Ambohipihaonana

Elle se situe entre la commune d'Ambatolampy banlieue et de la commune d'Antsampandrano district d'Ambatolampy.

Sa superficie est de 8.200 hectares avec une densité de 190/km².

Traversée par la route RIP 72 reliant les districts d'Ambatolampy et Tsinjoarivo, elle se situe à 12 km à l'Est du dit district.

La commune regroupe 6 fokontany : le fokontany d'Ambodirano, d'Ambatondrakalavao, d'Ampangabe Sud, de Vatovandrana II, d'Ambohipoloalina et de Bezezika qui est notre principal lieu d'enquête.

Etudes physiques de la commune :

Relief et Climat : En général, le district d'Ambatolampy se situe sur un socle Précambrien⁴⁶, ce niveau n'est pas évident dans la commune d'Ambatondrakalavao car on n'y trouve que des plateaux et des plaines disponibles pour la culture rizicole.

Les caractéristiques du sol varient suivant le relief.

La région d'Ambatolampy présente des caractéristiques semblables à ceux des hautes terres, dites climat tropical d'altitude. La succession des saisons, la pluviométrie, et les températures la confirment.

Etudes dynamiques de la population d'Ambatondrakalavao

- *Le taux de croissance de la population*

D'après les informations recueillies auprès de la commune au cours des années 2004 à 2007, une croissance accrue de la population a été observée

Tableau n° 01 : croissance démographique

Année	nombre de la population
2004	13677
2005	14254
2006	14802
2007	15644

Sources : enquête auprès de la commune 2008

En l'espace de 4 ans, les statistiques de la commune affichent au niveau de la population résidente, une croissance démographique soutenue. On constate une

⁴⁶ Environ 2.700 ha, socle = plateau précambrien qui a existé depuis l'ère primaire

défaillance d'analyse et de mise à jour des données statistiques des informations démographiques de la municipalité. Les autorités se contentent d'ajuster les chiffres sans tenir compte de la réalité d'évolution de mouvement de populations. Les excédents de naissances sur les décès sont bien suivis, alors que le contrôle administratif des populations migrantes de la commune accuse de carences de non régularisation.

Répartition par âge

La population totale compte 15.644 avec une variabilité de la répartition par âge

Tableau n° 02 : Répartition par âge de la population

Strate d'âge	nombre de la population	pourcentage (%)
0-5	3406	21,77
6-10	2784	17,80
11-17	3118	19,93
18-25	2436	15,57
25-40	1820	11,63
40-60	1205	7,70
60 et +	875	5,59
TOTAL	15644	100

Source : commune Ambatondrakalavao 2008

Ce tableau met en évidence la prédominance des enfants de moins de 18 ans avec un cumul atteignant 60 % du total.

La population active se trouve donc minoritaire, ce qui justifie la migration de cette tranche d'âge.

- **ORGANIGRAMME**

Figure n°1: Organigramme de la commune

Source: Commune Ambatondrakalavao2008

Comme toutes les communes de Madagascar, Ambatondrakalavao présente la structure suivante :

Le Maire, assisté de deux secrétaires (général et trésorier) et d'un adjoint

Les Présidents du Fokontany secondés par un Vice-Président, des Chefs de quartiers et diverses commissions (sécurité, santé, économie, environnement,...)

Les personnes âgées occupant une place importante au sein de la Comune pour arbitrer les problèmes délicats.

Le Fokonolona et les différentes associations

Les ménages

II.3.2- PRESENTATION GENERALE DU QUARTIER OUEST MANANJARA

Sur le plan Administratif

Ouest Mananjara fait parti des 32 fokontany formant la Commune Urbaine d'Antananarivo IV (4ème arrondissement).

Antananarivo est la capitale de Madagascar, sa superficie est de 78,70 km². Elle se trouve au centre de l'île. Il constitue 192 fokontany qui se répartissent en 6 arrondissements formant en grosso modo la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA). Antananarivo est connue depuis longtemps comme la cité des royaumes Merina, mais nous allons voir ultérieurement que cette localité est répartie en plusieurs territoires.

Historique de la ville et formation des bas quartiers.

Son historique fut caractérisé par la mise en place d'une structure territoriale pendant l'époque des royaumes à Madagascar. Les répartitions territoriales sont en effet

établies selon la différenciation entre « andriana » et « andevo ».

D'abord, les nobles traduits sous le nom d' « Andriana », constitués par les hautes dignitaires et les familles du roi qui se sont implantés dans les collines pour des raisons de sécurité .Parmi lesquels nous pouvons citer les quartiers d'Andohalo et de Faravohitra d'où la construction des cités royales dans ces endroits.

Ces zones ont été réservées et interdites aux groupes de descendances inférieures de l'époque de s'accéder.

Ensuite, les « hova », constitués par les hommes libres, affranchis par les rois, ils sont installés au centre dans les zones d'Antaninandro, Manakambahiny, Ambanidia, Ankadifotsy, etc.

Enfin, les descendants inférieurs de cette époque, les esclaves traduit littéralement en malgache « andevo », nommés autrefois « les mainty ». Ils ont trouvé refuge dans les zones de bas quartiers comme Andavamamba, Anosibe, Ouest Mananjara qui furent encore remplis de rizières à cette époque. C'est l'ensemble des gens qui sont exclus de la cité et on pratiqué principalement l'élevage.

La localité Ouest Mananjara est comprise parmi les quartiers bas d'Antananarivo. Le fokontany se nomme ainsi car il se trouve géographiquement en bas de Mananjara, où habitaient autrefois les hova.

Au temps de la royauté, la zone Ouest Mananjara était recouverte de rizières et rempli par un petit nombre de maisons construites en bois. Dans la période coloniale, les mêmes caractéristiques étaient retenues. Faute de croissance démographique et aggravée par des migrations incessantes, les terrains marécageux et les rizières furent envahis par des constructions de maisons.

Localisation administrative

Sur le plan administratif : Ouest Mananjara fait partie des 32 fokontany formant le 4ème arrondissement de la CUA. Il se répartit en 5 secteurs.

Sa superficie est de 98 km² avec 8.509 de personnes recensées dont 4.179 genres masculins et 4.330 genres féminins, soit une forte densité de 1.200 personnes/ha.

- *Etude de la population*

La population de Ouest Mananjara, dès le premier regard est issue d'une population paysanne avec une auto construction et une auto urbanisation. Nous avons fait cette remarque par suite d'observation d'un ensemble de signes gestuels, langagiers et

comportementaux des populations et surtout la façon de s'habiller ou de s'installées dans le quartier.

Cependant, Ouest Mananjara héberge la plupart des classes sociales, mais composé en majorité de classe défavorisée, de populations pauvres, mal habillées et mal nourries.

Les nouveaux venus avec leur mode de vie paysanne ne cessent de s'accroître et se sont intégrés souvent dans les rangs des populations défavorisées.

Tableau n° 3 : Répartition de la population par âge et par secteur

Classe d'âge	Secteur I	Secteur II	Secteur III	Secteur IV	Secteur V	Total	%
[0 - 14[	609	563	523	478	765	2938	34,53
[15 - 29[	586	512	457	460	694	2709	31,84
[30 - 44[	398	352	279	309	460	1798	21,13
[45 - 60[	163	156	132	142	187	780	9,17
[60 et +[	61	50	50	49	74	284	3,34
Total	1817	1633	1441	1438	2180	8509	100

Source : Fokontany d'Ouest Mananjara : 2007

Par ces statistiques, nous pouvons dire que la prédominance de la poussée démographique en premier lieu (34,52 % de la population) sont tous des enfants.

En second lieu, les jeunes actifs connaissent aussi un effectif élevé, environ 53 % de la population totale. Cela signifie que la population de ce quartier est une population active. Cependant, le fokontany ne dispose d'aucune entreprise pour les insérer professionnellement. Si bien que ces gens se lancent dans le secteur informel, dans

les marchands ambulants et les zones franches.

Conclusion Partielle.

Comme dans tous les pays du monde, la mondialisation a entraînée des impacts positifs et négatifs sur le développement d'un pays. Cependant les effets maléfiques sont plus marqués dans les pays du sud. Le phénomène de dépopulation rurale et d'appauvrissement urbain dans ces régions concernées relève du développement du système libéral dans le monde.

Introduction partielle.

La migration paysanne est caractérisée par l'absence incontestable de motivation au travail par le paysan. Cette motivation est liée à la pauvreté en milieu rural notamment la pauvreté de satisfaction des besoins vitaux tels que les besoins alimentaires, besoins en logement, besoins en articles d'habillement, besoins en santé et en éducation, etc. et la pauvreté monétaire au sens propre du terme.

Ces pauvretés n'ont jamais été résolues en milieu rural mais au contraire prennent de l'ampleur.

La majorité des paysans d'Ambatondrakalavao est issue d'une famille pauvre, ne procurant pas la possibilité de satisfaire leurs besoins, ce qui favorise la migration urbaine dans cette commune. Les paysans démotivés cherchent un lieu de motivation ailleurs, qui est généralement la ville. Le monde rural d'Ambatondrakalavao est un monde enclavé, l'énorme décalage entre les infrastructures rurales et urbaines confirme cette affirmation. D'après les informations recueillies auprès de l'INSTAT en 2004, le taux de migration urbaine de 25,2% est supérieur à ceux du rural de 10,3 %. Pour la commune d'Ambatondrakalavao, un grand effectif des jeunes en âge actif quitte la campagne pour la ville.

Dans cette seconde partie, nous étudierons les facteurs de migration paysanne et l'intégration urbaine. Nous analyserons en premier lieu (chapitre III) les facteurs de migration paysanne dans différents aspects voire technico-économique, climatiques et socioculturels.

En second lieu (chapitre IV), nous allons aborder sur la migration et l'intégration urbaine, dans ce chapitre, nous parlerons des problèmes et conditions d'intégration urbaine dans le Fokontany Mananjara Ouest. Commune Urbaine du 4^{ème} Arrondissement

Enfin, nous opterons sur l'analyse socio-économique du développement rural d'Ambatondrakalavao et de la prolétarisation urbaine (chapitre V).

CHAPITRE III : FACTEURS DE MIGRATION PAYSANNE

Nous allons étudier dans ce chapitre tous les facteurs qui poussent les paysans à quitter le monde rural des une perspective holistique.

III.1. Obstacles technico-économiques

III.1.1-Les activités de production

Les activités de production dépendent d'une commune à une autre. En général, le choix des produits cultureux est dicté par le type du sol et du climat. Pour Madagascar, la fertilité du sol est inégale. Dans les parties Ouest de la capitale par exemple, on distingue des sols volcaniques très fertiles avec un climat tempéré. Les paysans ont la possibilité de pratiquer plusieurs activités de production et des cultures de contre saison. Tandis que dans les parties Est de la capitale, telle qu' Ambatondrakalavao, on distingue des sols rongés et improductifs avec un climat froid. Ces paysans sont donc obligés de limiter les activités agricoles et ne peuvent pas pratiquer les cultures de contre saison.

Les produits de Bezezika, fokontany représentatif de la commune, se répartissent en quatre groupes : la riziculture irriguée, les cultures sèches, les cultures maraîchères et l'élevage.

Les cultures vivrières sont généralement le riz, le manioc, le maïs, les patates douces et les haricots verts.

Les produits de l'élevage sont en majorité les volailles, les bovins et les porcins sont de quantités réduites.

Tableau 04 : Calendrier agricole

Type de culture	Semence	Récolte	Durée de culture
Riz	Septembre, octobre	Mars, avril	7 mois
Maïs	Août, septembre	Février, mars	7 mois
Manioc 1	Juin	Juin	1 an
Manioc 2	Juin	Juin	2 ans

Haricot	Février	Juin, juillet	5 mois
Patate douce	Mars	Janvier, février	11 mois

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

Ce calendrier montre la logique de production selon le temps de la semence et de la récolte. D'après les informations de plusieurs de nos enquêtés ; les durées de culture sont réduites par faute d'incapacité financière et par nécessité quotidienne

III.1.2-La riziculture

Le riz tient une place importante dans l'activité agricole. Elle occupe 40 % de la surface cultivée. D'après les enquêtes réalisées sur terrain, les rendements rizicoles restent cependant faibles de l'ordre de 1.6 tonnes/ha en moyenne.

Tableau 5: Caractéristiques de l'exploitation agricole par ménage enquêté

Ména ge	Surfaces cultivables (en ares)	Quantité produite	Quantité vendue	Quantité restante	Source d'investissement productif
1	300	500	100	400	Prêt remboursé par le travail
2	0	0			PRT
3	800	1 250	315	935	PRT
4	400	560	188	372	PRT
5	1 000	1 650	825	825	PRT
6					PRT
7	50 000	80 000	50 000	30 000	Epargne
8	20 000	31 000	10 000	21 000	Epargne
9	1 500	2650	1 550	1 100	Prêt CECAM
10	1 500	2 500	1 600	900	PRT
11	100	180	100	80	PRT
12					PRT
13	700	1 000	400	600	Gain individuel
14	1 200	2 000	1 000	1 000	Gain individuel

15	600	920	300	620	PRT
16	50 000	81 000	30 000	51 000	Epargne
17	2 000	3 360	1 000	2 360	Gain individuel
18	200	300	125	175	PRT
19	25 000	40 000	15 000	25 000	CECAM
20					Gain individuel
21	25 000	37 000	15 000	22 000	Epargne
22	1 200	1 900	1 000	900	PRT
23	60 000	100 000	40 000	60 000	Epargne
24	300	450	150	300	PRT
25	1 800	3 060	1 000	2 060	Gain individuel
26	2 500	3 500	1 100	2 400	Gain individuel
27	800	1240	500	740	PRT
28	3 000	4 750	1 800	2 950	Gain individuel
29	600	1000	200	800	PRT
30	20 000	32 000	10 000	22 000	Epargne
Total	270 500	433 770	183 253	250 517	

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année2007

A partir de ces données, nous pouvons relever quatre catégories de paysans.

1- Les ménages qui ne disposent pas de surfaces cultivables, Généralement, effectuent des travaux salariaux

2- Les petits exploitants qui disposent d'une surface cultivable inférieure à 1000 ares ; leur quantité rizicole produite est de ce fait faible, de l'ordre de 1250 kg maximal, la quantité vendue est aussi moindre, ils produisent généralement pour la consommation .Par ces résultats nous pouvons dire que ce sont les catégories les plus vulnérables en milieu rural.

3- Les moyens exploitants qui disposent d'une surface cultivable de 1000 à 5000 ares. Ces catégories mènent une vie plus décente que les précédentes. Mais quelque soit leur production un peu élevée que les petits exploitants, ils ne sont pas

loin de la pauvreté.

4- Enfin les grands propriétaires qui, généralement de petit nombre, détiennent une surface élevée entre 20000 à 60000 ares. Ces derniers produisent beaucoup que les deux autres et mènent une vie aisée et plus confortable. Les produits sont destinés principalement à satisfaire les besoins en subsistance mais lors de la moisson, les paysans vendent une partie de leur rendement pour l'achat des produits de premières nécessités tels que le pétrole, sel, café, sucre...Après cette vente, les quantités restantes ne suffisent plus à subvenir aux besoins annuels.

Un ménage enquêté à Bezezika ne produit que 9 vata de paddy par an en moyenne équivalent à 108 kg de paddy. Le « vata » est l'unité de mesure utilisé par les paysans pour vendre leurs productions de paddy. Ainsi, un (1) vata est égal à 12kg de paddy et équivaut à 9kg de riz blanc. Une partie de ce produit est vendue à 0300 AR le kilo du paddy et le reste n'est consommable qu'en deux ou trois semaines seulement d'où la dureté de la période de soudure. Ce cas est le même pour les ménages pauvres sans terre. Le prix du riz blanc se différencie d'une saison à une autre, pendant la période de récolte, il est vendu à un bas prix de 500 ariary le kilo, tandis qu'en période de soudure, le prix du kilo varie de 900 à 1100 ariary. La plupart des paysans a un rendement annuel insuffisant, d'où la nécessité de réaliser des travaux salariaux ou de chercher une source de revenu ailleurs.

III.1.3-Les cultures sèches

Elles sont pratiquées sur les plateaux. Après la prééminence du riz, les paysans cultivent du maïs, du manioc, de la patate douce et des haricots. Ces produits servent généralement de compléments alimentaires et sont autoconsommés à la place du riz pendant la période de soudure. Les paysans pauvres, ceux qui ne peuvent acheter du riz qu'une fois par jour, d'après un ménage enquêté à Bezezika, ils doivent manger du manioc ou du maïs tous les jours par faute d'impossibilité financière pour l'achat du riz. La quantité produite et les qualités requises des produits récoltés ne permettent pas aux paysans pauvres de vendre convenablement leur produit. Leurs produits sont autoconsommés 1 mois environ après la récolte. Les cultures sèches servent en outre de source de revenu supplémentaire pour les paysans moyens et surtout pour les paysans riches.

III.1.4-Les produits de l'élevage

L'agriculture et l'élevage sont interdépendants. L'élevage bovin (10%) et porcin (3.33%) sont rares et pratiqués par les paysans riches et quelques paysans moyens. L'élevage des volailles occupe une place importante dans la vie villageoise et est pratiqué par presque toutes les catégories sociales paysannes. Il occupe 53,33% des paysans enquêtés.

Tableau 6: Classification des ménages selon les animaux domestiques

Eleveurs Catégorie	Total	Aucun	Volailles	Bœufs	Bœufs et volailles	Porc
Petit exploitant	15	4	11			
Moyen exploitant	8	1	4	2	1	
Grand exploitant	7		1	1	4	1
Ensemble	30	30	5	16	3	5
%	00	16,67	53,33	10	16,67	3,33

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

D'un côté, les produits agricoles servent d'alimentation pour les animaux. Ce sont les grands exploitants agricoles qui disposent ainsi d'un grand nombre de bœufs. Un ménage grand producteur affirme que la moitié de sa production de manioc est destinée à l'alimentation bovine. Par contre, les ménages petits producteurs déclarent qu'ils n'élèvent rien par faute d'insuffisance alimentaire bovine, de volailles. D'autre côté, l'élevage constitue un apport important pour rentabiliser l'agriculture. L'élevage bovin constitue un élément matrice de force de travail ; les zébus tirent la charrue, charrette et les herses. Ils fertilisent la terre par le biais des fumiers nécessaires. D'après notre enquête personnelle, les propriétaires bovins ne vendent pas les fumiers mais ils les consacrent simplement pour leur nécessité agricole. Pour certains exploitants, ils profitent de cette pénurie de fumier pour le vendre à un prix élevé de l'ordre de 7000 à 8000 ariary la charrette. La première cause de ce phénomène réside dans l'expansion de l'individualisme vers le repliement du système de Fihavanana.

III.1.5-Les problèmes agricoles

L'agriculture est la base de la vie paysanne. Les paysans y rencontrent plusieurs problèmes affectant leur motivation individuelle.

Les problèmes relèvent dans la médiocrité des moyens de production. La surface

moyenne de l'exploitation agricole à Bezezika est très réduite, de l'ordre de 500 à 1000 ares (voir tableau5) Pourtant, on remarque une grande disparité foncière, d'après nos enquêtes, quelque minorité de 10% de paysans dispose chacun d'une cinquantaine d'hectares de surface cultivable. Pour les familles nécessiteuses, la carence en rizières constitue le premier goulot d'étranglement pour eux. Les potentialités du sol ne suivent plus la croissance démographique ; l'augmentation des surfaces cultivées entraîne l'absence de terre disponible pour les nouvelles générations. Ces problèmes découragent les paysans, surtout les jeunes paysans sans terre.

Pour les cultures sèches, la question foncière apparaît comme un blocage primordial pour la production paysanne. Les paysans ne peuvent pas élargir la plantation et la surface cultivée ne satisfait pas aux besoins familiaux. A part le manque foncier, la production est toutefois limitée par faute de l'improductivité des sols de Bezezika. D'après notre enquête personnelle, tous les sols de Bezezika nécessitent le maximum d'engrais pour une bonne récolte, celle-ci étant faible de l'ordre de 1.5 tonnes /ha en moyenne. En plus, lors de notre passage, les prix des engrais et fumiers sont très chers. La majorité des ménages présentent des difficultés au niveau des engrais pourtant ce manque constitue un acteur limitant la production dans le fokontany.

Le problème posé par l'épuisement et la dégradation du sol diminuent aussi la récolte. La pratique ultérieure des systèmes de feux de brousse, des « tavy » présente d'énormes inconvénients sur le sol. En plus, la persistance de la pauvreté pour les paysans ne leur permet pas de pratiquer la culture en jachère, qui, d'après les techniciens, est le fait de faire reposer la terre durant une période déterminée afin d'éviter son épuisement.

La rareté du capital influence aussi la production, pour les paysans pauvres et moyens, la capitale engagée dans l'exploitation se situe à un niveau extrêmement bas voire nul. Parmi nos enquêtés, presque la moitié d'entre eux font de l'emprunte, d'autres reçoivent de l'argent en échange de travaux alloués aux grands propriétaires fonciers pour la semence et l'achat des engrais (voir information tableau5).

Tableau 7 : Classification des matériaux de production

Matériaux de production	Petit exploitants	Moyens exploitants	Grands exploitants	Total	Pourcentage
Bêche	15	4	0	19	63.33
Désherbage		1	0	1	3.33
Herse		1	0	1	3.33
Charrues		2	0	2	6.66
Le tour	0	0	7	7	23.33
Ensemble	15	8	78	30	100

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

La rareté du capital implique aussi la pénurie des outils de production. La bêche constitue le principal matériel de production pour les paysans (63.33% les emploient), elle est pourtant fatigante, temporelle et moins rentable. Il existe quand même des paysans qui ont la possibilité d'acheter des outils plus perfectionnés comme le désherbage, l'outil à traction animale de l'ordre de 23.33% mais leur problème réside dans la maîtrise technique de ses engins. Les paysans pauvres et moyens sont donc étranglés dans un cercle vicieux de la pauvreté.

III.1.6-Les problèmes de l'élevage

L'effectif et la qualité des animaux élevés sont réduits. Cette abstention relève de nombreux problèmes relevant de divers aspects selon les données requises auprès de nos enquêtés. Il convient de noter en premier lieu l'incapacité financière qui ne leur permet pas d'accéder à l'achat des animaux.

En plus, ceux qui ont élevé sont confrontés à des problèmes de nourritures. L'insuffisance alimentaire sévit la vie des animaux de la ferme. La carence alimentaire s'aggrave pendant la saison sèche où les herbes sont toutes sèches. Ainsi, pour la majorité des paysans, les produits de l'élevage demeurent insatisfaisants. Les animaux de la ferme restent dans un état de défaillance physique : ils sont devenus maigres, faibles et improductifs.

En second lieu, il convient de noter les problèmes de maladie animale.

Nombreux sont les maladies des animaux qui nécessitent de prévention et de guérison. Parmi ces maladies, on cite la bilharziose et « besoroka » pour les bovins ; pneumonie et la peste porcine pour les cochons ; peste aviaire pour les volailles etc.

Cela pose un problème majeur pour les éleveurs qui ne peuvent pas payer les produits de traitement et les vaccins.

D'autant plus, l'inexistence de centre vétérinaire, de pharmacie dans la commune d'Ambatondrakalavao décourage les paysans. En troisième lieu, les actes de banditisme et les vols de volailles (halabotry) fréquents désespèrent les paysans et les poussent souvent à s'abstenir à la pratique de l'élevage.

Enfin, les paysans sont aussi confrontés à des pénuries de formation et de connaissance par le manque de technique et de formateurs. Les ménages ont réclamé la nécessité de ces derniers pour les former et les assister dans le but d'améliorer les produits de l'élevage.

III.1.7-La commercialisation

La commercialisation est la manifestation visible de l'économie marchande au niveau de la commune. Le jour du marché est le mardi de 6 heures à 13 heures.

Tableau 8: Comparative des prix selon les saisons

Produit	Prix de vente (moisson)	Prix d'achat (pluie)
Paddy	300 le kilogramme	700 le kilogramme
Maïs	200 le kilogramme	500 le kilogramme
Pomme de terre	80/100 le kilogramme	300 le kilogramme

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année2007

Tableau 9 : Prix des semences et des engrais

Produit	Prix (en ariary)
Engrais chimiques	1200 ariary le kilos
Fumier	7000 ariary la charrette
Fumier des volailles	300 ariary le kilos
Semence de pomme de terre	1200 à 1400 ariary le kilos

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année2007

Les paysans sont généralement des petits producteurs marchands c'est-à-dire des paysans qui ne vendent qu'une partie de leur récolte. Ils sont introduits dans une

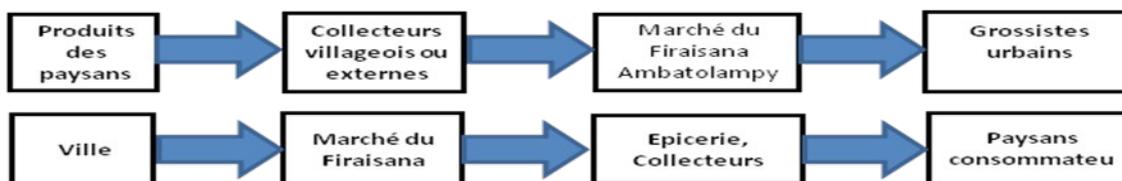
structure compétitive dictée par la loi de la concurrence. Les prix des marchandises agricoles doivent être proportionnels aux efforts et aux travaux réalisés par les paysans. Or, lors de la moisson, les produits agricoles sont vendus à bas prix pour assurer son écoulement.



Photo n°1 : La place du marché d'Ambatondrakalavao

Figure n°2 : Schéma de visualisation de circuit commercial.

Pour les produits paysans



Pour les produits matériels des productions urbaines

Le marché du mardi est saturé de petits commerçants, Les prix sont souvent établis par les collecteurs ; et les paysans, par nécessité financière, acceptent leurs propositions de prix. Les paysans sont confrontés à des problèmes de débouchés pour l'écoulement de leur produit.

Ainsi s'ajoute le mauvais état et l'enclavement des routes. La commune est implantée loin d'Antananarivo, les principaux clients susceptibles d'acheter la production étant des collecteurs. En raison des structures planifiées et des mauvaises infrastructures, les coûts des récoltes locales sont à bas prix tandis que ceux des matériaux agricoles, insecticides et engrais coûtent chers car ces produits viennent généralement de l'extérieur. De même, d'après nos enquêtes, ce sont les collecteurs villageois et externes qui achètent les récoltes à bas prix en moisson et

ils les vendent à coût élevé souvent doublé pendant la période de soudure. La commercialisation désavantage les petits et moyens exploitants qui ne disposent pas les moyens d'évacuer leurs productions ailleurs et de ce fait, enrichit les collecteurs et les capitalistes.

A part le commerce hebdomadaire, on assiste à un type de vente sur pied de riz traduit littéralement en malgache « vary maintso », c'est-à-dire une surface rizicole cultivée et vendue en cours de poussée riz. Ce type de commercialisation présente le cas extrême de la pauvreté paysanne.

Tous ces facteurs découragent les paysans d'où repli sur soi. Les bas prix les déçoivent, la motivation productrice reste maigre.

III.1.8-L'insuffisance de surplus

Le surplus est égal à la somme restante de chaque ménage après la réalisation de dépenses journalières telles que la nourriture, le chauffage et l'éclairage, logement et l'éducation des enfants. Il se traduit littéralement en malgache « ambim-bava ».

Tableau 10: Le niveau de surplus villageois

Surplus en Ariary	Tota	] 0 – 5000]	] 5000 – 10000]	] 10000 – 15000]	] 15000 – 20000]	] 20000 et plus
Catégorie						
Grands propriétaires	7					7
Moyens propriétaires	8	4	2		1	
Petits propriétaires	15	12	3	1		
Ensemble	30	16	5	1	1	7
Pourcentage	100					

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

Pour les grands exploitants agricoles, capitalistes, le niveau du surplus commercialisé est élevé à l'ordre de 20000 AR/j. Le montant dégagé est investi de façon productive par la conservation monétaire, par l'achat des moyens de production tels que les bœufs et les outils agricoles, et par le stockage des produits pour l'autoconsommation et pour la vente pendant la période de crise.

Pour les moyens et petits exploitants, la part de la production vendue ne rapporte qu'un faible revenu. Ce qui ne leur permet même pas de satisfaire leur besoin. Le

surplus demeure insatisfaisant, voire nul variant entre]0-500] ariary, Souvent ils approuvent ainsi une absence continue de surplus élémentaire pour l'épargne et pour un investissement productif. Ils effectuent chaque année de prêts de toutes sortes : monétaires, semences, engrais, animaux (bœufs de trait) ou matériels et équipement de travaux etc. Ce processus conduit les paysans dans un état de dépendance et d'endettement personnel.

L'inexistence de surplus chez les paysans est le fait d'un déséquilibre entre revenu monétaire et la dépense engagée qui empêche l'accumulation du capital et le développement paysanal.

III.1.9-La carence en technicité des paysans

La technique agricole tient un rôle important sur la quantité et la qualité des récoltes. Des animateurs ont déjà travaillé dans la commune pour inciter et former les paysans sur l'utilisation des nouvelles techniques culturelles telles que la mécanisation agricole et la pratique des SRI et SRA. Cependant, l'existence des innovations techniques ne peut pas empêcher la décadence des méthodes traditionnelles.

Tableau 11 : Techniques agricole

Paysans	Total	Petits exploitants	Moyens exploitants	Grands exploitants
Technique Traditionnelle	25	15	8	2
Moderne	5			5
Ensemble	30	15	8	7

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

On assiste encore à une agriculture paysanne à bas niveau de technicité. Les paysans ne sont pas convaincus de l'emploi des nouvelles techniques rizicoles. D'une part, les formateurs ne réservent que peu de temps dans la commune, ce qui ne leur permet pas de se communiquer effectivement avec la masse paysanne. D'autre part, les paysans n'arrivent pas à se communiquer entre eux sur le partage d'expérience et ne disposent pas les moyens et l'enthousiasme de les pratiquer. Les paysans ne sont pas ouverts aux techniques nouvelles par l'absence d'apprentissage intellectuel et matériel. Ce sont quelques grands exploitants agricoles, voulant intensifier leur production, qui optent sur la pratique des

techniques nouvelles. Cependant quelque soit le projet de certains paysans de pratiquer les techniques modernes sur place, celles-ci restent impraticables à défaut de barrage échoué. La pratique des cultures modernes nécessite une bonne maîtrise d'eau, pourtant le terrain en question est plat, étendu et bas situé. Tous ces facteurs techniques et matériels constituent un blocage pour l'intensification et l'augmentation de la production. D'après nos enquêtes, plus de la moitié de la population de Bezezika ne connaît pas le système du planage, et la rotation culturelle au niveau du fokontany paraît insuffisante.

III.2. Obstacles climatiques

Le climat doit être considéré dans ses rapports avec la culture et avec la société. La commune d'Ambatondrakalavao connaît un hiver rigoureux avec une température minimale allant jusqu'à « - 0° C ». Cette froideur favorise la paresse et découragement des paysans. Lors de notre passage dans la commune (mois de juin), des traduit littéralement en malgache « fanala » sévissent le monde agricole. Ainsi la plantation est minée par ces adversités climatiques et les récoltes s'affaiblissent habituellement. La baisse de la température entraîne aussi des difficultés pour le séchage et la conservation de la récolte telle que le maïs et les manioc. Ce type de climat et la pratique des cultures de contre saison détériorent la production agricole. Les paysans sont aussi confrontés à de graves problèmes de maîtrise d'eau pendant la période de pluie. L'eau de pluie ne coule pas normalement faute de barrage et de canaux d'évacuation d'eau. Ainsi, l'eau s'accumule dans les basses plaines notamment dans les rizières de Bezezika, affectant les produits rizicoles annuels.

D'après notre enquête, c'est aussi la tombée fréquente des grêles dans la commune qui nuisent les productions. Nombreux sont les tabous pratiqués par les paysans pour les empêcher mais ces pratiques restent jusqu'à lors inefficaces.

III.3. Aspects socioculturels

III.3.1-La croissance démographique

Avec environ 1569 habitants, le village de Bezezika constitue 240 ménages avec une taille moyenne de 6,5.

Tableau 12 : Taille des ménages enquêtés et niveau de satisfaction des besoins élémentaires

Niveau de satisfaction Nombre d'enfants	Total	%	Insatisfaits	Peu satisfaits	Satisfaits	Très satisfaits
] 0 – 2]	5			1	2	2
] 2 – 4]	4		2		2	
] 4 – 6]	10		7	1	1	1
] 6 – 8]	7		6	1		
] 8 – 10]	2		2			
] 10 et plus	2		1			
Ensemble	30	100	18	4	5	3

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

Ces habitants n'ont pas l'habitude de pratiquer le système de planning familial et d'après leur dire les enfants sont des richesses traduit littéralement en malgache « Ny zanaka no harena ». Cette croissance démographique aboutit aux problèmes de débouché et de revenu. La majorité de la population ne reçoit que le minimum vital rendant impossible la création d'épargne. La difficulté réside au problème de la réfaction de terre pour les paysans pauvres. Leur parcelle a été vendue à bas prix lors d'une crise et les parcelles restantes ne satisfont plus aux besoins de la génération. La poussée démographique entraîne ainsi un déséquilibre permanent entre la population et les possibilités offertes par les terres. Plus les enfants sont nombreux, plus le niveau de satisfaction est bas, et vis versa. De ce fait, tous les paysans ne disposent pas les moyens d'accéder à leurs besoins quotidiens : besoin en nourriture, en logement, vestimentaire et hygiène

Les paysans pauvres et moyens nécessiteux sont confrontés à un état permanent de besoins. La stagnation des opportunités de satisfaction chez eux ressort de l'écroulement des dépenses nécessaires pour satisfaire leur besoin. Pour les ménages pauvres, l'absence de satisfaction est synonyme d'absence d'espoir. La croissance démographique factorise la migration. Par suite à l'indisponibilité foncière et à la pauvreté en milieu rural, les jeunes paysans choisissent la voie de la migration

souvent urbaine pour survivre.

III.3.2L'insécurité sociale

L'insécurité dans le village constitue un frein pour son développement et fut un grand facteur de démotivation paysanne. Par faute de l'inexistence de brigade ni de poste avancé de la gendarmerie dans la commune, le « halabotry » ou larcin traduit régulièrement vol des produits agricoles et de l'élevage prend une ampleur de plus en plus considérable dans le village. L'individualisme règne, le manque permanent et la famine chez les personnes défavorisées, dépourvues de terre accroissent le nombre de larcins dans le village. D'après quelques ménages enquêtés, la haine et la jalousie de certains individus les poussent à ravager voire anéantir la culture des autres. La sécurité sociale villageoise est sous la responsabilité des quartiers mobiles et des personnes âgées nommées traduit littéralement en malgache « olobe ». Cette place importante accordée aux personnes âgées est la manifestation visible de la structure sociale sont craints et respectés dans le village par les pouvoirs de jugement et de décisions qu'ils jouissent

Cependant, les quartiers mobiles sont à court de matériel et ne reçoivent que peu de formation. Ils peuvent survenir en cas de petit vol mais demeurent inefficaces devant des actes de cambriolage à mains armés. De plus, les solutions ou décisions proposées par les « olobe » sont d'habitude rattachées à l'idéologie du Fihavanana. Les châtiments exercés par eux pour les voleurs sont moindres et insignifiants. La vision de l'inculpé en état de liberté décourage les paysans. Les larcins sont constatés toute l'année surtout pendant la saison de pluie et de la récolte. Ainsi, certains paysans ne récoltent pas tous ce qu'ils ont semés car ils sont victimes de vol et vivent dans l'insécurité. Le pillage appauvrit et décourage les paysans tout en réduisant l'effort de mieux produire.

III.3.3-Les problèmes sanitaires.

L'homme en bonne santé peut travailler et employer tout son potentiel pour produire. Cependant, la plupart des paysans ne peuvent pas jouir des soins médicaux convenables au niveau du CSB faute de frais de participation. La maladie de ventre est l'une des maladies qui affecte souvent les paysans. Alors que la commune ne dispose pas de réseaux d'eaux potables jusqu'à présent : ce sont en effet les puits

qui constituent les principales sources d'eau pour les villageois. Ces eaux de puits contiennent pourtant des bactéries comme les amibes et d'autres germes microbiens par suite de drainage d'eaux souillées ou d'eaux torrentielles. Ces eaux nécessitent donc une précaution comme l'ébullition à 100° c avant leur usage. A défaut de méconnaissance et ou de négligence, la majorité des paysans se sert des eaux de puits sans la moindre précaution. Le manque de toilettes, bassins, douches engendre des saletés partout.

A part la maladie des ventres, nombreux sont les maladies qui affectent les paysans mais d'après notre enquête, ce n'est que la moitié des ménages qui fréquente le milieu hospitalier, et parmi ceux qui bénéficient de ces soins, petit nombre d'entre eux sont satisfaits.

D'abord, le lieu d'implantation de la CSB n'est pas centré, à défaut d'éloignement pour certains villages, la consultation du milieu hospitalier est rendue impossible pour plusieurs villageois. Soit ces derniers ne suivent aucun soin et restent à la maison, soit, ils consultent les matrones ou les voyants

Ensuite, d'après nos enquêtes auprès du responsable sanitaire, le centre ne dispose qu'un seul médecin et ne peut pas fournir tous les médicaments appropriés et nécessaires à toutes les maladies. En cas de graves maladies nécessitant des produits de spécialité et antibiotiques, les patients doivent se référer dans un centre hospitalier plus spécialisé.

Enfin, la privatisation des soins hospitaliers oblige les patients à payer un taux de participation sur les médicaments et consultation. Ainsi, le bas niveau de revenu empêche les paysans à consulter les CSB et à se procurer de médicament.

III.3.4-La faiblesse éducationnelle

L'éducation est le meilleur héritage que les parents puissent laisser aux enfants. C'est un issu important pour sortir de la pauvreté. Malgré les efforts promulgués par l'Etat sur « éducation pour tous », la subvention des kits scolaires et la facilité de scolarisation en milieu rural, environ 40% des enfants de Bezezika ne fréquentent pas l'école et plusieurs adultes surtout ceux qui habitent à Ambolitara (situé au Nord Ouest du village) sont analphabètes. L'accès ou non à l'école revient au phénomène d'inégalité sociale. Les classes supérieures, les grands exploitants possèdent les moyens d'éduquer leurs enfants tandis que les classes défavorisées ne disposent

qu'une moindre chance de profiter l'école. C'est ce que Bourdieu nomme « Paradigme du capital social ».

Tableau 13 : niveau de scolarisation et motif du non scolarisation

Ménage	Enfants en âge de scolarisation	Enfants scolarisés	Niveau				Motif : non scolarisation
			1 ère	2 ème	Lycée n	Supérieur	
1	5	3	X				D'ordre financière
2	2	0					
3	6	6	X	X	X	X	
4	1	1	X				
5	3	2	X				Défaut d'éloignement
6	3	0					Mentalité
7	5	4	X	X			Inexistence du lycée
8	2	0					Aides familiaux
9	1	0					Infrastructure éducation
10	6	2		X			D'ordre financière
11	2	2			X		
12	4	2		X			Aide familiale
13	7	0					Ordre financière/mentalité
14	4	4	X	X			
15	3	0					Inefficacité de l'éducation
16	3	2	X	X			Inexistence du lycée

17	5	0					Aide familiales
18	4	1			X		Défaut d'éloignement
19	1	1				X	Motif non scolarisation
20	6	3	X	X			D'ordre financière
21	2	0					Inexistence du lycée
22	4	4	X				
23	1	1	X				
24	5	0					Mentalité paysanne
25	6	2	X				Aide familiale
26	5	4	X	X			Inexistence du lycée
27	2	0					D'ordre économique
28	1						Mauvaise réputation de l'école
29	4	0					Paraisse intellectuelle
30	5	3	X				Aide familiale
Total	108	47					
%	100	44					

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

D'après cette information, le nombre des enfants en âge de scolarisation fréquentant l'école est moindre de l'ordre de 44%(soit 47/108élèves). Parmi ceux qui ont fréquenté l'école auparavant, un grand nombre d'entre eux résiste deux ou trois ans après leur inscription. Un certain nombre n'a jamais fréquenté l'école. Nombreux sont les explications retenues de ces phénomènes :

La privatisation de l'éducation et le manque permanent d'enseignants fonctionnaires obligent les parents d'élèves à payer des cotisations mensuelles de l'ordre de 1000 à

1200 Ar par mois pour payer les salaires des enseignants FRAM avec 2 gobelets de riz par enfant et par an. Ce système de paiement constitue un blocage important pour les paysans pauvres et moyens en vue de pouvoir éduquer leurs enfants. Les parents éprouvent un manque d'initiative d'enseigner leurs enfants, qui, par incapacité financière, quittera l'école avant même l'obtention d'un CEPE. Ces enfants aident leurs parents jusqu'au moment de leur jeunesse où ils seront conscients de leur condition de vie misérable en milieu rural.

Souvent, pendant les saisons de pluies, on constate une cessation de cour pour des raisons de médiocrité des toits et des salles de classe. Cette cessation mine les résultats et les rendent catastrophiques. Le mauvais résultat décourage les paysans. Cependant, le manque et l'incapacité fonctionnelle des enseignants aggravent ce problème. A défaut d'enseignant dans les EPP et les CEG, un enseignant est obligé de garder deux ou trois classes à la fois, ce qu'on appelle méthode de « multigrade ». Cette méthode est marginale sur le plan éducationnel et constitue un danger non négligeable pour les élèves. En plus, d'après notre enquête, ces enseignants tiennent leur responsabilité sans avoir reçu aucune formation pédagogique et ne sont même pas qualifiés.

Les parents n'ont plus confiance à l'efficacité et à l'utilité de l'éducation par ces problèmes relevés ci-dessus. Ils préfèrent garder leurs enfants pour les aider.

Enfin, il convient de noter l'existence de quelques élèves qui ont pu obtenir le diplôme de BEPC mais la plupart d'entre eux n'ont pas suffisamment de moyen pour poursuivre leur étude ailleurs, faute de l'inexistence du lycée dans la commune. Mais ceux qui ont la possibilité financière continuent leur étude dans la ville. Après les études universitaires, les jeunes diplômés préfèrent rester et travailler en ville et ne fréquentent que rarement la campagne.

Bref, l'éducation qui s'avère une solution importante pour sortir de la pauvreté en milieu rural reste jusqu'alors inconsideré. Le taux de scolarisation demeure faible et le problème d'infrastructure éducationnelle entraîne la migration des jeunes.

III.3.5-Le manque de sport et de loisir

Les sports et loisirs sont des nécessités vitales pour l'épanouissement de l'individu. Les corps qui travaille beaucoup a besoin de défoulement. Pourtant, l'occupation des surfaces par des productions rend impossible la création d'un endroit idéal pour

jouer et s'amuser. Ambatondrakalavao ne dispose qu'un terrain de sport mais il manque d'accessoires pour un match: ballon, poteaux de, but, tenus, cerceau, filets...

La création d'un terrain suivant les normes de jeux ne fait pas partie des engagements de la commune et n'y occupe pas une place importante. Les jeunes ne peuvent pratiquer aucune distraction à part les jeux de football sur les rizières traduit littéralement en malgache « baolina an-tanimbary » traduit librement jeux de football sur les rizières » et ne sont susceptibles de développer leurs compétences et leur connaissance. Le mariage et l'accouchement précoces chez les jeunes sont en quelques sortes des signes et caractéristiques du manque de loisirs et de distraction. Devant la prospérité des infrastructures sportives en ville, les jeunes paysans se sentent délaissés et complexés par rapport aux jeunes citadins. Cette situation d'inégalité entre les jeunes incite les paysans avides de changement et de dévouement de quitter le monde rural pour savourer la vie en ville.

III.3.6-L'idéologie du Fihavanana vers l'individualisme villageois

Selon le sens fictif de Ramasindraibe traduit littéralement en malgache « le Fihavanana » est le lien de cohabitation villageoise au niveau du fokontany. Il se manifeste par des entraides entre groupes. Le Fihavanana oblige les villageois à se prêter assistance lors d'une naissance, d'une circoncision, d'un mariage mais surtout lors d'un décès et chaque actif paie ainsi des prestations sous le nom de saodrazana pour la famille du défunt. La cotisation est déterminée par le fokontany et obligatoire pour tous les ménages. Ces pratiques reviennent au phénomène de « potlatch » don et contre don. A part ces prestations, les villageois sont aussi soumis aux règlements villageois traduit littéralement en malgache « dinam-pokonolona », sorte de contrat de solidarité. Malgré la vocation du Fihavanana pour renforcer les liens sociaux villageois, l'idée du Fihavanana ne peut plus dépasser les inégalités de richesses entre les villageois. La recherche de profit individuel constitue le début du relâchement de l'idéologie du Fihavanana. L'individualisme ne cesse de prendre de l'ampleur et entraîne de diversifications entre les villageois. Chacun cherche son seul intérêt personnel et oubliant de réaliser des actes sociales pour les pauvres, pour les malades... Les démunis s'appauvrissent et les ménages aisés s'enrichissent, le chacun pour soi règne dans l'idéologie paysanne. Chaque ménage

se préoccupe de la satisfaction des besoins familiaux. Ce phénomène d'individualisme relève de la rationalité individuelle et de la difficulté économique en milieu rural.

III.3.7-La structure sociale par appartenances sociales

La notion d'appartenance sociale invoque une situation de domination et de subordination au niveau de la société. Les andevo ont été infériorisés depuis le temps de la royauté et se reproduit sociologiquement jusqu'à maintenant dans le village. Les deux premiers groupes sociaux situés au Sud et au centre du village appartiennent aux descendants « Hova » et noble, groupes des citoyens libres, tandis que le dernier groupe, ce d'Ambolitara placé au Nord Ouest du village est de descendants andevo. Ce sont les descendants des anciens esclaves affranchis. L'appartenance au groupe règle les comportements et relations individuels et détermine le niveau économique de chaque ménage. Cette différenciation définit le rapport de production villageois et tranche la relation hiérarchique entre chef (hova) et sujet (andevo). Les « andevo » sont ceux qui ne disposent pas de surfaces cultivables ou ne disposent que peu et dépendent étroitement des « andriana » grands propriétaires des moyens de production et fonciers pour survivre. Ils sont infériorisés dans tous les domaines socio-économiques, politiques et culturels. Les andriana détiennent le monopole de pouvoir économique par leur détention des capitaux physiques, financiers et fonciers. Les membres du groupe riche, noble sont interdits d'épouser les groupes prolétariens, ils pratiquent le système d'endogamie traduit littéralement en malgache « lova tsy mifindra » pour la protection et la conservation de la génération et des richesses. Cette notion de descendance implique inévitablement des inégalités et de subordination au niveau de la société. Les descendants supérieurs détiennent la majorité des surfaces cultivables de l'ordre d'une cinquantaine d'hectares par ménage. Une part de leur propriété est laissée à des métayers qui verseront la moitié ou le 1/3 de la production aux propriétaires fonciers. Cette technique de faire valoir indirect permet aux paysans sans terres d'obtenir un peu de rendement au profit essentiellement des grands propriétaires recevant une part de production sans travailler. Ce que François Mitterrand appelle « spéculation financière » moyen de s'enrichir en dormant. Ils dégagent ainsi des métayers. Par le système de métayage, les descendants inférieurs ne font que

fertiliser les terres des riches. Une fois fertiles, les propriétaires résilient tous les contrats. Ce geste décourage les métayers et les pousse à chercher des travaux non agricoles disponibles surtout en ville

Les nobles engagent aussi des salariés journaliers ou permanents pour travailler leurs terres. Les journaliers sont engagés à travailler de 8 heures à 17 heures avec un revenu de 1000 ariary pour les repiqueuses et un revenu de 1500 ariary pour les laboureurs. Ce type de travail ne donne guère profit aux salariés, le temps de travail est élevé tandis que le gagne pain journalier est moindre, ne permet pas de se procurer des rations alimentaires pour survivre, pour se développer.

Les permanents sont des paysans, généralement pauvres, qui ont prêté une somme d'argent chez les grands exploitants lors d'une nécessité imprévisible... et devront des rembourser par des travaux à durées déterminées. Ce sont aussi, ceux qui ont reçu leur salaire annuel avant le commencement du travail. Ces gens sont engagés à travailler en échange d'une somme de 100000 ariary dans l'année. Les salariées permanents habitent chez les grands exploitants et se nourrissent généralement des aliments secondaires (manioc, maïs, patate douce...) Ils sont subordonnés aux chefs et à tout moment disponibles. Ce type de travail renvoie aux phénomènes d'esclavagerie en milieu rural.

Ces salariés effectuent des travaux nocturnes et commencent à travailler à partir de 3 heures du matin ; ceux qui ne conviennent pas aux droits de l'homme et aux règlements qui régissent le monde du travail. L'individualisme règne dans l'idéologie des nobles. Pour ces catégories de personnes, l'accroissement monétaire, la maximisation du profit par le retrait de la plus-value sont supérieurs par rapport à la personnalité et au bien être humain des salariées. Cet esprit individuel relève du mode de production et de l'esprit capitaliste. Cette situation reflète les idées de majeur de Saint Simon sur ses thèses l'exploitation de l'homme par l'homme est un phénomène aggravant la pauvreté en milieu rural.

Les andevo se prolétarisent et ne trouvent aucun issu pour sortir de leur emprisonnement que de migrer en ville. Mais avant tout, ils doivent rembourser toutes leurs dettes auprès des nobles, ce qui paraît difficile pour eux par faute de la pression économique.

III.3.8-Le niveau de satisfaction sociale

Les membres du village sont hiérarchisés selon la position par rapport à la propriété ou non des moyens de production. Selon les informations du maire, le village de Bezezika regroupe les ménages les plus riches et les plus démunis. La valeur humaine se mesure par son avoir d'où le proverbe malgache « Ny vola no maha Rangahy » tant, on a plus d'argent, plus on est mieux respecté.

D'abord, on note les grands propriétaires terriens, pratiquant les techniques de faire valoir indirect et les techniques salariales. Cette catégorie exploite les salariés agricoles et s'enrichissent par le retrait de la plus-value. Ce sont aussi des grands collecteurs par leur possession de voiture pour le transport des produits. Après, les moyens exploitants agricoles détiennent des paysans indépendants et pratiquent le système du métayage.

Pendant les périodes de soudure, ils effectuent des travaux salariaux chez les grands exploitants. Cette catégorie souffre d'un déséquilibre permanent de dépenses physiques et économiques engagés lors de la culture et de la moisson. Les prix de semences, des engrais sont élevés tandis que le prix relevant de la commercialisation reste faible. Un ménage enquêté a pris le cas de la pomme de terre, les engrais chimiques qui s'avèrent une condition nécessaires pour les terres pauvres de Bezezika coûtent 1200 ariary le kilo, les fumiers vendus par les grands exploitants coûtent chers à l'ordre de 7000 ariary la charrette et les semences varient entre 1200 AR à 1400ar le kilo, pourtant, lors de la récolte, au mois de septembre les pommes de terres se vendent à bon marché, prix planché à 80 AR le kilogramme. Ainsi, la dépense engagée est égale voire supérieure au prix de vente. Ce faible coût des produits agricoles ne motive pas les paysans moyens et les pousse à émigrer vers la ville pour la recherche d'une meilleure condition de vie.

Enfin, les petits exploitants agricoles ne disposent guère ou ne disposent que peu (inférieur à 1ha) de surface cultivable. De ce fait, cette catégorie constitue un facteur de production et une main d'œuvre prépondérante pour les ménages riches. Ils sont dominés et exploités par ces derniers, leur revenu s'écroule et n'arrive plus à satisfaire leurs besoins vitaux. La pauvreté relative qui sévit la vie de ces catégories conduit à une forme d'exclusion sociale. Celle-ci entraîne une privation des droits humains comme le droit de protection social au travail, à ce titre le phénomène de marginalisation voire d'exploitation constitue un facteur de démotivation paysanne

dans ce village. Le désir de rehausser cette position de prolétariat pousse les paysans sans terre à quitter le joug du milieu rural pour travailler en ville.

La structure sociale de Bezezika démotive les paysans moyens et pauvres et accroît le taux de migration urbaine.

III.3.9-La structure sociale par âge

La possession des moyens de production valorise la personnalité des individus. Les jeunes n'ont pas accès cependant à ces moyens de production et leur place au niveau de la société est infériorisée. Ils n'ont pas hérité des surfaces cultivables, par faute d'incapacité financière qui a sévit la vie paysanne, les générations précédentes, les personnes âgées ont vendu une bonne part des propriétés foncières. Les jeunes accroissent ainsi le taux de paysans sans terres dans le village et s'abaissent dans la structure de reproduction. Si on prétend que l'éducation est un issu pour sortir de la situation misérable qu'engendre les jeunes, la forte pression économique oblige les parents à faire travailler leurs enfants, ce qui les écartent du système scolaire et ainsi de suite, les enfants non scolarisés ne peuvent espérer un bon avenir et ont des difficultés à accroître leur éducation. La non scolarisation reproduit un cercle vicieux de la pauvreté ; chez les paysans pauvres, la faiblesse de la production se transmet d'une génération à l'autre. D'après les informations recueillies au niveau de la commune, la migration se caractérise généralement chez les jeunes ; celle-ci est le fait de la poursuite des études en villes mais surtout le fait de la situation de domination et de prolétarianisation qui sévit les jeunes. Ils ne constituent qu'une force productive à mains d'œuvre à bon marché dans le village. La ville prétend la seule solution pour sortir de la pauvreté pour eux ; d'un côté, la ville peut sauver mais d'autre côté, elle peut tuer aussi.

III.3.10-Structure sociale par sexe

Dans cette commune, le sexe masculin est plus privilégié que le sexe féminin, on voit par exemple un taux plus élevé de scolarisation chez les garçons que chez les filles d'âge scolaire dans la commune (905 contre 803). Le plus souvent, les garçons après les classes secondaires montent en ville pour fréquenter le lycée voire l'université tandis que les filles s'arrêtent d'étudier, s'occupent des ménages en compagnie de leur mère et se préparent à être la future mère dans un nouveau ménage le jour à venir.

Pareil cas pour le père, chef de famille, il quitte la maison pour chercher du travail en ville et laissant ainsi son épouse pour s'occuper des enfants, de l'élevage et de la culture. Bref, les parents par concept préparent leurs garçons pour un avenir meilleur, un futur chef de famille responsable, bien disposé pour la renommée de la famille et laissant à côté leurs filles à attendre leur futur conjoint, cette pratique relève de la mentalité traditionnelle des paysans. De ce fait, il ne reste que la masse improductive (femmes et enfants, vieux) à s'occuper du village et cela n'apporte guère un développement rapide et durable

III.3.11-La décentralisation

Actuellement, le gouvernement prévoit un développement local effectif par le fokontany (traduction libre : terroir, villageois)

Cependant, la politisation au niveau communal et fokontany engage la personnalité de la CTD (Collectivités Territoriales Décentralisées) à devenir esclave de la politique. La décentralisation, politique d'organisation de l'Etat ne motive pas les paysans, le politique de pouvoir reste jusqu'à présent descendant en milieu rural. Bon gré/ malgré, la masse paysanne doit représenter le parti du pouvoir. Les rôles effectifs du fokontany résident dans la délivrance des papiers administratifs et la quête des diverses prestations. Lors d'un décès du membre villageois chaque résidant en âge actif doit cotiser et fournir 1/3 de gobelet de riz. Le fokontany reste inefficace devant les litiges, les vols et les problèmes des habitants qui ne sont dotés de titres de certificats fonciers, ainsi la propriété foncière n'est pas sécurisée. Après des années de défrichement, les terrains domaniaux sont accaparés par des étrangers. Les administrations ne sont pas en mesure de protéger ou aider les paysans contre ces forces étrangères. Aucun geste de confrontation et réconciliation n'est faite au niveau du fokontany. Malgré ces efforts économiques réalisés par les paysans pour récupérer leur parcelle, ces terrains reviennent souvent aux groupes les plus puissants.

A part ces problèmes, la catégorie sociale, les notions de différenciation jouent beaucoup un rôle au niveau des bureaux administratifs. On a pu observé de différentes formes de corruption par familiarité et par complaisance. Ce problème relève de la conduite et de la mentalité des responsables administratifs. La création du BIANCO le CSLCC etc. n'a pas pu résoudre le problème de la corruption en

milieu rural. Sans parler de la lenteur administrative, des difficultés sur la diffusion des informations au niveau du fokontany provoquant un manque de communication entre l'administration et les villageois. Tous ces phénomènes n'aboutissent pas à un développement humain et local.

III.3.12-Les entreprises micro finances : CECAM

Le CECAM est la seule institution de micro finances établie dans la commune. Il a pour vocation légale d'apporter un développement effectif en milieu rural par le biais de son financement. Cependant, les conditions requises pour accéder au financement rural sont strictement liées à la capacité financière villageoise. Le CECAM se caractérise par un taux d'intérêt élevé à 3% et la mise en place des pourcentages de garanties à 200 % par rapport à la somme voulue. Les pauvres et moyens présentant des difficultés économiques ne peuvent être bénéficiaires de ces accords. Le fait de faire un prêt du CECAM n'est pas rentable pour les paysans du fait qu'au moment où les paysans n'arrivent pas à rembourser le taux et l'intérêt, le CECAM prend possession des valeurs garanties qui sont généralement des terres. Au lieu de viser une approche horizontale dynamisant un authentique développement social, le CECAM agit dans la destruction de l'économie familiale paysanne à travers son approche de verticalité. Par le biais de la sociologie du dedans de Maffesoli, on peut relever les caractères stériles, inutiles et surtout parasites des entreprises de financements ruraux vis-à-vis du concept de développement de la part du CECAM.

CHAPITRE IV: MIGRATION ET INTEGRATION URBAINE

Nous allons maintenant étudier dans ce chapitre le processus d'intégration des paysans dans le monde urbain.

IV.1. Origine sociale et années d'installation

Tableau 14 : Origine sociale de chaque enquêté par rapport à leur période d'arrivée (en an) en milieu urbain

Période d'arrivée (an)	Total	%	- 1	[1– 5[	[5– 10[	[10– 15[	[15– 20[	[20– 25 [
Lieu de départ								
Ankadivoribe	1	3,33	1					
Ambatolampy	5	16,66		3	2			
Antanifotsy	6	20,00		2		1	1	2
Imerintsiatosika	2	6,66	1	1				
Ambatondrakalavao	3	10,00	2					1
Ambohimandroso	6	20,00		1	3	2		
Antsirabe	7	23,33	2			3	2	
Ensemble	30	100	6	7	5	6	3	3

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

Ce tableau nous montre l'existence des migrants venant de différentes origines inscrits dans le fokontany. Mais ils sont généralement avec un fort pourcentage de 90% venus de la partie Sud de la capitale. Par cette donnée chiffrée, il convient de noter aussi une relation étroite entre nombre de migration et année d'installation. Plus l'année d'installation est récente -1an. [1à 5[ans, plus le nombre de migrants est élevé à l'ordre de 6/7 individus. Auparavant, 15à25 ans passés, le nombre de migrants dans le quartier Ouest Mananjara était encore restreint à l'ordre de 3.

Les taux de migration et surtout d'exode rural dépendent des structures socio-économiques, et politiques du pays. Plus la difficulté de la vie en milieu rural s'aggrave et plus le nombre de migration s'accroît.

IV.2. Travail auparavant et motif de migration

Tableau 15: Travail pratiqué avant le départ et motif de migration

Motif de migration	Total	%	Raison économique	%	Raison non économique	%
Travail						
Agriculture et élevage	18	690	15	50	3	10
Tavaux salariés	7	23,33	7	23,33		
Commerce	3	10	2	6	1	3
Fonctionnaire	1	3			1	3
Chômeur	1	3	1	3	0	
Ensemble	30	100	25	83,33	5	16,67

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

Si nous analysons ce tableau, 60% des enquêtés étaient agriculteurs et éleveurs auparavant. Rien ne nous empêche de dire la difficulté de la vie en milieu rural. Se caractérisant ainsi par une pénurie et une insatisfaction permanente des besoins jugés primordiaux.

A part la priorité des travaux agricoles, 23,33% des enquêtés ont effectué des travaux salariaux. Ce sont les paysans dépourvus de terre cultivable généralement jeune qui optent à ce type de travail. D'après ce tableau, le motif de migration de la majorité des enquêtés est d'ordre économique, les gens quittent leur village natal traduit littéralement en malgache « Tanindrazana » pour chercher un travail bien

rémunéré en ville. La situation précaire des jeunes et des paysans est une raison importante de leur migration. 16, 67% des paysans ont migré pour des raisons non économiques. La modernité, l'expansion des villes créent un sentiment nouveau chez les paysans, l'influence de la ville constitue un désir à changer de vie et d'activité chez les jeunes. Les raisons non économiques sont aussi d'ordre familial lié à la poursuite des études, des relations de mariage, des conflits de génération. Quelque soit leur travail auparavant, les migrants sont motivés pour l'amélioration de leur mode de vie.

IV.3. Modes d'hébergement et programmation du départ

Tableau16 : hébergement et programmation du départ.

Hébergement	Total	%	Famille	Amis	Rue
Départ Programmé	15	50	12	3	
Improvisé	6	20	4	1	1
Non préparé	9	30	2	3	4
Ensemble	30	100	18	7	5
Pourcentage			60	16.67	23.33

Source : enquête personnelle auprès des ménages, 2007

50% de nos enquêtés ont programmé leur départ. Ceci implique que la moitié des migrants ont quitté le milieu rural par leur propre volonté, la décision de partir était rationnelle. 20% des enquêtés ont par contre improvisé leur départ. Improvisé dans le sens indécis « nous irons là-bas et nous verrons après ». Le départ des restes, 30% était imprévu, non préparé. D'après eux, ils n'étaient même pas munis d'un certificat de changement de résidence lors de leur arrivée en ville ;

La majorité des migrants fut hébergée par leur famille avec un taux élevé de 60%. Cependant, 16,67% n'avaient nulle part où aller et erraient dans la rue et s'accroupiraient le soir dans tous les petits coins de la ville sous la belle étoile. Avant de trouver de quoi payer un abri. Ces faits sont incroyables mais réels et ce sont

généralement ceux qui n'ont pas préparé leur départ qui en sont les victimes. 23,33% des migrants ont été hébergés par des amis qui sont d'après eux des anciens migrants.

Le mode d'habitat est un critère important de classification et de différenciation sociale. La majorité des populations dans la zone vit dans des bidonvilles et des maisons inconfortables. L'arrivée des nouveaux migrants favorise une auto-construction des maisons abri Mananjara ouest est parmi les célèbres quartiers jugés bas. Il est généralement constitué par des couches déshéritées qui sont en quelque sorte des migrants de différentes origines sociales.

Tableau 17 : Habitat et rapport de propriété

% de propriété Type d'habitat	Total	%	Propriétaire	Locataire	
				Terre	Maison
En bois	17	56,67	2	6	9
En brique	10	33,33	2		8
Maison confort	3	10,00	3		
Ensemble	30	100	7	23	
%			23,33	76,67	

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

D'après ce tableau, plus de la moitié des enquêtés s'installent dans des maisons construites en bois. Ils sont en grand nombre des locataires. Certains d'entre eux ont construit leurs maisons sur des terres domaniales.

Il y a quand même, ceux qui sont logés dans des maisons confort mais de petits nombres. Ce sont des marchands de gros et des fonctionnaires qui peuvent se procurer de cet avantage. Il est aussi capital d'informer que 76,67% des migrants sont des locataires de terrains ou de maisons. Ce classement de locataire approuve une situation de dépendance envers les propriétaires. Les migrants demeurent sous classés dans le système social. Le problème des bidonvilles relève du domaine économique des migrants. Le niveau bas de revenu ne peut se permettre de se

procurer des habitats en dur.

IV.4. Niveau de scolarisation et travail actuel



Lorsque nous avons demandé aux ménages, quel est votre travail actuel et pourquoi l'avez-vous choisi ? La majorité des réponses étaient « puisque nous n'avons pas eu le choix ». Le niveau de scolarisation détermine le type de travail exercé. Pour les analphabètes, les non qualifiés, le choix et l'intégration sur le marché de travail sont difficiles voire impossibles.

IV.4.1. Niveau d'étude et travail actuel

Tableau 18 : Niveau d'étude et travail actuel

Activités	Niveau d'instruction des parents					
	Total	%	Illettré	Primaire	Secondaire	Supérieure
Etudiant	1	3,33				1
Sans emploi	5	16,67	3	2		
Femme au foyer	1	3,33		1		
Zone franche	10	33,33	5	4	1	
Fonctionnaire	1	3,33			1	
Petit commerçant	7	23,33	2	5		
Commerçant	2	6,67		1	1	
Petit boulot	3	10	1	2		
Ensemble	30	100	11	15	3	1

Pourcentage		37	50	10	3
-------------	--	----	----	----	---

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

IV.4.2-Motif du choix de travail

Tableau 19 : Motif du choix de travail

Motif	Total	1	2	3	4	5
Travail						
Etudiant	1					1
Sans emploi	5		2	3		
Femme au foyer	1		1			0
Zone franche	10	3	2	4	1	
Fonctionnaire	1					1
Petit commerçant	7	2	3	2		
Commerçant	2	1				1
Petit boulot	3	2		1		
Ensemble	30	8	8	10	1	3

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

Indexe :

- 1 - Impossibilité de faire le choix
- 2 - Difficulté de trouver un emploi
- 3 - Problème de qualification
- 4 - Rentabilité économique
- 5 - Rapprochement

Si nous analysons les données chiffrées ci-dessus, nous constatons que la majorité des enquêtés sont illettrés (37%) et ne disposent qu'un niveau primaire (50%). Ceci prouve la difficulté d'instruire les enfants en milieu rural. Le manque d'infrastructure éducationnelle, le manque financier, la bassesse de la mentalité traditionnelle en sont les principales causes.

Sur le plan fonctionnel, le revenu est éparpillé dans divers secteurs d'activités. Une forte proportion de 33,33% des populations enquêtées travaille dans les zones franches et ce sont les types d'activités qui regroupent les non qualifiés

Après la priorité des entreprises franches, les petits commerçants avec 23, 33% et les sans emplois 16,67% occupent une place non négligeable dans la vie des migrants. La non scolarisation et l'incapacité intellectuelle, le manque de ressources de base (fond de départ) les ont obligés à rester inactifs (pour le cas de sans

emplois) ou de réaliser des ventes à basses qualités et quantités. L'inexistence d'offre d'emploi qui convient à leur capacité et la lutte pour la survie en est l'une des principales causes qui ramènent inévitablement dans une situation de débrouillardise.

IV.5. Faits d'intégration urbaine

Après avoir quitté le milieu rural, les paysans sont intégrés dans un monde nouveau ayant sa propre structure socio-économique, mais pour s'adapter à cette nouvelle structure, l'individu doit opter sur un changement de mode de vie qui est impératif à lui. Pour s'y afférer, nous avons posé la question suivante aux migrants « Avez-vous sentis un problème d'insertion au niveau du système urbain ? » Les réponses étaient catégorisées en trois domaines.

IV.5.1-Problèmes culturels : Acculturation rurale/urbaine

Les paysans ressentent une différenciation entre la culture locale « moderne » et celle de leur milieu d'origine jugé « traditionnelle ». Cette différenciation se manifeste sur les pratiques langagières, les modes vestimentaires et les modes de vie, ce qui a par effet psychologique entraîné un complexe d'infériorité par rapport aux autochtones. La mentalité rurale traditionnelle s'oppose à la mentalité urbaine occidentalisée. L'intégration en milieu urbain implique une adoption d'un mode de vie commun vers le déroulement de l'individu du traditionalisme à la modernité. C'est un processus « évolutionniste » allant de la barbarie à la civilisation. L'idée de Spencer (1874-1875) ajoute que l'homme humain traverse un passage du simple au complexe. Pour s'intégrer convenablement en milieu urbain, l'individu est porté petit à petit à une phase d'assimilation et d'acculturation. « C'est l'ensemble des phénomènes qui résultent d'un contact continu et direct entre des groupes d'individus de cultures différentes et qui entraînent des changements dans les modèles culturels initiaux de l'un ou des deux groupes ⁴⁷» Disparition totale de la culture d'origine et intériorisation complexe de la culture du groupe dominant. Phase ultime de l'acculturation

IV.5.2 Plan économique

La défaillance de l'infrastructure d'emploi entraîne des faits de dysfonction de la société qu'est généralement le taux élevé du chômage urbain. Les migrants ont

47 Read Field, Linton Herskovits, 1936

quitté leurs milieux d'origine pour prétendre une vie meilleure en ville. Pourtant la forte concurrence sur le marché de travail avec les citadins, le développement des techniques de production, avec la robotisation, l'automatisation, l'informatique ne leur permet pas d'accéder au travail.

Cependant, le non emploi en milieu urbain accroît l'inégalité entre les résidants d'où une fracture sociale urbaine. L'absence de structure d'accueil des nouveaux arrivants en milieu urbain conduit à toute forme d'anarchie urbaine. Les migrants gonflent le rang des chômeurs urbains, le nombre de chômeurs du sens du BIT est estimé à 27100 à Antananarivo ; accroissent le secteur informel avec un taux élevé de 55,4% des emplois urbains. Derrière la précarité du travail en milieu urbain se profile une immense stratégie d'appauvrissement. Les migrants sont concentrés dans des vastes bidonvilles.

Bref, les migrants sont confrontés à de grave problème économique, à de défaut de moyens de production et de capacité intellectuelle. Ils ne fournissent guère qu'une main d'œuvre à bon marché notamment dans les entreprises franches. Ils sont intégrés dans la logique urbaine capitaliste mais généralement exclus des profits.

IV.5.3 Sur le plan social

IV.5.3-1 Relations sociales

Tableaux comparatifs de types de relations entretenues des migrants avec les citadins et types de relations entre les migrants.

Tableau 20: Relations avec les citadins

Sexe Relation	Total		Hommes	Femmes
	Effectif	%		
Satisfaisante	4	13.33	22	22
Normale	8	26.67	55	33
Défavorable	18	60,00	8	10
Ensemble	30	100	15	15

Tableau21: Relations entre les migrants

Sexe Relation	Total	Hommes	Femmes
---------------	-------	--------	--------

	Effectif	%		
Satisfaisante	20	66,67	9	11
Normale	07	23,33	4	3
Défavorable	3	10,00	2	1
Ensemble	30	100	15	15

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

D'après ces informations chiffrées les relations qui se tiennent entre les migrants et les citadins et celles des migrants avec des migrants entre eux se sont opposées. Les relations entre les derniers sont généralement satisfaisantes avec une forte satisfaction du sexe féminin tandis que leur relation avec les citadins reste défavorable. Les paysans éprouvent une difficulté de s'aligner avec les citadins. D'après eux, les relations avec ces derniers se font par intérêts, basées sur le principe d'exploitation.

Le niveau d'interaction entre les nouveaux résidents et les autres sont peut qualifiables. Le chacun pour soi règne dans le processus de la production sociale.

IV.5.3-2 Sécurité

La pauvreté urbaine ne peut s'empêcher de l'existence de tous les malfaiteurs sociaux. Les enquêtés ont réclamé l'absence d'une sécurité fiable dans le milieu d'intégration (Ouest Mananjara)

D'après le chef du Fokontany, l'insécurité dans cette localisation est liée étroitement à l'accroissement du nombre de migrants. En général, les migrants ont pour objectif primordial de s'enrichir en ville. Cependant, le non emploi ou les conditions de travail précaires en milieu urbain les contraignent à adopter d'autres moyens reliés à des interdits moraux, non normatifs comme l'acte de banditisme, la prostitution pour atteindre leurs objectifs. La prolifération du secteur informel, le manque d'offre d'emploi, et l'oisiveté en sont des facteurs d'insécurité sociale.

IV.5.4-Perception de la vie en ville et niveau de satisfaction

La perception de la vie et le niveau de satisfaction en ville relève du domaine économique. Le niveau salarial conditionne l'existence et la place dans la société.

IV.5.4-1 Emploi et classification des salaires journaliers

Tableau 22: salaires journaliers

Classement salarial Travail (AR/j)	Total	] 0- 1000]	] 1000- 2000]	] 2000- 3000]	] 3000- 4000]	] 4000- 5000]	5000 et +
Etudiant	1	1					
Sans emploi	5	5					
Femme au foyer	1	1					
Zone franche	10		2	8			
Fonctionnaire	1						1
Petit commerce	7		2	4	1		
Commerce	2				1	1	
Petit boulot	3		1	2			
Ensemble	30	7	5	14	2	1	1
Pourcentage	100	23,33	16,67	46,67	6,67	3,33	3,33

Source : enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

Plusieurs d'entre eux ont affirmé la mobilité de leurs salaires journaliers tels le cas des petits et grands commerçants, les petits boulots, les ouvriers dans les zones franches. L'information ci-dessus représente le gain moyen qu'ils reçoivent 46,67% des migrants touchent une somme entre]2000-3000[ariary par jour. Les chômeurs, les femmes au foyer, et l'étudiant ne touche qu'une somme entre]0 à 1000] ariary.

Nous pouvons déduire par ce tableau que la majorité des enquêtes ne dispose qu'un faible revenu.

Après avoir questionné sur les salaires journaliers des migrants ; nous avons posé la question comment trouvez vous la vie en ville ? Les réponses obtenues ont été classées dans ce tableau.

IV.5.4-2 Perception de la vie urbaine par rapport à celle en milieu rural.

Tableau 23 : Perception

Sexe Perception	Total		Homme		Femme	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Facile	2	6,67	1	6,67	1	6,67
Abordable	3	10,00	1	6,67	2	13,33
Difficile	16	53,33	9	60,00	7	46,67
Très difficile	9	30,00	4	26,67	5	33,33
Ensemble	30	100	15	100,00	15	100,00

Source enquête personnelle auprès des ménages, année 2007

Personne ne peut nier la difficulté de la vie en ville, mais par rapport à la vie antérieure, 6,67% des migrants ont perçu une vie plus facile en ville. Cependant 53,33% des migrants ont ressentis cette difficulté de vivre en milieu urbaine et 30% d'entre eux mènent une vie très difficile. Ces migrants font état d'un déséquilibre permanent entre niveau de rémunération et dépenses nécessaires pour survivre.

IV.5.4-3 Perspectives d'avenir

Tableau 24: Perspectives d'avenir

Travail Perspective d'avenir	T otal	%	E tudi ant	Sa ns em ploi	Fe m me au foyer	Zo ne fra nche	Fo ncti on nai re	P etit co m me rç ant	Co m me rç ant	P etit bo ulot
Chercher du moyen financier et retourner à la campagne	4	13,33		1		2				1
Epargner et retourner	5	16,66		3				2		
Réussite socio-économique	5	16,66				3	1		1	
Améliorer la situation pour aider leur famille	4	13,33				2		1	1	
Créer une famille sur	3	10,00				1		1		1

place										
Trouver un meilleur emploi	9	30,00	1	1		2		3		1
Ensemble	30	100		5		10	1	7	2	3

Source : enquête sur terrain

D'après ce tableau, chaque migrant envisage une représentation de sa perspective d'avenir. 30% d'entre eux espèrent trouver un meilleur emploi qui pourrait leurs aider à survivre parce qu'ils s'avèrent possible que la vie en ville n'est pas un or offert avec un plateau d'argent, il faut alors combattre pour atteindre le sommet c'est-à-dire s'investir à fond dans son travail ou dans son occupation, se débrouiller jusqu'à une constatation de progrès mérité ; progrès marquant le début d'un peu de réussite pour certains migrants comme dit on que « le bonheur ne vient pas en dormant ». Par contre, il se trouve que deux catégories de ces migrants abordent d'autre avis sur leur avenir dans deux logiques différentes. Les 16.66% d'un côté ont ressenti avoir été dérouteré et chercheront une somme de quoi payer le frais de retour à la campagne. Les 13.33% de l'autre côté, veulent retourner aussi à la campagne mais après avoir réalisé une épargne en ville. Cependant, malgré la difficulté de la vie en ville, les restes (40% des enquêtés) comptent y rester afin d'avoir une belle situation en perspective. Quelque soit le déroulement des évènements, la majorité des migrants en arrivant dans la capitale ne sont plus en mesure de revenir s'installer dans leur Terre des ancêtres traduit littéralement en malgache « Tanindrazana ».

CHAPITRE V : DEVELOPPEMENT RURAL ET PROLETARISATION URBAINE

Dans ce cinquième chapitre, nous allons étudier les enjeux de la migration sur le développement rural et urbain.

V.1. Mécanismes d'appauvrissement en milieu rural

Malgré les politiques qui se sont succédé pour la réduction de la pauvreté notamment le « DCPE », le « DSRP », et le « MAP », celle-ci continue de subsister dans la vie de tous les peuples et particulièrement en milieu rural. Même si lutter contre la pauvreté s'aligne parmi les défis et préoccupations des décideurs politiques et des acteurs intervenant dans la vie socio-économique, tant national qu'international, il est primordial de connaître les mécanismes d'appauvrissement et d'essayer de trouver d'abord les racines de cette pauvreté afin de l'éradiquer effectivement.

V.1.1-Division inégale des moyens de production

La terre constitue pour les malgaches et surtout les paysans qui en dépendent entièrement, le pivot central de la vie. La propriété ou non de la terre est décisive en milieu rural. Cependant, dans plusieurs communes rurales notamment celle d'Ambatondrakalavao, la propriété de la terre et des moyens de productions est concentrée entre les mains de quelques bourgeoisies nobles. Celle-ci relève de l'histoire coloniale où les terres étaient sous les mains des colons qui les ont concédées aux familles nobles pour avoir des esclaves. Cependant, lors de l'indépendance, malgré le fait que l'esclavage est devenu impraticable, le système foncier imposé ultérieurement est source d'inégalité et d'exploitation en milieu rural. Désormais, la libéralisation de l'économie mondiale permet aux détenteurs des

moyens de production de s'ériger en propre maître du monde rural par l'exploitation des paysans marginaux de ce système libéralisé. La concentration de la propriété de la terre affecte toute la société, source d'appauvrissement paysanne, elle constitue en tout premier lieu l'inégalité sociale causée par le passé esclavagiste et dans le monopole de la propriété foncière qui exclut la majeure partie des paysans noirs de toutes opportunités économiques et sociales liées à la propriété.

Pour les paysans, l'étroitesse de la partie cultivable, la dépossession des outils qualifiants et de financement nécessaire pour leur production ne peuvent pas leur permettre d'obtenir une productivité élevée. Et d'après les résultats de l'enquête énoncés précédemment, leurs revenus sont plus bas, leurs épargnes sont négligeables et ils ne peuvent procurer aucun investissement. Ainsi, nous pouvons dire que l'affirmation théorisée sur le cercle vicieux de la pauvreté est réaliste en milieu rural. Les paysans sont confrontés à un fléchissement relatif à des revenus agricoles, ils souffrent d'une pénurie constante de capital. La division inégale des moyens de production engendre des problèmes sur les paysans, le chômage, la faim, la marginalité sociale en sont les conséquences.

V.1.2-Enclavement rural et étroitesse du marché

L'enclavement de certaines régions et communes dû à la dégradation des infrastructures routières et le faible coût de produits agricoles constituent un mécanisme d'appauvrissement en milieu rural.

Par l'inexistence des offres de débouchés à prix intéressant pour les paysans, et par incapacité gouvernementale de créer des centres agro-alimentaires en milieu rural, les paysans sont généralement en faillite. Ils ne peuvent atteindre un prix juste afin de vivre décemment et d'investir dans leur production. D'après ceux qu'ils ont dit, les dépenses assumées lors de la production et du transport sont supérieures par rapport au prix de revient. Il est donc opportun d'améliorer en premier lieu le marché local afin de pouvoir améliorer le niveau de vie de la population et surtout de mettre à fin au système d'enrichissement d'une catégorie de personnes non fabricantes au profit des paysans pauvres.

V.1.3Facteurs climatiques et problèmes d'évacuation d'eau

Madagascar est régulièrement frappé par des cyclones désastreux. Pour plusieurs communes de Madagascar et particulièrement les communes rurales, ces

cataclysmes naturels nuisent la vie quotidienne et la situation des paysans vivant encore en majorité dans une économie de subsistance.

A part, le cyclone, certaine région comme celle de Vakinakaratra est aussi confrontée périodiquement au problème de grêle et de basse température. Et enfin, le problème d'évacuation d'eau, par l'inexistence des canaux d'évacuation pratique dans la commune d'Ambatondrakalavao, les eaux de pluie anéantissent les terres, les champs de cultures et les rizières des paysans. Tous ces facteurs détruisent et diminuent la productivité agricole et enfin de compte appauvrissent le monde rural.

V.1.4-L'insécurité sociale

L'insécurité est une des fléaux qui sévit le milieu rural. Il représente de ce fait un handicap au développement rural et à l'intégration économique. Il agit aussi comme un blocage important de la sérénité individuelle et de la paix sociale.

Dans la plupart des milieux ruraux, l'absence de toute protection pré- établie (gendarmerie) et la précarité des systèmes sécuritaires mis en place par les paysans eux-mêmes constituent une menace perpétuelle sur le bien-être et/ou sur la vie des tous les paysans. Les actes de banditisme et les larcins diminuent la production des paysans et les démotivent petit à petit.

V.1.5-Croissance démographique

Le phénomène de surpeuplement est parmi les problèmes qui sévit le monde rural et il est à la fois cause et conséquence de la crise actuelle. Pour s'y faire, Madagascar a instauré depuis l'année 1990 sa politique en matière de population par la loi n° 90.030 relatives à la Politique Nationale de la Population pour le Développement Economique et Social (PNPDES).

Parmi ces Politiques Nationales de Population (PNP), l'Etat Malgache a valorisé le système planning familial pour réduire la taille moyenne des familles malgaches. Elle se définit comme la maîtrise de fonction de la reproduction et le droit de tout individu d'avoir le nombre d'enfants qu'il juge idéal. Elle a comme principale ambition d'améliorer le bien être de la population malgache car elle apporte des avantages sur le plan socio-économique.

Cependant sa pratique n'est pas encore convaincante surtout en milieu rural. D'après les résultats des enquêtes élaborées dans la commune d'Ambatondrakalavao concernant l'emploi ou non de ce système, plus de 50 % des personnes enquêtées n'y sont pas intéressées et sont privées des informations qui le concernent, 40 % parmi les 50 % des autres personnes enquêtées affirment la non nécessité d'utiliser des méthodes contraceptives pour limiter les nombres d'enfants. A part le risque d'un effet secondaire invoqué par les enquêtés, le rejet du planning familial est aussi d'ordre socio- culturel.

Nous savons que la politique du planning familial suit une logique marchande occidentale qui s'oppose à la logique traditionnelle malgache, d'où son problème d'intégration dans l'île surtout dans le monde rural qui est le plus conservateur. Dans ce dernier, la famille nucléaire est plus élargie que celle qu'on rencontre dans le milieu urbain. A part le problème de tradition, le phénomène religieux joue aussi un rôle important sur le non adhésion aux méthodes contraceptives. Pour les catholiques par exemple, l'emploi de ces derniers constitue un pêché mortel devant Dieu car, d'après cette confession religieuse lors de la création du monde, Dieu le créateur a ordonné l'homme de produire autant pour couvrir le monde, traduit littéralement en malgache « Miteraha maro, mitomboana ary mamenoa ny tany... ¹»

On constate que ces mentalités sont des obstacles importants pour la mise en place d'un développement rapide et durable promu par le gouvernement. En outre, ceci varie aussi selon le niveau d'instruction de la population. Les femmes dépourvues d'éducation sont moins susceptibles que celles éduquées sur l'emploi des contraceptifs. Le problème d'analphabétisme (63 % de la population) en milieu rural réside d'un problème crucial sur la pratique du planning familial. Malgré les efforts de l'Etat sur la vulgarisation de ces objectifs par le biais des médias et du Fianakaviana Sambatra (FISA), beaucoup de populations cibles n'ont pas compris cette politique, et même parmi ceux qui ont compris, plusieurs ne sont pas convaincus de son importance.

V.1.6-Problèmes relevant de l'infrastructure sanitaire.

Un homme qui est malade ou en mauvaise santé ne peut pas produire donc il ne peut pas non plus améliorer son bien être. Le droit à la santé est reconnu par de

¹ Genèse 1 : 28

nombreuses institutions internationales parmi les droits humains.

La plus grande partie des maladies dans le monde comme la plupart des décès résulte de la non-satisfaction des besoins fondamentaux. A Madagascar, comme presque dans tous les pays en voie de développement, un ancrage sur les soins traditionnels reste marquant surtout en milieu rural. En outre, le manque ou l'inexistence des centres hospitaliers et le non accès aux infrastructures sanitaires, à l'eau potable et à l'alimentation restent encore de graves problèmes à résoudre pour promouvoir un développement rapide et durable. La réduction de la pauvreté doit s'accompagner inévitablement à l'amélioration et à la mise en place de toutes ces envergures.

Des efforts de redressement sanitaire ont été réalisés au niveau du gouvernement mais plusieurs régions et communes demeurent privées des soins médicaux nécessaires.

V.1.7 Corruption et décentralisation

La corruption est désormais l'une des problèmes qui inquiète la population malgache comme toute la population du monde. Le président actuel Marc RAVALOMANANA depuis sa première investiture en 2002 a promulgué une loi contre la corruption. Cependant les problèmes sanitaires et éducationnels, la politique foncière est de plus en plus aggravée par cette dernière. Celle-ci freine le développement rural et urbain.

Le problème de justice efficace dans l'administration relève des mauvais comportements des membres de l'administration, du non considération des paysans pauvres et analphabètes. Etant donné que dans le monde rural, généralement ce sont, ceux qui ont de l'argent et ceux qui sont éduqués ou ceux qui connaissent les administrateurs qui peuvent en tirer des avantages.

Inconscients de leur droit, analphabètes comme ils sont, n'oseraient jusqu'à présent réclamer leur droit et dénoncer le système administratif actuel. Les gens vivant dans les milieux ruraux sont de ce fait angoissés et n'espèrent aucune tendance à se développer convenablement. La corruption appauvrit les paysans pauvres et enrichit ceux qui le sont déjà. A part le problème de la corruption, le monde rural est aussi confronté aux problèmes de décentralisation, de la participation populaire et de la

démocratie locale. Mais avant tout, il nous paraît nécessaire de rappeler la signification du mot décentralisation que Larousse 2008 définit comme un « système d'organisation des structures administratives de l'Etat qui accorde des pouvoirs de décision et de gestion à des organes autonomes régionaux ou locaux (collectivités locales, établissements publics) ».

Selon l'art 138 du 4 avril 2007, les régions et les communes sont les seules collectivités territoriales décentralisées. Ce sont alors des branches administratives qui ont le plein de pouvoir sur la population. « Le problème réside dans la dévalorisation des fokonolona et du fokontany, qui sont censés être la plus proche de la population et qui de ce fait doivent être les bases d'une vraie décentralisation. Selon le référendum constitutionnel le SEFAFI avait rappelé les trois fonctions du fokontany comme étant un relais administratif, la cellule de développement et un lieu de participation démocratique ¹».

Cependant, les réalités sont têtues car les paysans ne représentent aucun intérêt au niveau de la vie fokontanale par le fait de leur exclusion sur les décisions à prendre et sur la pratique électorale. C'est ainsi qu'on puisse dire que le fokontany ne représente pas un lieu de participation démocratique pour les paysans. En plus, il ne peut devenir une cellule de développement car nous sommes convaincues sur le fait qu'il n'y aura pas de développement sans participation démocratique. Le fokontany ne détient qu'une fonction dans la vie nationale, un relais administratif. L'idée de fokonolona perd de plus en plus de sa signification et de son importance.

V.1.8-Pratiques culturelles et mentalités traditionnelles des paysans.

Personne n'est censée de connaître que Madagascar est riche sur plan culturel mais évidemment pauvre sur le plan économique. D'après notre étude, nous avons vu que par une existence d'une gestion rationnelle de ces facteurs culturels, ils peuvent jouer un rôle important dans le mécanisme d'appauvrissement en milieu rural. Parmi lesquels nous avons pu relever :

Des interdits et les tabous issus des croyances traditionnelles qui empêche. Les paysans à travailler ou à réaliser certaines occupations pendant des périodes déterminées et pendant le jour fady. Les dépenses ostentatoires pendant les pratiques et cérémonies coutumières tel le « famadihana » absorbent le revenu des

¹ « Référendum constitutionnel : décentralisation et fokontany » 28 février 2007, in SEFAFI ; élections et droits de l'homme ; la démocratie au défi, pages 8 à 15.

paysans, ce qui les empêche de s'investir dans la prochaine année.

La déconsidération de la place de la femme dans la production donc dans le développement en milieu rural et aussi à la non scolarisation des jeunes filles. La déconsidération de l'avenir des enfants et de la génération future qui se manifestent par le travail des enfants, la non scolarisation et la déperdition scolaire en milieu rural.

Les mauvais comportements des dirigeants qui dévalorisent les femmes, les paysans, les enfants etc.

Le refus de toutes les innovations technologiques apportées par le modernisme etc.

Ces mentalités freinent le développement dans le monde rural. Cependant, l'insuffisance de connaissances éducationnelles surtout en milieu rural favorise la pratique de celles-ci. L'éducation permet d'agir rationnellement face à ses identités culturelles.

V.1.9-Le manque de financement.

Pour sortir de l'impasse provoquée par le manque d'investissement en milieu rural, les paysans ont besoin d'un organisme de crédit agricole. Cependant, on assiste à une insuffisance et inexistence d'un réseau promoteur de crédit agricole à la portée de tous les paysans. Cette situation ne contribue guère à l'amélioration du bien être des paysans surtout ceux qui sont pauvres. D'après les résultats de l'enquête, le CECAM est jusqu'à nos jours la seule banque micro financière disponible pour les paysans d'Ambatondrakalavao. Pourtant par une vision scientifique de cette réalité, le CECAM, par les prêts (terres, matériels, productions etc.) et le taux de remboursement élevé qu'il tire, désavantage souvent les paysans pauvres.

Ainsi, par ce système d'emprunt, les paysans pauvres sont de plus en plus privés du peu de terres qu'ils détiennent. D'où le mécanisme de pauvreté en milieu rural.

V.1.10-La non scolarisation et la déperdition scolaire.

Convaincu du rôle que tient l'éducation sur le développement du pays et sur le bien être de chaque individu, l'Etat malgache s'est engagé depuis l'année 2002 à garantir aux enfants malgaches une éducation pour tous. En occurrence, il parle dans son

cinquième engagement d'une éducation gratuite pour tous les enfants en âge scolaire. Le projet d'éducation est soutenu par l'UNESCO et ayant comme objectif de former de façon égalitaire toutes les entités de la vie sociale pour leur bien être. Celle-ci nécessite de mettre un nouvel accent sur l'égalité des sexes ; l'égalité de l'espace (urbain, rural) et surtout sur l'égalité des couches sociales (riche, pauvre). Ainsi, l'Etat a réalisé des efforts pour garantir cette égalité de chance par la facilité de scolarisation et par l'octroi des kits scolaires etc. car l'éducation pour tous s'agit sûrement d'un élément considérable pour le développement de Madagascar (d'après les informations recueillies dans un média¹).

Même si le budget national consacré à l'éducation malgache a diminué cette année-ci de 18% contre 22% l'année 2006, 21% l'année 2004, l'Etat compte tenir sa promesse. Cependant, les faits sont têtus, malgré cette vision de l'éducation pour tous, les jeunes filles et généralement les paysans pauvres continuent de vivre dans une situation discriminative. En outre, nombreux sont les enfants malgaches qui ne fréquentent pas l'école ou quittent l'école au cours de l'année.

Par analyse des résultats de l'enquête, à Ambatondrakavao, nous pouvons noter deux aspects du problème éducationnel. D'une part, la non scolarisation et la déperdition scolaire, relèvent du système éducatif en question. La distance kilométrique entre l'école et le village, le manque et l'incompétence des instituteurs, les salles de classes délabrées, le manque de fournitures éducatives etc. diminuent les confiances et la motivation des parents et des enfants pour fréquenter l'école. D'autre part, la non scolarisation et la déperdition scolaire relève des domaines socio-économique et culturel des parents. Jusqu'à nos jours, l'éducation pour tous reste une citation utopique pour le peuple malgache. L'insuffisance des enseignants fonctionnaires obligent souvent les responsables des écoles publiques (EPP, CEG, Lycée) d'engager des maîtres FRAM surtout en milieu rural. A part les subventions allouées à ces maîtres FRAM par le FAF, la rémunération de ces enseignants constitue une autre charge financière pour les parents qui veulent y éduquer leur enfant. Si bien que l'analphabétisme contribue à un fléau social pour le monde rural. En outre, pour ceux qui ont pu scolariser leurs enfants, faute de financement, ils sont obligés de retirer ceux ci de l'école pour les faire travailler ailleurs. Cette inégalité de

¹ Télévision VIVA. Nouvelle du 22 octobre 2008).

chance dans l'éducation se répercute des parents aux enfants. Plus les parents sont pauvres et plus ils n'enseignent pas leurs enfants. Face à ses problèmes de déperdition scolaire qui sévissent le monde rural et s'alignent cependant parmi les mécanismes d'appauvrissement en milieu rural. Une réforme éducative s'est opérée actuellement au niveau de la politique de l'Etat. Ces changements sont appliqués actuellement dans les 20 Cisco de Madagascar avec une prolongation du 1er cycle (l'enseignement primaire) à sept ans d'étude sur un zéro taux de redoublement. Mais d'après ceux qu'on vient d'annoncer ultérieurement, cette réforme éducative n'est pas vraiment pertinente sur le problème national. La déperdition scolaire est surtout d'ordre économique. Ainsi, dans quelle mesure ces changements peuvent-ils résoudre ce problème financier au niveau des ménages.

On dit souvent que seule l'éducation pourra permettre aux enfants de se construire un avenir meilleur et c'est aussi la clé pour eux de participer activement à la vie de leur communauté et au développement du pays. Cependant, le système éducatif actuel constitue un mécanisme d'appauvrissement en milieu rural. V.2. Méfaits de l'exode rural sur le développement en milieu rural

V.2.1-Pauvreté et insatisfaction de besoins

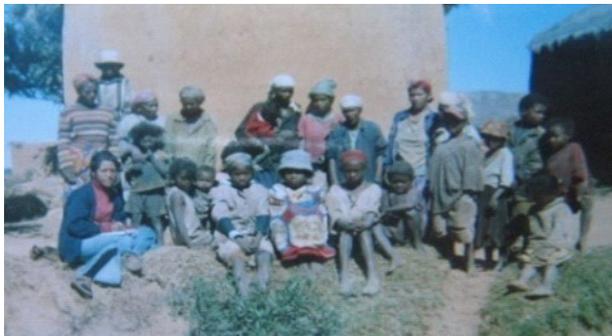
Nous avons vu dans les précédents chapitres et paragraphes que la masse paysanne mène depuis des années une condition de vie misérable. Les statistiques le prouvent, le taux de pauvreté en milieu rural s'élève à 73,5 % en 2005 ¹

Cette pauvreté rurale accable d'une part la vie des paysans surtout ceux exclus du processus de développement et accroît inévitablement le taux de migration en milieu urbain d'autre part. Si l'exode est considéré comme étant une issue pour les jeunes et pour les hommes de s'emparer du marasme rural. Dans ce paragraphe, nous essaierons d'analyser ses conséquences sur le monde rural. Est-ce vraiment une solution efficace pour le développement du monde rural ? Le développement local d'une communauté doit s'accompagner du développement de tout homme et de tout l'homme. Cependant, celui-là ne peut être effectif sans la satisfaction des besoins de chaque individu, c'est-à-dire sans une nette amélioration de leur bien être. D'après

1 Madagascar RNDH, 2006

les facteurs de migrations que nous avons retenus par l'enquête, les paysans ressentent plusieurs besoins qu'ils n'arrivent pourtant pas à satisfaire par leur propre gré. Parmi lesquels, les besoins matériels et physiologiques, les besoins en infrastructures socioculturelles et économiques, les besoins en techniciens, en animation et financement, les besoins en infrastructure communicationnelles et commerciales et enfin les besoins d'appartenance et d'estime de soi.

Pour cette zone (Commune rurale d'Ambatondrakalavao), l'impossibilité de satisfaire ces besoins se manifeste par la migration des jeunes et des hommes en ville afin d'espérer une condition de satisfaction plus rassurante. Ce phénomène migratoire est présent dans la majorité des pays en développement, si bien que l'on puisse avouer que ceci s'avère incontournable dans l'histoire de développement d'un pays.



V.2.2-Dépopulation et improductivité

en milieu rural

Photo n°4 : Féminisation et enfantisation de la commune d'Ambatondrakalavao

Si la migration surgit comme étant une nécessité économique pour la majorité des paysans, les jeunes, eux, la considèrent aussi comme un moyen d'échapper aux contraintes du monde traditionnel afin de savourer une vie plus modernisée en ville.

Quelques soit les estimations considérées, le phénomène migratoire occasionne des impacts négatifs sur le monde rural et conditionne son développement.

Le récit de vie d'une femme paysanne de la commune d'Ambatondrakalavao nous fait connaître le méfait de la migration sur le monde rural.

Q : Combien d'années avez-vous vécu dans la commune d'Ambatondrakalavao ?

R : Depuis ma naissance

Q : Et quel âge avez-vous maintenant ?

R : J'ai 41 ans

Q : Avez-vous vécu une enfance et une jeunesse heureuse ?

R : Non

Q : Vous êtes mariées à quel âge ?

R : 18 ans

Q : Combien avez-vous d'enfants ?

R : 2 filles et 3 garçons respectivement de 23 ans, 21 ans, 19 ans, 15 ans et 10 ans

Q : Que font-ils maintenant ?

R : Mes 3 aînés travaillent en ville, les 2 cadets m'aident pour les travaux de champs

Q : Quel métier exerce votre mari ?

R : Mécanicien en ville

Q : Pourquoi sont-ils tous partis en ville et depuis quand ?

R : D'ordre économique ! Mon mari nous a quitté pour la ville depuis longtemps, mes enfants depuis 3 ans

Q : Combien de fois par ans ils vous rendent visite ?

R : Quelques fois

Q : Avez-vous des surfaces cultivables ?

R : Oui, mais très peu de l'ordre de 500 ares

Q : Maintenant, que faites-vous pour vivre ?

R : L'agriculture ne suffit pas pour nourrir mes deux enfants, nous devons effectuer des travaux salariaux

Q : Comment trouvez-vous la vie en milieu rural ?

R : Difficile

Q : Pourquoi aimeriez-vous rester à la campagne ?

R : Je ne veux pas vivre en ville, c'est aussi ici ma terre natale

La main d'œuvre paysanne s'avère la force primordiale pour assurer son développement. Pourtant, par faute de mieux, les jeunes ne constituent qu'une main d'œuvre à bon marché pour les classes privilégiées en milieu rural. Cette conscience de classe « de dominée » sollicite la masse productive de migrer en ville. Ceci

s'explique par l'abandon de sa « terre natale » ou « tanindrazana » pour l'échanger contre une ville prometteuse de développement utopique.

Admettons que la pauvreté en milieu rural ne leur laisse pas la liberté de choix. Le déficit de la productivité pour la majorité des paysans, la médiocrité de leur condition de vie socio-économique doit être primordialement appréhendé pour pouvoir éviter cette hémorragie rurale. Actuellement, le monde paysan se vide peu à peu de leur main d'œuvre. Cette carence se traduit par le fait de l'invasion massive des hommes et des jeunes en ville pour la recherche du travail plus rémunérateur.

Cependant, cette migration en ville constitue un goulot d'étranglement pour le monde rural. La population rurale ne serait caractérisée que par des vieux, des enfants et des femmes et le développement rural serait retardé voire irréalisé en raison du manque de population active. Puisque, nous savons que le travail des femmes et des enfants sont jusqu'à présent faiblement valorisé dans tout Madagascar, la féminisation de l'agriculture résulte d'un manque d'entretien, d'aménagement du terroir villageois et surtout d'une diminution du taux de production annuelle. L'exode rural met donc en danger l'économie rurale à cause de la décroissance de la production.. Ainsi, nous pouvons dire que le phénomène d'exode rural est un indice de pauvreté pour le monde rural

V.2.3-La non scolarisation de la génération future



Photo n°5 : illustration du travail des enfants dans la commune

Comme nous l'avons analysée dans les précédents paragraphes, la non scolarisation est un mécanisme d'appauvrissement en milieu rural. Personne ne peut admettre le fait qu'il n'y aurait pas un développement local et une amélioration des conditions de vie de la population sans une diminution du taux d'analphabétisme et d'illettrisme à Madagascar. Même, les ancêtres, eux ont déjà prouvé par des proverbes que l'éducation est le meilleur héritage qu'un enfant peut acquérir de ses parents, traduit littéralement en malgache « Ny fianarana no lova soa indrindra. » Pourtant, à cause des divers problèmes relevant de l'exode rural, les parents ne sont pas en guise de pouvoir offrir ce cadeau à leur enfant. Les enfants en âge scolaire sont obligés de quitter l'école pour réaliser des travaux rémunérateurs, en plus l'argent que les ménages disposent ne suffit plus pour leur faire enseigner, ce qui les écartent du système éducatif. Cette situation résulte de l'accroissement des taux d'analphabétisation et de la pauvreté en milieu rural. En plus, nous avons déjà constaté que l'exode rural est aussi dû à l'échec et à l'impossibilité de réussir sur le point éducatif. Nous pouvons donc en déduire que ces générations vont aussi accroître le nombre des migrants dans ces années à venir. Et par faute de formation scolaire, ils vont rejoindre les rangs des mains d'œuvre non qualifiées tant à la campagne qu'en ville.

Pour conclure, ce départ des jeunes et des hommes n'est obligatoirement pas bénéfique pour le milieu rural. Cette situation fait endurer aux masses les plus vulnérables (enfants, femmes, vieux) une situation complexe et difficile.

V.3. Impacts de la migration sur le développement de la ville

Nous avons pu analyser que l'exode rural entraîne des impacts négatifs sur le développement du monde rural. Cette fois, nous allons focaliser ses méfaits sur le développement de la ville. Cette dernière est la meilleure aubaine pour les paysans et son développement participe également à la croissance économique de notre pays. Cependant, cette forte attraction et concentration de la population dans le milieu urbain entraînent des conséquences néfastes sur son développement. Par

analyse, nous avons vu que ceux-ci relèvent de plusieurs facettes. Les impacts sont d'ordre holistique.

V.3.1-Sur le plan économique

Les paysans ont surtout quitté le milieu rural pour mieux s'assurer qu'en ville, ils n'auront plus faim. Pourtant, la réalité admet que l'exode rural est à l'origine de l'apparition d'un prolétariat urbain. Cette dernière relève de la stratification sociale en ville. Le schéma de cette stratification ramène à une division de la société à deux grandes classes qui sont la bourgeoisie et le prolétariat. Dans le monde de production capitaliste que nous vivons actuellement, le rapport social est marqué par une opposition de ses classes définie par la propriété ou non des matériaux de production. Détenteurs de leurs forces de travail, les migrants joignent le rang de prolétariat urbain. C'est celui qui vit dans le chômage, le sous emploi, la misère, bref la pauvreté. Les normes internationales définissent les « pauvres » comme les personnes dont les ressources (monétaire et non monétaire) sont insuffisantes pour consommer en plus des éléments non alimentaires indispensables (vêtements et autres articles de première nécessité), une ration alimentaire de 2133 calories par jour, le minimum censé être nécessaire pour entretenir une vie normale et active. Malgré le développement de la modernité en ville marqué par l'accroissement des nombres de voitures et des grandes maisons, l'accélération de la construction des grandes vitrines des magasins chinois et indonésiens et l'envahissement des produits extérieurs sur le marché, la ville appauvrit bon nombre de gens qui sont généralement ceux issus du milieu rural.

L'exode rural accroît le nombre des pauvres dans les milieux urbains et constitue un blocage important pour le développement rapide et durable de Madagascar. D'après les résultats de l'enquête, généralement, en arrivant en ville, soit les migrants occupent des travaux dans les zones franches, soit dans le secteur informel et soit ils ne font qu'accroître le nombre des chômeurs. Pourtant toutes ces activités n'apportent rien à l'économie malgache d'où la forte stagnation de la croissance économique à Madagascar. Cette situation approuve l'inexistence d'une politique nationale d'intégration socio économique des migrants. A défaut de l'exode rural, l'offre d'emploi des entreprises franches ne suffit plus pour satisfaire les demandes d'emploi dans la ville d'Antananarivo.

Par une simple observation des rues devant ces entreprises franches, nous pouvons constater que ces secteurs urbano-industriels sont devenus incapables d'accueillir les migrants ruraux. Cette situation est aggravée par le développement des techniques de production, de la robotisation, de l'automatisation et de l'informatique où les machines remplaceront peu à peu l'homme au sein de l'entreprise.

Ainsi dire, la recrudescence de tous ces disfonctionnement au sein de l'entreprise accroît le développement des secteurs informels et du chômage. D'après la statistique, 55,4 % des emplois dans la ville sont occupés par le secteur informel contre 32,7 % de l'entreprise ¹

Bref, l'exode rural est synonyme de grave difficulté d'emploi dans la ville

V.3.2-Sur le plan social

V.3.2-1 Problème d'assainissement et de gestion urbaine

L'exode rural entraîne une agglomération urbaine. Actuellement, la ville d'Antananarivo compte environ plus de 1 500 000 d'habitants. Cette concentration est un fléau social que notre île doit s'y attendre avec la libéralisation économique. Pourtant, par la carence et le vieillissement des infrastructures et équipements, par la situation économique de notre pays et par l'inefficacité de la politique d'urbanisation appliquées dans la ville axée principalement sur la réparation des marchés, décoration des tunnels, création de nouvel jardin public et des paysages etc. l'exode rural constitue un perpétuel fardeau sur la planification et l'assainissement urbain.

Cette situation de dysfonctionnement empêche le développement et la croissance de la ville

Le phénomène de bidonvilisation est inséparable à l'accroissement de l'exode rural. Ainsi, la ville s'accroît de façon sauvage avec des constructions illicites déréglées. La croissance démographique aggravée par l'exode rural a donné à la ville d'Antananarivo une confirmation spatiale anarchique comme le cas de la Réunion Kely et celle observée dans presque tous les bas quartiers de la ville. La ville d'Antananarivo se caractérise actuellement par une faible offre de logement qui n'arrive plus à combler la croissance démographique.

Vu le problème de logement dans la ville, dans sa création de ville nouvelle, le gouvernement incite les sociétés immobilières de construire des logements sociaux.

¹ Source MICOSP/DGSP/DASP en 2004-2005

On peut admettre par une simple analyse que cette politique de création de ville nouvelle peut entraîner un développement rapide et durable de notre île. Pourtant, cette politique reste jusqu'à nos jours irréalisable à cause des obstacles que ses sociétés immobilières doivent s'y faire.

La SEIMAD par exemple, qui prétend être le fondateur principal des logements sociaux dans l'île, rencontre des graves problèmes fonciers pour la construction. Vues les dépenses qu'elle effectue pendant la construction et le profit qu'il s'y attende, les prix des maisons construites s'élèvent à 20 000 000 à 80 millions d'ariary. Qu'en est-il alors de la politique de cette société sur la promesse de faire un logement décent pour le bien être familial de tous ?

Jusqu'ici, ce sont les détenteurs des surfaces terriennes et d'une somme importante d'argent qui sont les seuls bénéficiaires de ces sociétés immobilières. Ces dernières ne peuvent donc pas résoudre effectivement le problème de logement dans la ville mais au moins, par le besoin d'une quantité de main d'œuvre, elles diminuent le taux de chômage urbain.

V.3.22 Pollutions environnementales et problèmes sanitaires.



Photo n°6 : illustration des problèmes d'assainissement à Mananjara Ouest

A part les problèmes de bidonvilisation et de gestion urbaine dite auparavant, cette concentration urbaine entraîne une pollution de l'air et de l'environnement et des problèmes de santé pour tous les citoyens. Malgré l'objectif du gouvernement actuel de réduire de moitié la pauvreté à Madagascar en l'espace de dix ans, ces phénomènes entravent le développement rapide et durable de l'île. Ceci, car c'est le bien être des acteurs du développement en question qui sont mis en question. Même si le prétendant slogans de la CUA « Antananarivo madio no tanjona ka tadidio » est tout à fait convainquant, le manque de responsabilité des citoyens malgaches, le surpeuplement, l'insuffisance des infrastructures publiques et la déficience des systèmes d'assainissements l'empêche d'être réaliste. Nombreux sont les problèmes qui favorisent cette pollution urbaine.

D'abord, par le fait que la majorité de la population urbaine se lance actuellement dans les secteurs informels. Les marchands ambulants, les commerçants des légumes et fruits entraînent des saletés partout, Cette attitude constitue d'une part un problème d'assainissement et de planification urbains et une source de pollution et de maladie d'autre part.

Ainsi s'ajoute le problème de la ruralisation du monde urbain, où les gens principalement les ruraux par un manque d'intégration font « pipi » là où ils sentent le besoin. On note aussi les saletés provenant de la présence des 4-mis qui créent des zones d'insalubrité dans les quartiers.

Après, la carence et la détérioration des infrastructures accentuent cette crise. Le manque de canaux d'évacuation d'eaux, des ponts, des bacs à ordures provoquent des inondations et des problèmes d'eaux usées surtout pendant les saisons de pluie. Ce manque d'infrastructure accroît aussi le besoin croissant en eau potable qui jusqu'à maintenant, le gouvernement reste incapable de le résoudre.

Enfin, il convient d'insister sur le problème de traitement des ordures ménagères dans la ville. L'omniprésence des saletés et des ordures illustre cette situation. C'est ce qu'on a remarqué durant notre descente, les marchands de légumes, de fruit et de denrées alimentaires à défaut d'endroit pour vendre, s'installent tout prêt des bacs à ordures. Ce manque d'hygiène ne procure aucune amélioration du bien être et de la condition de vie de la masse, surtout pour la majorité incapable de faire leur

course dans les grandes surfaces.

Actuellement, la CUA, par le biais du SAMVA, fait son mieux pour le traitement journalier des 500 bacs à ordures dans les 6 arrondissements de la ville. Mais cet effort est encore insuffisant pour résoudre ce problème. Parfois, on constate encore des bacs à ordures non ramassés qui inondent la rue et qui constituent un nouveau lieu de travail pour bon nombre de gens actuellement.

Bref, à part les fumées des voitures et des industries, tous ceux-ci polluent l'air et l'environnement. La croissance démographique aggravée par l'exode a entraîné des véritables saturations et pollution de certains quartiers de la ville. Ce phénomène devient un facteur favorisant les problèmes de santé en milieu urbain. Ceci constitue inévitablement un blocage important sur le développement rapide et durable de notre île.

V.3.2-3 Insécurité sociale

L'existence des migrants et la croissance démographique conduit à plusieurs disfonctionnements permanents dans la commune urbaine d'Antananarivo (CUA). L'insécurité est pourtant l'une des caractéristiques de ce disfonctionnement. Le nombre élevé de la population urbaine vivant dans la misère et dans l'oisiveté entraîne des problèmes de sécurité en milieu urbain. Nous avons su lors de notre descente que le fokontany Ouest Mananjara dispose d'une mauvaise réputation en matière d'insécurité à cause de la pauvreté des gens. Cependant, celle-ci se présente partout, jour et nuit. Elle est plutôt criante dans les quartiers populaires et dans les marchés (Ambodin'Isotry, Pavillons Analakely, etc.) le jour et dans les quartiers résidentiels la nuit. Les nouvelles quotidiennes annoncées dans les médias illustrent cette insécurité qui se manifeste par l'augmentation des actes de banditisme, de cambriolage et des attaques à mains armées. Ceux-ci dits, on peut déduire de cette situation que les huit commissariats de police répartis dans la commune urbaine ne suffisent plus pour garantir sa sécurité. Ce climat provoque un grave problème sur le développement rapide et durable de la ville. Elle plonge la population dans des situations perpétuelles d'inquiétude et d'angoisse. Il est pourtant important d'annoncer que le phénomène d'insécurité est inséparable aux problèmes de chômage et de pauvreté urbaine d'où l'inefficacité des politiques nationales de sécurité impliquée jusqu'à maintenant.

V.3 2.4. Fracture / exclusion sociale

Le nombre des migrants ne cesse de s'accroître en ville. Cependant, cette croissance entraîne plusieurs changements sur la vie de toutes les populations. Par l'inégalité de chance d'être bien intégré dans le marché de travail, des sentiments de différenciation voire de l'exclusion naissent. Ainsi, par impossibilité de mener une vie décente, la majorité des migrants sont exclus du processus de développement.

Le récit de vie d'une femme d'Ouest Mananjara qui vient de se migrer en ville.

Q : Depuis quand êtes-vous venue en ville ?

R : depuis 2004

Q : Votre Village natal ?

R : Ambohimandroso

Q : Avez-vous une famille dans le quartier ?

R : Non, je vis avec mon mari et mon enfant de 2 ans

Q : Quel âge avez-vous maintenant ?

R : 22 ans

Q : Comment se font vos relations avec votre entourage ?

R : chacun pour soi

Q : Est-ce que vous travaillez ?

R : Non, j'étais une bonne auparavant mais j'étais renvoyée à cause de mon bébé.

Q : Que pensez vous faire maintenant dans la vie ?

R : Je suis en train de chercher du travail dans les zones franches mais à défaut de certificat de travail, ça va être un peu difficile

Q : Quel est le métier de votre époux ?

R : Il est gardien

Q : Comment trouvez-vous la vie en ville ?

R : Difficile, surtout si on en trouve pas un emploi un peu rémunérateur

Q : Est-ce que vous vous sentez bien intégré ? Pourquoi ?

R : Non, à cause de notre pauvreté.

Par analyse, cette exclusion relève principalement de la situation économique, de la pauvreté et de la privation que subissent les migrants.

D'ailleurs, la définition du DSRP sur la pauvreté justifie cette affirmation : « la pauvreté est un état d'asservissement et de frustration dans lequel se trouve un

personne pauvre ou totalement dépourvue de moyens d'existence durables et qui se voit exclue de la jouissance des fruits de la croissance ».

L'Etat actuel, à travers le MAP tente de réduire cette pauvreté d'ici 10ans. Pourtant, avec une quantité non négligeable de personnes exclues par leur niveau de revenu, par leur choix d'habitat, par leur niveau intellectuel exclu politiquement. Souvent dans les quartiers populaires, certains candidats achètent la personnalité politique de l'individu lors d'une élection : ils sont privés de leur propre choix.

La fracture sociale et surtout la fracture économique dans la ville d'Antananarivo constituent un problème important sur l'amélioration des conditions de vie de toute la population.

V.3.3-Sur le plan culturel

L'exode massif des paysans en ville cause une crise d'identité chez eux. La ville se présente comme un espace mondialisé. Les caractéristiques de cette mondialisation affectent le comportement culturel des migrants. Arrivé en ville, des populations dépayannées sont confinées à la marginalité. Le passage d'un monde traditionnel marqué par un système de valeur « Ny fanahy no maha olona » vers un monde modernisé axé sur « Ny vola no maha rangahy » inculque plusieurs difficultés d'adaptation chez l'individu. Ainsi, le paysan doit perdre petit à petit son habitude et sa façon de penser face à un monde civilisé. Cependant, on observe encore une catégorie de population paysanne qui vit en ville avec une mentalité rurale. D'où le problème de la ruralisation de certaines zones ou quartiers de la ville.

Ce problème culturel joue aussi un rôle important sur le choix du marché de travail. Si travailler dans les zones franches est un idéal pour ceux qui ne veulent pas s'ériger dans les secteurs informels, l'embauche dans ces entreprises, à par la nécessité d'un certificat de travail, se fait souvent par un tri d'élégance et de beauté. Ainsi, les jeunes filles bien habillées (qui portent des jeans et des débardeurs) et bien coiffées c'est-à-dire les plus attirantes disposent plus de chance d'être embauchées que celles d'autres avec des longues jupes principalement issues du monde paysan. L'appartenance culturelle s'aligne donc parmi les obstacles du marché de travail en ville. Ces situations entraînent un complexe d'infériorité chez les migrants et qui constituent de ce fait un blocage important sur le développement rapide, durable et sur l'épanouissement individuel. Elle fait donc perpétuer la position socio-

économique du migrant.

V.4. Portée du MAP

Face aux mécanismes d'appauvrissement et aux facteurs favorisant l'exode rural, ainsi qu'à l'installation d'une pauvreté généralisée, le MAP a été mis en place comme solution susceptible de nous conduire sur la voie d'un développement rapide et durable. C'est ce qui sera analysé dans ce qui suit.

Dans le droit fil du DSRP, le MAP est un programme contenant les promesses, les méthodes, et les actions à entreprendre sur cinq ans, de 2007 à 2011. Son but consiste à réduire la pauvreté, et à tirer profit des défis de la mondialisation.

V.4.1-Les sources d'inspiration du MAP

Les programmes décrits dans le MAP sont en conformité avec la vision «Madagascar naturellement», et avec l'OMD¹. **La mise en œuvre du MAP dépend largement des bailleurs de fonds et des investisseurs étrangers, ainsi que de la communauté internationale. Ces propos tenus par le Chef de l'Etat laissent croire tout d'abord que le MAP privilégie une vision macroéconomique faisant référence aux systèmes mis en place aux USA et dans la C.E.I (communauté des Etats indépendants). Ensuite, les ressources mobilisées proviennent essentiellement des aides étrangères et du secteur privé, et non des richesses nationales préexistantes et de la participation de la masse populaire. Selon le MAP, c'est le 3P qui constitue la base du développement. De ce fait, les avantages attendus du MAP ne profitent pas uniquement au peuple malgache¹, mais aussi au secteur privé, aux investisseurs nationaux, aux bailleurs de fonds étrangers, aux partenaires internationaux.**

Un consensus semble établi au niveau des organisations internationales contemporaines pour faire de la lutte contre la pauvreté, l'objectif central des politiques de développement. Les OMD des Nations Unies ont repris ce thème en fixant comme objectif principal la réduction à la moitié du pourcentage de la population mondiale qui vit avec moins de 1 dollar US par jour jusqu'en 2015.

Avec la tentative de réduire la pauvreté et d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, l'objectif du MAP y ressemble. Indiscutablement, l'objectif, l'engagement, et la stratégie du MAP sont bons. Si le MAP parvient à tenir ses promesses, il y aura

¹ MAP page 003 hafatry ny filoham-pirenena

¹ Ibid. p. 015

effectivement une réduction de la pauvreté. Les programmes décrits dans le MAP couvrent les domaines holistiques, à savoir : politique, économique, et socioculturel ; tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

V.4.2 Les imperfections du MAP

V.4.2-1 L'exemple de la révolution verte

Cependant, les valeurs et objectifs du MAP restent l'apanage des pays du Nord en général, et d'une minorité locale qui dispose des moyens nécessaires. Souvent, les faibles ressources mobilisées font craindre que le MAP ne reste de vœux pieux sur les plans local et national.

L'exemple de la révolution verte l'illustre bien. Face à la pauvreté de plus en plus envahissante, l'Etat constate que cela provient de l'insuffisance de la production. C'est pourquoi la révolution verte a été lancée pour accélérer le développement en faveur des paysans, de manière à éradiquer la famine, et à disposer de surplus de production pour le pays. Le but principal consiste à abandonner l'agriculture de subsistance au profit d'une production tournée vers le marché.

La révolution verte procède par la mécanisation, l'application de nouvelles technologies, l'utilisation d'engrais chimiques et de semences sélectionnées. Il s'agit d'une option fondée sur le productivisme et sur la culture intensive ; ce qui correspond à une logique de concentration liée à la recherche du rendement maximum, à la production de masse, et à la conquête de marchés, avec des crédits agricoles à l'appui. Certes, ces programmes sont séduisants ; mais, ils se trouvent en déphasage par rapport au niveau de vie de la majorité des paysans, et par rapport aux réalités locales. La révolution verte ne correspond ni aux besoins, ni aux capacités de la population, ni au contexte géographique. Il résulte des enquêtes et des analyses que le mécanisme d'appauvrissement repose sur l'insuffisance dramatique de ressources pour acquérir terres, semences, engrais, matériels, et pour prospecter des débouchés commerciaux. La révolution verte méconnaît les réalités locales et ne parvient pas à résoudre directement les problèmes. Les avantages au bénéfice des populations locales sont dérisoires par rapport à ce qu'obtiennent les entreprises privées et les détenteurs de capitaux.

Les opportunités profitent surtout aux familles riches, les mieux pourvues en terres, en force de travail, en capital social et «intellectuel». Il en est de même des PMI et

PME qui investissent dans la production. Par conséquent, la révolution verte n'améliore guère les conditions de vie des paysans les plus pauvres ; au contraire, elle n'est qu'un facteur d'aggravation des inégalités sociales entre paysans. Ainsi, malgré les efforts consentis par l'Etat, les ONG, et malgré les aides financières et les subventions de toutes sortes en faveur de la lutte contre la pauvreté, l'effectif des paysans pauvres ne cesse d'augmenter puisque les couches les plus défavorisées sont exclues des avantages de ces programmes.

V.4.2-2 L'inadéquation entre société légale et société réelle

Un autre type de problème réside dans l'inadéquation entre société légale et société réelle. L'effort de développement du secteur privé illustre bien ce fait.

En effet, l'essor du secteur privé préconisé par le MAP participe de manière significative à la résorption du chômage. De plus, le MAP déclare (page 003) que le développement dépend de notre faculté à attirer les bailleurs de fonds étrangers pour investir dans l'amélioration, soit des unités de production existantes, soit de l'infrastructure. C'est justement dans cette optique que l'EDBM a été créé en 2006.

Tout cela paraît fort utile. Cependant, les résultats ne sont pas à la hauteur des promesses. Vers fin 2008, les médias rapportent que les entreprises privées locales souffrent énormément de l'absence de lois et réglementations efficaces sur la concurrence et sur les marchés en général. Le CONECS se plaint d'une concurrence sauvage dans un contexte où règne une seule loi : celle du plus fort. Beaucoup de promesses ont été émises quant à un véritable partenariat Etat Secteur privé ; mais très peu ont atteint le stade de réalisation. Un secteur privé aussi démotivé n'est guère en mesure de créer des emplois, ce qui aggrave la pauvreté dans le pays.

En résumé, l'Etat entend se servir du MAP comme un instrument pour réduire la pauvreté, et pour atteindre un développement rapide et durable. Tout le problème réside dans la méconnaissance manifeste des réalités et des capacités locales, de sorte que le MAP ne saurait apporter des satisfactions directes aux besoins de la population. Finalement, le MAP laisse intact le mécanisme d'appauvrissement qui continue à sévir en ville comme dans les campagnes ; néanmoins, il pourrait s'avérer efficace s'il était assorti de mesures d'accompagnement plus conséquentes.

Conclusion partielle

Les recherches que nous avons entamées dans la commune rurale d'Ambatondrakalavao et dans le quartier d'Ouest Mananjara de la commune urbaine d'Antananarivo IV nous ont permis de donner une explication scientifique sur notre thème de travail. D'une part, ces études nous ont aidé à découvrir la logique du système social d'Ambatondrakalavao qui par son fonctionnement, ses structures,

pousse les jeunes et les hommes paysans à quitter le monde rural. Actuellement, le monde rural est en pleine mutation, et par analyse des données, nous pouvons vérifier notre hypothèse de départ concernant les facteurs de migration des paysans. Le départ des gens en ville est d'ordre holistique. Il relève des domaines économique, socio culturel, politique et psychologique, mais qu'on ne puisse dire, l'exode rural est surtout d'ordre économique. Ils ont quitté la campagne pour espérer une vie meilleure en ville.

D'autre part, notre étude nous a permis aussi d'analyser la logique d'intégration du système social du fokontany Ouest Mananjara. Par sa complexité, ce dernier constitue une logique d'exclusion et d'appauvrissement de la population urbaine mais surtout celle issue du milieu rural. L'absence des politiques d'intégration sociale, économique et culturelle dans l'espace urbain anéanti le désir des migrants pour une vie descente.

D'ailleurs, cette migration entraîne à la fois des méfaits sur le développement et la croissance tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Ainsi, nous pouvons dire que notre hypothèse de départ est confirmée

A Madagascar, comme dans la plupart des pays du Sud, un fort pourcentage de la population appartient au monde rural, environ 70%. Cette répartition démographique, caractérisée par une domination de la population paysanne, prévaut encore jusqu'à maintenant, car les mouvements migratoires vers les villes se compensent avec la croissance naturelle de la population (natalité - mortalité). Or, ce monde rural largement prépondérant ne participe au PIB qu'à la hauteur de 28,1 %. Une telle faiblesse de productivité se traduit nécessairement par une extrême pauvreté touchant la grande majorité de la population. Le gouvernement actuel s'engage résolument dans une lutte pour la réduction de la pauvreté.

Par les biais des analyses précédentes, nous voulons prescrire dans cette troisième partie une approche prospective pour un développement ville- campagne tout en affirmant en première lieu les exigences de développement dans ces deux milieux et en second lieu le partage de responsabilité pour un développement équitable.

CHAPITRE VI : LES EXIGENCES DE DEVELOPPEMENT

Vu les mécanismes d'appauvrissements en milieu rural et milieu urbain, nous voulons proposer dans ce chapitre les exigences de développement dans ces deux milieux.

VI.1. En milieu rural

Comme nous l'avons déjà annoncé antérieurement, sortir Madagascar de la pauvreté revient à dire sortir les paysans malgaches de la pauvreté. Les paysans sont les bases de l'économie nationale. Loin de toutes considérations théoriques sur la pauvreté, les paysans eux-mêmes sont conscients du fait qu'il est primordial de développer en premier lieu le monde rural. Il se trouve que cette vision est partagée dans les milieux avisés, jusqu'aux instances internationales.

Comme nous avons analysé dans le chapitre V.1(les mécanismes d'appauvrissement en milieu rural), la bonne approche consiste à s'attaquer aux causes ainsi identifiées afin de s'assurer un développement effectif.

VI.1.1-Développement et éducation

Le développement consiste à sortir un individu d'une situation insatisfaisante pour le mettre dans une situation de bien-être amélioré. Cette action de développement s'avère indispensable face à la pauvreté actuelle, vécue à l'échelle de la nation. Cette pauvreté frappe de manière spectaculaire en milieu rural. La réduction de la pauvreté dans les PVD, et en particulier en milieu rural, constitue l'un des grands défis du monde entier, surtout de la part des pays nantis. Il a été déjà évoqué précédemment que le déficit en matière d'éducation constitue un facteur déterminant de la pauvreté. Cette carence se trouve à la source d'une croissance démographique débridée, du chômage et de la prolétarianisation en milieu urbain, des inégalités et de l'exclusion sociale, de la vulnérabilité et de la précarité. Ainsi, la carence en matière d'éducation représente une des causes de l'exode rural. Actuellement, l'amélioration de l'éducation constitue l'un des objectifs de la communauté internationale dans la

lutte contre la pauvreté. L'éducation est la principale condition du développement car : elle permet à tout un chacun une participation effective, en idée et en action, tant au niveau local que national. En bref, il convient d'accorder la priorité à l'éducation de toute personne au sein de la société. L'éducation est utile dans la mesure où elle permet de procurer connaissances, savoir, compétences, savoir-faire... La science et la technique ainsi acquises s'avèrent utiles pour tous, et surtout pour les paysans dans divers domaines :

- Pour adopter les meilleures techniques agricoles et, partantes, améliorer son niveau de vie
- Pour améliorer la qualité de son travail
- Pour assurer une planification familiale conforme à ses ressources
- Pour observer le respect d'autrui et de l'environnement dans l'optique d'une production durable
- Pour appliquer convenablement les préceptes d'hygiène et de nutrition de manière à jouir d'une condition sanitaire améliorée et à allonger son espérance de vie.

Pour devenir une main d'œuvre qualifiée et obtenir ainsi un meilleur poste de travail, garant contre l'exclusion sociale.

Ainsi se trouve mise en évidence l'utilité de l'éducation pour tout le monde : enfants, adolescents, adultes, hommes, femmes. Il ne saurait y avoir de développement durable pour la nation toute entière en cas de déficience, et a fortiori d'absence d'éducation. En outre, l'analphabétisme et la carence en matière d'éducation constituent un handicap certain pour les divers chantiers projetés par l'Etat ou par les pays donateurs dans la lutte pour la réduction de la pauvreté.

VI.1.1-1 L'éducation des générations futures et des enfants en âge scolaire

L'avenir de la nation malgache repose sur les enfants et les jeunes, d'autant plus que cette frange constitue la majorité de la population. Il est donc important de supprimer les entraves qui les empêchent d'accéder à l'éducation avec la garantie d'une égalité de chances à l'égard de tous pour réussir dans la vie. Il s'agit :

En premier lieu, d'améliorer le système éducatif par le recyclage permanent du personnel enseignant, l'amélioration des matériels pédagogiques et des locaux, la distribution de fournitures scolaires et la mise en place de cantines scolaires en faveur des démunis

en deuxième lieu, d'élever le niveau des ressources des parents pour leur permettre de subvenir aux besoins de première nécessité y compris les frais de scolarisation des enfants (FRAM,...) tout en évitant le travail des enfants pour supporter les charges de la famille

En troisième lieu, de rapprocher les écoles des lieux d'habitation des écoliers pour éviter aux enfants de longs trajets épuisants et en dernier lieu, d'abandonner la discrimination entre les sexes pour mettre les filles à égalité de chances avec les garçons.

C'est l'éducation qui donne à ces enfants les moyens de mieux servir la nation et de participer activement au développement. C'est toujours l'éducation qui leur ouvre les possibilités d'obtenir de meilleures qualifications professionnelles pour un avenir meilleur. Enfin, c'est encore par l'éducation qu'ils prennent connaissance du civisme, de la citoyenneté, tout en s'appropriant des richesses culturelles menacées de déperdition en cette époque néolibérale.

VI.1.1-2 Education des adultes : hommes et femmes

L'éducation des enfants ne suffit pas en soi. Encore faut-il que les parents aient une claire perception que l'éducation représente essentiellement une valeur inestimable. Une erreur d'estimation dans ce domaine conduit les parents à croire que l'éducation ne vaut pas mieux que les travaux domestiques ou les activités dans les champs. C'est pourquoi il est de la plus haute importance d'éduquer les adultes, hommes et femmes confondus car ils sont tous deux responsables de l'avenir de leurs enfants.

L'éducation et l'alphabétisation des adultes doivent être gratuites à travers tout le pays pour encourager la population concernée, surtout pour les femmes qui sont majoritairement illettrées. Cependant, l'objectif ne devrait pas se limiter au niveau de l'alphabétisation. Il convient d'aller au-delà pour les familiariser avec les nouvelles technologies et les modes de communication modernes, en vue de relations fructueuses, d'abord dans un cadre restreint entre eux, pour évoluer ensuite vers des entourages de plus en plus élargis. Ainsi, ils se rendront compte de l'importance de l'éducation dans la recherche permanente du bien-être.

L'éducation des adultes leur donne les moyens efficaces pour élargir leurs connaissances

Relever leur niveau de vie

Pouvoir émettre des opinions pertinentes et des suggestions fécondes au sein de la société

Pérenniser le développement durable

Lutter contre les exploitations abusives de toutes origines

Réussir à vaincre la pauvreté criante qui les asservit

Et enfin, pour les amener à s'engager avec conviction dans l'éducation de leur postérité.

VI.1.2-La valorisation du paysan

La déconsidération d'une personne figure parmi les freins à son épanouissement. Cela concerne en particulier la méconnaissance des droits de l'homme, l'insuffisance de ressources financières, l'absence de débouchés commerciaux pour écouler régulièrement sa production. Ce sont autant de facteurs qui accentuent la tentation du paysan à se joindre à l'exode rural.

VI.1.2-1 Valorisation des travaux des agriculteurs, désenclavement humain et économique

La rentabilisation de l'activité agricole est un moyen susceptible d'améliorer les conditions de vie et le bien-être de la population.

L'amélioration des conditions de vie des paysans passe par la rentabilisation des activités agricoles. Il est alors indispensable de s'occuper des infrastructures routières et énergétiques. Il convient également d'ouvrir des marchés intérieurs et extérieurs pour permettre une large diffusion des produits agricoles. Ce sera grâce à de tels marchés que le monde rural peut retrouver sa vocation première : fournir à toute la population du pays (monde urbain compris) les ressources alimentaires et naturelles d'origine agricoles grâce à des paysans laborieux, motivés, et donc plus attachés à l'agriculture.

VI.1.2-2 Création de centres agro-business

La création de centres agro-business constitue des débouchés pour les matières premières agricoles, ce qui est bénéfique pour les paysans. D'autre part, cette implantation d'industries autres que les zones franches tendent à limiter les importations. Ainsi, il convient d'inciter et d'appuyer les entrepreneurs malagasy qui s'orientent vers des projets du genre en milieu rural. L'intérêt ne réside pas tellement

dans la transformation du travail agricole en travail industriel, mais dans la transformation de produits agricoles en produits industriels, de sorte que l'agriculture serve de base, et que l'industrie fonctionne comme moteur de l'économie malgache. Par conséquent, la création de centres agro-business est capable de contribuer à sortir les paysans de la pauvreté et de les acheminer vers un développement rapide. Toutefois, il faudra veiller à ce que les paysans ne soient pas spoliés par les entrepreneurs et les détenteurs de capitaux, grâce à des mesures d'accompagnement adéquates.

VI.1.2-3 Le financement et la subvention agricoles

L'insuffisance ou l'absence de ressources financières constituent un obstacle majeur contre l'extension des activités du paysan.

Il convient donc d'aplanir les difficultés rencontrées par les paysans en matière de financement :

Dans un premier temps, il appartient à l'Etat et aux ONG de procurer aux paysans un financement initial pour les doter d'une structure financière saine et solide. Ensuite, les institutions financières peuvent prendre le relais pour financer les extensions d'activités ultérieures, avec des risques beaucoup plus faibles (structure financière déjà saine et solide à cause du financement initial). De plus, les coûts du financement (taux d'intérêts, commissions diverses,...) devraient être ajustés au mieux des intérêts des partenaires ; de même, en matière de garanties exigées, il faudrait faire intervenir les assurances en milieu rural pour couvrir certains risques physiques (incendies, inondations, vols, cyclones,...). Enfin, les paysans devraient prendre l'initiative de se regrouper en fonds mutualistes en vue de projets de plus grande envergure.

VI.1.2-4 Promotion des activités non agricoles

Cette politique figure parmi les moyens susceptibles de fixer les paysans en milieu rural tout en l'aidant à améliorer leurs niveaux de vie. Il est donc souhaitable de promouvoir et de développer ce secteur afin de créer des emplois pour les jeunes grâce à des structures de PME aptes à conduire vers un développement durable pour tous. Toutefois, il convient d'éviter la prolifération d'activités informelles en

mettant en place quelques mesures d'accompagnement concernant la promotion de ces activités non agricoles. Entre autres, il faut prévoir la mise en place de formations professionnelles (coupe, couture, artisanat, élevage, petites industries,...) qui visent les jeunes et les femmes, surtout les plus démunis. Il convient également de ne pas négliger la nécessité de fournir des ressources financières suffisantes. Enfin, il faut rechercher les débouchés commerciaux sans lesquels les activités ne sauraient prospérer.

VI.1.3-L'amélioration des infrastructures en milieu rural

L'enclavement vécu en milieu rural exprime l'insuffisance d'infrastructure dans ces zones. Le développement durable exige l'amélioration et la mise en place de toutes les infrastructures dans les campagnes sans se limiter uniquement aux routes.

VI.1.3-1 L'amélioration de l'infrastructure sanitaire

Pour assurer une bonne production, il faut être en bonne santé, il y a lieu d'accroître le nombre de CSB dans les communes, et chaque fokontany devrait en être doté. Il convient d'ajuster l'effectif en personnel soignant en conséquence pour offrir aux paysans des soins médicaux convenables. Les femmes et les enfants bénéficieront de soins médicaux privilégiés assortis d'initiations, vu l'importance de leur état de santé au regard du développement. Il faudrait prendre des mesures pour réduire les coûts des médicaments surtout en prévention des familles démunies, et mettre en place des pharmacies communautaires pour répondre aux besoins de chacun. De la sorte, les problèmes de prix et de sécurité rencontrés avec les médicaments vendus en épiceries se trouvent résolus.

L'application des mesures susmentionnées apporte une solution importante qui ouvre la voie vers un développement sans discrimination.

VI.1.3.2 L'infrastructure éducative

Il a été déjà évoqué que l'éducation occupe une place importante dans le processus de développement de la nation. Seulement, le gouvernement doit traduire cette intention en termes concrets au niveau de l'infrastructure.

Il est donc opportun de mettre en place dans chaque fokontany, tout au moins dans chaque commune, une école primaire, un collège secondaire, un lycée, pour permettre aux enfants d'atteindre les classes terminales. Il est également nécessaire

de créer des enseignements supérieurs et techniques, des lycées agricoles dans chaque commune ou chaque région pour assurer une formation professionnelle de qualité aux jeunes malgaches. Il convient d'ajuster en parallèle l'effectif du corps enseignant dont la formation et les salaires seront payés par l'Etat pour décharger les parents et le FRAM. Les établissements scolaires seront garnis de bibliothèques pour étoffer l'éducation des enfants pour qu'ils deviennent de citoyens responsables face au développement.

VI.1.3-3 L'infrastructure sécuritaire

L'insécurité est l'un des facteurs néfastes à la productivité dans les campagnes. Comme il incombe à l'Etat d'endosser la responsabilité de veiller à la sécurité publique, il doit concevoir et mettre en œuvre une stratégie de prévention efficace pour protéger les biens et les personnes. Les systèmes de sécurité devraient être améliorés tant dans les villes que dans les campagnes. L'Etat devrait implanter dans chaque commune une unité opérationnelle de gendarmerie pour sécuriser la population et les biens.

De plus, les systèmes traditionnels informels devraient être renforcés. Ces structures se fondent sur la générosité et la solidarité des paysans afin de lutter contre l'individualisme et contre les délits. Un sentiment de sécurité amélioré est susceptible de retenir le paysan dans ses activités agricoles avec des retombées positives sur lui-même et sur la nation toute entière.

VI.1.3-4 Restauration de canaux d'évacuation d'eaux et sources d'eaux potables

Il paraît indispensable que l'Etat participe dans l'installation et l'entretien des canaux d'évacuation d'eau dans tous les milieux ruraux, notamment, à Ambatondrakalavao. Les dispositions ainsi prises contribuent également à limiter l'érosion et devrait permettre une parfaite maîtrise de l'eau ; tout cela, au bénéfice de la productivité et des conditions de vie de la population. Il s'avère aussi nécessaire que les services publics se chargent de l'installation et de la mise en marche de l'infrastructure de distribution d'eau qui soit conforme aux règles de l'OMS. Car l'accès à l'eau salubre et potable assure la bonne santé et de meilleures conditions de vie à toute la population.

VI.1.3-5 Création de zones d'intéressement en milieu rural

Les zones d'intéressement plus nombreuses en villes qu'à la campagne attirent les jeunes vers les milieux urbains. Pour retenir ces jeunes à la campagne, il convient d'y améliorer et d'y multiplier les centres de loisirs (terrains de jeux,...) et les centres culturels (écoles de danses, salles de spectacles,...). La création d'emploi artisanal et industriel en milieu rural constitue également des zones d'intéressement pour les jeunes. Faute de trouver d'emplois sur place, ils en cherchent ailleurs. Il est donc souhaitable d'encourager l'implantation en milieu rural d'unités agro-industrielles pour résorber le chômage local, ce en même temps de réduire l'importation et d'accroître l'exportation permettant de réduire l'importation et d'accroître l'exportation.

Les pouvoirs publics doivent s'atteler à multiplier la création de zones d'intéressement en milieu rural dans la mesure où cela améliore les conditions de vie et le bien-être, tout en limitant l'exode rural.

VI.1.3-6 Infrastructure routière et électrification

Les constructions routières et l'électrification sont les meilleurs moyens pour assurer de bonnes communications, tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur.

Pour que la population rurale toute entière puisse avoir accès à l'électricité, l'intervention de l'Etat est indispensable pour faciliter les branchements et pour en réduire les coûts grâce à des mesures assorties de réglementation favorables aux paysans bénéficiaires. La JIRAMA devrait accorder une attention toute particulière aux communes enclavées, ainsi qu'aux ménages à faibles revenus. L'électrification permet de relever la condition humaine et le niveau de vie, c'est pourquoi, elle nécessite de mobiliser tous les efforts.

Il a été déjà évoqué que le désenclavement rural revêt une importance capitale. La construction routière dans les campagnes est inséparable de tout effort de développement, surtout pour les régions le plus reculées. Le gouvernement actuel en fait une priorité comme investissements s'amortissant sur le très long terme. Les routes assurent la fluidité permanente des échanges et de la circulation des produits agricoles et des personnes, elles méritent à ce titre des mesures d'entretien et d'amélioration en permanence pour assurer un développement durable.

VI.1.3-7 Mise à disposition des infrastructures productives.

Pour briser le cercle vicieux du processus d'appauvrissement perpétuel que connaît

Madagascar actuellement, il faut améliorer la productivité de chaque individu.

Ainsi, la politique de développement agricole doit favoriser l'écoute de la voix des paysans, et doit passer par l'abolition du système actuel basé sur la concentration de la propriété terrienne, pour adopter une réforme agraire. Il s'agit d'une redistribution et d'une démocratisation de l'accès à la terre en faveur des paysans pauvres sans terres, et des chômeurs, afin qu'ils aient la possibilité d'avoir leur propre exploitation pour améliorer leurs conditions de vie. Parmi les obstacles qui empêchent cette démocratisation foncière, figure le modèle économique qui gagne du terrain dans tout Madagascar ; il s'agit d'un modèle basé sur la concentration des revenus, l'individualisme, et la recherche de profit. Il est donc souhaitable de mettre en place des réglementations qui définissent et qui limitent l'attribution des terres en milieu rural. La propriété une fois acquise devrait être protégée par la délivrance de titres fonciers réguliers. Pour y parvenir, il y a lieu de créer des services des domaines au niveau des communes. Lors de la mise en œuvre pratique de cette distribution foncière, l'Etat doit tenir compte en particulier de la répartition spatiale. Il s'agit d'organiser l'occupation de surfaces encore inexploitées à Madagascar à l'intention des paysans sans terres.

Encore faut-il que l'Etat doit assortir la réforme agraire de mesures d'accompagnement telles que la mise en place des infrastructures décrites précédemment, y compris la mise à disposition de ressources financières (crédits,...), la formation continue des paysans. La réforme agraire représente une solution à mettre en chantier contre la pauvreté et l'exode rural, car les descentes sur terrain aux fins d'enquêtes ont permis de constater que les paysans sont disposés à travailler et à fournir les efforts nécessaires pour s'en sortir ; seulement, il leur manque la terre à cultiver et les moyens y afférents.

VI.1.4-Remise en question des pratiques culturelles.

Le mécanisme d'appauvrissement en milieu rural touche tous les aspects, y compris le domaine culturel. Actuellement, il existe une contradiction profonde entre l'indigence économique et les richesses culturelles du pays. Ce constat fait l'unanimité des chercheurs. Les études menées par les anthropologues et investisseurs occidentaux ont débouché sur des solutions qui préconisent l'abandon de la culture malagasy puisqu'elle serait la source de la pauvreté. Aujourd'hui,

l'acculturation gagne du terrain dans tous les domaines ; cependant, une nation privée de ses racines serait-elle en mesure de produire ? Selon les études et les recherches que nous avons menées, ce ne sont pas toutes nos pratiques culturelles qui font obstacle au développement, mais la pauvreté tire son origine de causes multiples. Il est donc opportun de remettre en question les pratiques culturelles malgaches pour qu'elles ne soient pas des entraves au progrès, mais qu'elles deviennent plutôt des facteurs de développement et de bien-être pour toute la population

VI.1.4-1 La vulgarisation agricole

Certaines techniques et moyens traditionnels sont des facteurs qui empêchent des gains de productivité. Pratique culturelles et mentalités traditionnelles des paysans.

Cependant, les paysans ne sauraient améliorer leur productivité tant qu'ils ne décident pas d'abandonner les pratiques improductives citées précédemment, et tant qu'ils refusent d'adopter les innovations éprouvées. Les techniques nouvelles seraient acceptées par les paysans si elles ne bouleversent pas le système de production actuel. Il s'agit donc de nouvelles techniques qui respectent les pratiques culturelles et culturelles d'origine malgache. Il s'agit donc de concevoir et de pratiquer une politique de développement agricole qui soit conforme à la culture et à la capacité des paysans, au lieu de transposer à la lettre une politique agricole héritée des pays riches. En effet, les cultures occidentales et africaines sont tellement différentes.

C'est là que la vulgarisation agricole intervient juste à propos comme point de rencontre entre les mondes modernes et traditionnels. La vulgarisation agricole aura à dépasser la simple diffusion de produits (matériels, techniques, et financiers), sinon ce serait insuffisant pour améliorer la production et le bien-être des paysans. Les vulgarisateurs doivent proposer une nouvelle technologie respectueuse de l'environnement et, en outre, ils doivent veiller à l'assimilation de celle-ci par les paysans afin que ces derniers puissent en maîtriser l'adaptation à leurs propres cultures. Nous pensons que la présence des modernisateurs dans les milieux ruraux n'est favorable que dans ces conditions. Une vulgarisation agricole bien conduite comprend bien entendu une formation agricole qui enseigne les connaissances techniques, qui procure une assistance technique au stade pratique de la production,

qui fournit de nouveaux matériels en conformité avec les produits cultivés et avec les niveaux d'instruction des paysans, surtout ceux qui sont les plus démunis. Il est également à prévoir d'assurer un approvisionnement régulier en intrants agricoles (semences, fertilisants, pesticides...). En matière d'engrais, il est important de s'assurer un bilan positif sur les avantages et les inconvénients des produits chimiques. Les changements qui viennent d'être préconisés contribuent à accroître la production au bénéfice d'un développement durable, ce qui viendra modérer l'exode rural, conséquence de la pauvreté.

VI.1.4-2 Le changement de la mentalité malgache

Certaines mentalités traditionnelles, on en a cité précédemment, font obstacle au développement et méritent d'être éliminées. D'autres se révèlent plutôt bénéfiques et méritent d'être sauvegardées. Des pratiques coutumières en matière d'inhumation soulignent l'attachement viscéral des malgaches aux aïeux, et constituent pour cela des richesses culturelles indéniables. Seulement, le caractère ostentatoire des dépenses occasionnées par ces rites tend à accentuer la pauvreté de la population. Il convient donc de ménager l'identité culturelle malgache de façon plus rationnelle. Que les médias audio-visuels et les programmes scolaires encouragent les uns et les autres à pérenniser ces pratiques, il y a matière à se réjouir puisque le patrimoine culturel s'en trouve protégé ; toutefois, il faudra se garder des dépenses folles qui les accompagnent. Lorsque nous saurons gérer convenablement ces choses, nous ferons alors figure de pays modèle aux yeux du monde, et nul n'osera plus prétendre que notre culture puisse s'opposer au développement.

Toujours sur le plan culturel, il faut également éradiquer toutes mentalités susceptibles de conduire vers l'exclusion, l'inégalité sociale, comme la dévalorisation de la place de la femme dans la production, dans la vie sociale, et en politique. Citons aussi le travail des enfants qui entrave leur éducation et leur épanouissement. Il convient donc d'adopter une politique qui accorde de l'importance aux droits des enfants, et au statut de la femme au sein de la société et de la nation, en vue d'un développement pour tous. Une autre mentalité nuisible au progrès réside dans l'état d'esprit mesquin et calculateur chez les paysans, caractère basé sur l'individualisme et acquis au contact de l'étranger. Il faut renforcer l'esprit de solidarité chez les paysans, et faire en sorte que la révolution technique n'engendre

ni l'individualisme, ni la suppression des bonnes relations héritées des ancêtres.

Enfin, il ne suffit pas de s'évertuer à changer la mentalité des paysans ; encore faut-il le réussir chez les dirigeants à tous les niveaux de responsabilité. Ces derniers devraient accorder une place importante et la liberté d'opinion à tous, surtout aux jeunes, aux femmes, et aux paysans pauvres délivrés de la corruption.

VI.1.5-Promouvoir la participation sociale et politique

Le développement de la nation n'est pas une affaire privée des gouvernants, c'est une responsabilité qui incombe à tout un chacun. Le gouvernement actuel met en avant la bonne gouvernance et la démocratie de proximité comme moyen de faire participer et de rendre responsables les paysans et toute la population. Ce sont des instruments efficaces pour réduire la pauvreté pour autant que les efforts nécessaires soient consentis pour leur mise en application effective. A cette fin, il faudra s'engager dans une approche participative mobilisant tous les citoyens sans discriminations sociales (nobles et roturiers, riches et pauvres), géographiques (villes et campagnes), sexuelles (hommes et femmes), de générations (jeunes, adultes, vieux). Et surtout il faut valoriser le milieu rural et les couches vulnérables, car ces sujets sont les plus proches des problèmes à leurs racines, et il n'y aura pas de vrai développement qui puisse les ignorer. Les paysans sont les maîtres de leur espace. Pour qu'il y ait un développement local et national, il faudrait les laisser participer à la vie socio-économique et surtout politique de l'Etat. Ils doivent être aux premiers rangs des concepteurs et des bénéficiaires du développement. Ainsi, ils ne devraient plus rester objets récepteurs d'ordre, ce qui leur confère à la fois un statut d'acteur et de sujet de développement.

VI.1.51 La promotion de la décentralisation

Pour réaliser le développement, l'Etat met en application la décentralisation. Celle-ci (décentralisation) existe quand le pouvoir est élu par le peuple. C'est la possibilité concrète reconnue au peuple de se diriger lui-même. Elle moyen efficace pour atteindre la démocratie participative ; c'est-à-dire la remise du pouvoir décisionnel entre les mains des autorités locales pour gérer les affaires locales. Les collectivités territoriales décentralisées comprennent : les Régions et les Communes. Cette répartition a été conçue pour permettre d'associer directement les populations à la gestion de leurs affaires. Pour y parvenir et obtenir un développement durable, il

faudrait reconnaître aux Régions une vocation politique pour les permettre de gérer les biens communs et les collectivités régionales, sans se cantonner aux vocations économiques et sociales. Par ailleurs, les communes et les Régions devraient jouir d'une autonomie financière pour éviter de dépendre toujours du Pouvoir Central. Elles auront alors toute latitude pour trouver à l'étranger des ressources pour financer leurs investissements ; les ressources locales devraient leur suffire pour assurer le développement de la population locale.

L'application de la décentralisation devrait s'accompagner de :

- La dépolitisation de l'Administration, c'est-à-dire la suppression de toute connotation politique
- L'éradication de la corruption administrative
- L'amélioration des niveaux d'instruction des agents administratifs
- La promotion de l'accès de tous aux biens publics

VI.1.6-2 La promotion de la participation sur le plan fokotanal

La bonne gouvernance vise à assurer la participation plus large des citoyens et des organisations à la conception et à l'application des politiques. Dans le fond, cela exprime que le gouvernement actuel donne le pouvoir au peuple. Les solutions aux problèmes ruraux et urbains résident dans l'amélioration de cette gouvernance au niveau local. Il faudrait donc appliquer la Constitution qui stipule en son article 35 que : le fokonolona organisé en fokontany constitue un cadre d'échanges et de concertation participative des citoyens et que le fokontany est la base du développement. Il faut donc pour un développement effectif redonner à l'idée de fokonolona sa signification réelle sans perdre son rôle de symbole.

VI.2. En milieu urbain

Le développement authentique tient compte de l'amélioration de tous aspects de la vie dans une nation. Le milieu rural suscite une attention particulière du fait de l'importance en pourcentage de son effectif dont la grande majorité se trouve dans l'indigence. Cependant, compte tenu de l'interdépendance entre les mondes rural et urbain, on ne peut pas négliger le développement urbain. La démographie en milieu urbain ne cesse de croître, alors que le niveau de vie décline et les conditions de vie se détériorent. Pour assurer un développement par tous et pour tous, il faut résoudre les problèmes en milieu urbain concernant : la croissance démographique et le

chômage, l'inégalité et toutes formes d'exclusion sociales, l'accroissement du secteur informel, les sous-emplois, les bidonvilles, l'insécurité sociale, l'exploitation, la corruption civile et administrative, la méconnaissance des droits, et les problèmes d'assainissements etc.

VI.2.1-Le développement et l'éducation

Le développement d'une nation se fonde sur l'éducation. L'individu ne saurait évoluer ni faire évoluer la nation si des solutions ne sont pas apportées aux problèmes tels que : la déperdition scolaire, l'analphabétisme et l'illettrisme. Beaucoup d'efforts restent à fournir de la part de l'Etat par rapport aux réalisations déjà effectuées, et tant de catégories de gens ont besoin d'éducation, tout a été déjà dit à ces propos. Par conséquent, les affaires concernant l'éducation ne devraient pas être négligées, que ce soit en milieu rural qu'urbain.

VI.2.2-L'amélioration de la politique d'urbanisation

Le gouvernement actuel inclut dans sa politique le soin de donner un nouveau visage à la capitale d'Antananarivo, ainsi qu'à tous les milieux urbains de Madagascar. Le programme comprend : la réfection et la réhabilitation de rues, des trottoirs, des murs des halls, des tunnels, des marchés, des abris bus, des abattoirs, etc. La mise en application de cette politique est bénéfique puisqu'elle permet de se hisser au niveau des pays riches quant à l'esthétique des villes. Cependant, face à la pauvreté aggravée par l'exode rural, les activités de façade aux yeux de tous ne suffisent pas ; mais, il convient plutôt de s'occuper des plus démunis. Il vaut mieux que le gouvernement concentre ses actions sur des œuvres sociales touchant l'amélioration directe des conditions de vie de la population.

VI.2.2-1 Le relogement

Le gouvernement doit donc adopter une politique de dialogue vis-à-vis des plus démunis, notamment en faveur des migrants. C'est en se mettant à leur écoute que l'on peut leur redonner confiance en l'avenir. Ces derniers ont besoin d'une reconnaissance sociale s'appuyant sur une politique d'intégration socioéconomique, politique, et culturelle afin de résoudre leurs problèmes sociaux. Le relogement se préoccupe justement de répondre aux attentes et aux besoins de la majorité de la

population. Vivre dans des bidonvilles ou dans des sables villes interdit toutes perspectives d'avenir et empêche les gens d'améliorer leurs conditions de vie.

En outre, le relogement est un facteur d'intégration qui prémunit contre l'exclusion et la fracture sociale, lesquelles gagnent de plus en plus de terrain actuellement. Les caractéristiques de l'habitat déterminent le niveau de développement d'un pays. Il est donc primordial de reloger les gens grâce à une politique adoptée au niveau de l'Etat, assorties de mesures incitatives en faveur de nouvelles constructions immobilières, afin de mettre fin à l'anarchie urbaine. Une attention particulière serait alors accordée aux problèmes fonciers et financiers. Les entreprises de construction en bâtiments devraient alors se soucier d'ajuster convenablement leurs offres et prestations à la diversité des besoins exprimés.

VI.2.2-2 La formation professionnelle et technique

L'éducation et la formation professionnelle donnent aux gens l'accès à la qualification. Il en résulte une facilité d'embauche à de rémunérations meilleures. Ce secteur prend de plus en plus d'importance ; seulement, il reste encore hors de portée du grand nombre, et les formations fournies ne correspondent pas toujours aux besoins des entreprises. Par conséquent, l'Etat devrait prendre en charge la création de centres de formation professionnelle à l'intention des plus démunis, et faire en sorte que les centres de formation privés puissent se développer. Il convient aussi d'adapter la formation professionnelle et technique aux besoins et aux attentes des employeurs, en collaboration étroite avec eux.

En outre, il est indispensable de prévoir des recyclages fréquents dans le cadre d'une formation continue, dans la mesure où les progrès technologiques exigent une actualisation permanente des compétences.

VI.2.2-3 Création d'emplois et promotion des entreprises privées

Pour Smith, C'est le travail et lui seul qui produit, terres et capitaux ne sont que les moyens de travail, non productifs par eux- même. Pour enrichir la nation, il faut accroître les quantités de travail mises en œuvre et améliorer la productivité¹.

¹ In : Introduction aux théories économiques. Françoise Duboeuf. Edition la Découverte § Syros, Paris 1990 page 11.

Les réalités malgaches viennent justement le confirmer. Plus le nombre de chômeurs s'accroît, plus la nation s'appauvrit. En tant que source de revenus, la création d'emplois contribue largement à la réduction de la pauvreté urbaine. Ainsi, il s'avère nécessaire de fournir un effort national d'investissement pour la création et la promotion d'entreprises nationales, dans l'intérêt de tous. L'Etat doit mettre en place une stratégie incitative, multipliant et mobilisant les associations, ONG, etc. qui se lancent dans cette activité. D'autre part, il ne faut pas omettre de prévoir des réglementations appropriées en vue de protéger ces entreprises locales naissantes, encore fragiles et insuffisamment aguerries, dans un contexte de concurrence préconisée dans le système libéral.

Les entreprises franches déjà implantées ne doivent pas être négligées, car elles participent à la réduction du chômage. Dans le souci d'améliorer les conditions de vie des salariés, il serait opportun de fixer le SMIG à un niveau dépassant le seuil de pauvreté énoncé par le BIT. De même, les conditions au sein de ces entreprises devraient être améliorées pour respecter les droits de l'homme. L'Etat, les syndicats, et les organismes concernés devraient agir dans ce sens. Un travail rémunérateur pour chacun favorise la croissance économique, élimine la prolifération des opérateurs en secteur informel, prémunit contre les bidonvilles, l'insécurité sociale, et la fracture sociale.

A part les créations communautaires par la formation professionnelle, l'Etat doit aussi adopter une politique qui encourage les projets individuels ou familiaux, par le biais d'incitations fiscales, de facilités de financements etc.

VI.2.24 L'aménagement urbain

L'aménagement urbain s'avère nécessaire pour résoudre l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement la gestion des déchets et l'amélioration des infrastructures.

Entre les diverses institutions une collaboration étroite s'avère indispensable pour rendre effective l'installation en milieu urbain des fontaines publiques, des lavoirs, et autres services de voiries

Concernant la gestion des déchets qui pose actuellement des problèmes énormes à la commune urbaine d'Antananarivo à cause de leurs quantité, il faudrait rechercher des décharges annexes pour désengorger le site d'Andralanitra pour éviter des

problèmes aux habitants du voisinage. Les composts tirés de ces déchets devraient pouvoir remplacer avantageusement les engrais importés tellement coûteux ; l'Etat devrait définir une politique qui met à profit cette opportunité. Il est également possible de recycler en partie ces déchets pour obtenir d'autres produits utiles (matières plastiques,...). Il y a donc lieu de rechercher ou de former des techniciens aptes à gérer les déchets.

En matière d'infrastructure, l'Etat s'engage déjà avec un effort soutenu dans une politique orientée vers l'accès de tous à la santé, à l'éducation, au développement. Les objectifs ainsi visés concernent l'amélioration de la santé de chacun, de la mère et de l'enfant, l'éducation de tous les enfants afin qu'ils deviennent productifs. Toutefois, il convient de renouveler et accroître ces infrastructures pour couvrir les besoins de tout le monde. Il faudrait se pencher aussi sur les problèmes particuliers aux milieux urbains, tels que : les maladies provenant de l'insuffisance d'eau potable, les maladies causées par les problèmes de traitement des ordures ménagères, des fumées d'échappement des voitures, et des effluents chimiques des entreprises en zones franches. L'aménagement de ces ensembles suppose une approche spécifique qui ménage l'autonomie de chaque participant, jusqu'aux plus pauvres. Il s'agit d'investissements lourds en matière d'infrastructure, de traitement d'ordures, d'adduction d'eau potable.

CHAPITRE VII : OPERATIONNALISATION DES STATUTS DES FACTEURS DU DEVELOPPEMENT ET PARTAGE DE RESPONSABILITES.

Certes, le monde entier affiche un consensus sur l'objectif : réduction de la pauvreté

et autosuffisance alimentaire ; seulement, exigences de développement et stratégies pour y parvenir ne seront pas nécessairement identiques. Il existe tellement de diversités de situation entre, d'une part, les capacités financières et technologiques entre pays riches et pays pauvres ; et d'autre part, entre les nantis minoritaires et les démunis majoritaires.

Nous ne sommes pas opposés à l'application de normes universelles, dans la mesure où nous ne pouvons pas rester indifférents au système mondialisé ; cependant, nous proposons dans ce 7^{ème} chapitre un développement qui réponde aux exigences particulières de la population locale, tout en considérant les valeurs socioculturelles et économiques de notre pays. Nous n'écartons pas les 3P, partenariat privé public, mais nous préconisons par contre une approche participative qui fasse intervenir les membres de la communauté locale. Les populations doivent s'engager dès la phase de conception des stratégies par leurs propres recherches de manière à les inciter à une participation dynamique au stade de la réalisation.

Une telle approche participative doit remettre en question le mode de répartition du produit national en tenant compte de la dimension microéconomique. Ainsi, le pays doit suivre une ligne de développement ascendante, marquée par un transfert de concept et de stratégie élaborée au niveau de la cellule de base, tout en prenant en considération les facteurs socioculturels financiers, environnementaux, et techniques. Cette politique de développement requiert une réelle volonté de l'Etat à appliquer une bonne décentralisation et une bonne gouvernance qui assignent aux cellules de base (Fokontany) un pouvoir de décision, et des possibilités réelles de participation. Cette méthode constitue un facteur de synergie entre diverses institutions sur laquelle se base le développement rapide et durable.

VII.1. De la participation paysanne et citadine.

Pour réaliser vraiment les fonctions du Fokontany : « cellule de base du développement », « lieu de participation », et « représentant administratif », il doit tout d'abord s'impliquer dans la conception des politiques accordant une large part aux analyses et recherches sur les réalités locales, et fixant comme priorité l'exploitation paysanne et familiale.

Chaque Fokontany a ses propres potentialités, besoins, problèmes, et particularités ; il appartient donc à chacun de définir les siens propres. Ensuite, la cellule de base

bénéficiaire doit supporter directement sa part de charge dans l'élaboration et la réalisation, financièrement et physiquement (travail).

VII.1.1 La conception et la recherche

C'est la cellule de base qui

Effectue le recensement des problèmes comme l'exode rural, l'insécurité, l'insuffisance des terres, etc.

Détermine toutes les causes de ces problèmes sur les plans social, économique, historique, culturel, politique ; les causes de l'exode rural, l'insécurité...

Prend connaissance des données démographiques, la pyramide des âges, les niveaux de scolarisation, les potentialités, l'étendue des terres encore disponibles, les richesses naturelles, et s'efforce d'exploiter ces potentialités.

Identifie les infrastructures utiles.

Etudie ensemble les causes de pauvreté et d'inégalités économiques.

Examine les richesses culturelles qui méritent l'attention et celles qui devraient être abandonnées pour assurer le développement.

Etudie les conditions écologiques (climat, sols eaux,...) de manière à sélectionner les produits les plus rentables.

De telles occupations sont de nature à attacher la population au terroir puisqu'elles la rendent consciente du bien commun. De même, la politique de développement s'en trouve bien ciblée. La mise en œuvre sera facilitée par la connaissance des potentialités de chacun et de ses problèmes.

VII.1.2-La participation et la réalisation.

La réalisation du développement réclame une participation active de la population. Elle exige une mentalité résolue à se libérer de la pauvreté et de l'ignorance, ainsi que de toutes dispositions d'esprit à l'origine de cette pauvreté. Il faut repérer et encourager les personnes ayant franchi la classe de troisième des collèges à alphabétiser leurs concitoyens, à les éduquer, et à les former.

Tout le monde doit contribuer à l'effort commun dans tous les domaines (fiscal, cotisations, apport de travail, suggestions,...), à travers diverses commissions villageoises telles que :

Organisation de la communauté villageoise, et mise en place d'une commission pour assurer la sécurité «vaomieran'ny fandriampahalemana », dans le cadre d'une

étroite collaboration entre les quartiers mobiles et les gendarmes ou policiers locaux. Création de commissions pour la santé au service du fokonolona, surtout de la mère et de l'enfant.

Mise à contribution de ceux qui ont la capacité intellectuelle nécessaire pour dispenser des formations en matière de santé, en faveur de la population, et après avoir reçus eux-mêmes les directives utiles (ONN, UNICEF)

Création de commissions culturelles, permettant aux villageois de se partager les acquis les uns aux autres, et de valoriser les coutumes traditionnelles à travers les « takariva amorom-patana » pour faire revivre les récits au coin du feu de contes et légendes, les proverbes, face à la mondialisation.

Mise en place de commissions éducationnelles, en vue de susciter chez les jeunes une vocation tournée vers l'enseignement et vers la formation sur l'élevage, l'agriculture et l'artisanat.

Il convient d'accorder à l'environnement une attention, une protection, et une amélioration constantes, à travers des chantiers de reboisements, de nettoyages collectifs des villages, la mise en place de lavoirs publics, de W.C., de réseaux d'évacuation d'eaux usées, etc. Il faut entretenir l'esprit de solidarité au niveau du fokontany entre intellectuels, manuels, techniciens, financiers, en vue d'une ascension sociale collective, en toutes circonstances : dans la joie comme dans la peine. Il est aussi avantageux de favoriser l'émergence des entrepreneurs agro-industriels locaux.

VII.1.3-Suivi-Evaluation.

La cellule de base reste le tout premier responsable en matière de suivi évaluation, de toutes les actions de développement dans la localité. L'implication en tant qu'acteur et bénéficiaire des projets de développement engendre le sens des responsabilités chez les sujets face à l'entretien et au maintien en bon ordre des biens communs.

VII.2. La responsabilisation des techniciens et des patriotes malgaches.

La participation et la responsabilisation ne s'arrêtent pas au niveau des commissions, mais doivent toucher chaque personne en tant qu'individu au sein de la cellule de base de développement.

Ceux qui ont bénéficié d'une éducation poussée, jusqu'à devenir chercheurs,

devraient s'appliquer à contribuer au développement du pays. Il en est de même des représentants des ministères, des syndicats professionnels, des partis politiques, etc. Tous ces gens de bonne volonté seront pétris de patriotisme et sauront concilier leurs intérêts personnels avec l'intérêt général, avec des égards particuliers envers les plus pauvres.

Toutes ces personnalités serviront d'appuis aux fokonolona dans tous les domaines : Ils élaboreront les plans de développement avec le fokonolona.

Ils fourniront des suggestions et des procédures.

Ils sauront définir des types de recherche et de travail à entreprendre ; ils fourniront toute assistance aux fokonolona dans la réalisation des projets.

Ils accompagneront les fokonolona dans la conduite et l'acheminement des décisions vers les instances supérieures : communes, régions, Etat.

VII.3. Les hautes responsabilités de l'Etat

VII.3.1-L'Etat coordonnateur

C'est l'Etat qui coordonne, qui met en forme les décisions du peuple ; facilitateur, il intervient directement pour satisfaire les besoins du peuple, et il met en place les lois et les réglementations en vue d'atteindre les objectifs. Les programmes doivent se baser sur les besoins des cellules de base pour que ce soit les malgaches eux-mêmes qui restent titulaires de la politique de développement. C'est l'Etat qui met en place la stratégie pour la réalisation des programmes conçus par le peuple en accordant la priorité des priorités aux impératifs de ruralité.

VII.3.2-La promotion de la bonne gouvernance

Par conséquent, l'Etat doit promouvoir la bonne gouvernance. Il convient de renforcer les contrôles démocratiques des responsables par une réforme globale de l'Administration publique. L'Etat assure le bien-être par les voies justes. Il faut s'éloigner de toute malhonnêteté intellectuelle, de toute mauvaise foi, de toute corruption. Un changement de mentalité doit s'opérer au sein de la population, surtout chez les détenteurs de pouvoirs, les agents administratifs, les détenteurs de capitaux de toutes origines. Seul un changement de mentalité peut profiter au peuple dans son ensemble et non plus à l'avantage exclusif des plus forts.

VII.3.3 La promotion de la démocratie et de la décentralisation

Pour réussir une politique basée sur des solutions plus locales et non occidentales, l'Etat doit promouvoir la démocratie et la décentralisation. Ainsi, il doit mettre au point, de concert avec les cellules de base, un programme en vue d'améliorer les lois et les réglementations qui accordent plus de pouvoirs et de responsabilités aux fokontany, communes, et régions. L'Etat doit rechercher aussi la stratégie pour réaliser une décentralisation effective. Les divers organes d'animation, les bureaux administratifs doivent s'implanter près de la population pour qu'il y ait une collaboration opérationnelle.

VII.3.4-L'approche participative

C'est l'Etat qui doit apporter les structures nécessaires pour faire fonctionner correctement les diverses commissions pour une participation effective de la population.

VII.3.5-La protection des richesses nationales

La politique de l'Etat doit être claire en ce qui concerne les richesses malgaches : aires protégées, propriété foncière, écosystème, richesses minières et halieutiques. Les lois et réglementations veilleront à ce que ces richesses profitent aux malgaches. Il en est ainsi des régimes de propriété foncière et des services administratifs y afférents (domaines, ...). L'Etat doit réussir son rôle de coordinateur, de facilitateur, en faveur des opérateurs (organismes, secteur privé, individus,...) qui agissent pour le bien-être de toute la population.

VII.3.6-La motivation

En même temps, il convient de prévoir un processus motivationnel comme la réforme agraire la dotation en équipements, en semences, en fertilisants, en techniques agricoles vulgarisées conformes aux particularités de chaque site (pédologie, économie, ressources,...).

Mise en place des circuits financiers et bancaires selon les besoins de la population.
Déploiement des institutions de micro crédits à des conditions compatibles avec les réalités locales.

De plus, il faut assurer les approvisionnements nécessaires aux projets de développement à la charge du fokontany.

VII.3.7-La mise en place des infrastructures

L'Etat doit planifier également la mise en place des infrastructures nécessaires. Amélioration des réseaux routiers vicinaux pour assurer convenablement la circulation des biens et des personnes.

Extension des marchés pour développer les échanges.

Sans omettre les infrastructures sanitaires, éducationnelles, culturelles, et l'électrification rurale.

VII.3.8-La recherche de débouchés

L'Etat prendra sous sa responsabilité la recherche de débouchés commerciaux pour les paysans. Il veillera sur l'équilibre entre prix des produits agricoles primaires, d'une part ; et les prix des produits manufacturés d'usage courant, d'autre part. Ainsi, l'Etat devrait adopter une stratégie claire pour faciliter la délivrance de l'emprise de la libéralisation sauvage sur les marchés à l'heure actuelle. Il est nécessaire de soutenir la production locale. Une saine concurrence s'impose avec l'application effective d'un code de concurrence loyale, en prévention contre toute tendance monopolistique sur les marchés. Une stratégie nationale est nécessaire pour inciter les malgaches à acheter de préférence les produits «made in Madagascar »

VII.3.9-La formation professionnelle et l'éducation

L'Etat doit jouer un rôle de premier plan.

L'Etat doit se préoccuper d'abord de la mise à niveau du savoir faire au sein des services des régions, communes, et fokontany.

C'est l'Etat qui se charge de la formation des membres des commissions de développement au sein des collectivités décentralisées (formation de formateurs).

L'Etat assurera la couverture du territoire par des centres de formation (lycées,...) agricole et professionnelle. Il faudra alors veiller à un libre accès de toutes les couches sociales à ces centres de formation.

Les programmes d'enseignement à tous niveaux accorderont une place prépondérante aux secteurs agricoles, de l'artisanat, porteurs d'emploi. La formation scolaire devrait rééquilibrer et alterner les séances en salle et sur le terrain.

L'Etat devrait soutenir les parents pour éviter toute déperdition scolaire pour insuffisance de ressources. L'assistance pourrait prendre la forme de subventions (frais de scolarité), distributions de fournitures scolaires ou de bourses d'études.

Le corps enseignant devrait être renforcé en quantité et en qualité. Il faudra aussi leur assurer une motivation bien conçue. L'extension de l'effectif des enseignants constitue également un moyen de lutte efficace contre le chômage.

Parmi les matières enseignées en classe devrait figurer une discipline à part, traitant la culture, la civilisation malgache, ... Ainsi devrait s'opérer plus facilement le changement de mentalité tant souhaité.

Le malgache apprendra de cette façon à discerner ce qu'il faut retenir et ce qu'il faut abandonner en matière de choix culturels.

VII.3.10 Sur le plan culturel

Il convient d'adopter une stratégie qui soit profitable au grand nombre sur les plans fokotanal, communal, et régional. L'Etat mettra en place au niveau des fokontany des structures pour développer et protéger la culture. Il faut mobiliser tous les vecteurs médiatiques : TV, radios, écoles, familles,... pour expliquer en quoi la civilisation et la culture malgaches ont-elles des valeurs sacrées. Les malgaches entretiennent depuis toujours le sens de l'éthique et de la morale. La conscientisation vaut mieux que les sanctions, les mesures draconiennes, et les lois contre la corruption qui s'avèrent inefficaces jusqu'à présent. La crainte de Dieu constitue une valeur éthique certaine, la solidarité, la reconnaissance de la valeur sacrée de la vie, la confiance réciproque. C'est pourquoi, il faut faire preuve de discernement pour trier, en premier lieu, ce qui est bon à retenir, et ce qui est néfaste au développement, à abandonner, voilà pour la culture malgache ; et en deuxième lieu, pour la culture étrangère, il faut écarter ce qui est nuisible à l'identité malgache, et adopter ce qui est favorable à un véritable développement. L'Etat est ainsi amené à définir une stratégie pour réussir le greffage entre l'agrégat culturel et la modernisation

VII.3.11-L'animation du secteur privé.

L'Etat doit appuyer les entreprises privées en matière financière et en matière de débouchés commerciaux. Il doit rechercher les partenariats utiles y afférents.

Il doit inciter et soutenir les nationaux malgaches à investir dans le secteur agro-industriel. Les unités agroalimentaires spécialisées et décentralisées peuvent mettre

en valeur les richesses particulières des régions, communes, et fokontany ; améliorant par là l'épargne et le revenu des paysans (exemples : Ambatolampy/pommes de terre ; Arivonimamo/ananas ; Anjozorobe/maïs...). Il devrait en résulter des avantages substantiels en termes économiques : les perspectives d'exportation dans ces domaines sont de nature à redresser la balance des paiements, avec rééquilibrage des changes en faveur de la monnaie Ariary ; tandis que la diversité des produits réduit la dépendance vis-à-vis des marchés. Sur le plan sanitaire, le pays importe des quantités de produits pharmaceutiques à des prix exorbitants. Or, les plantes médicinales aux vertus parfois miraculeuses foisonnent dans l'île. Il s'agit d'une opportunité, source de richesse inestimable pour le pays. Il appartient à l'Etat de prendre les mesures nécessaires.

L'Etat devrait favoriser les entrepreneurs nationaux, car ces opérateurs sont animés par des sentiments respectueux des valeurs culturelles malgaches ; c'est pourquoi, ils sont plus aptes à apporter un développement véritable pour le pays. Il faudrait recenser les problèmes des entreprises malgaches et légiférer dans le sens conforme aux intérêts du secteur privé malgache dans la mesure où il ne peut pas encore subir sans dommages les dures lois du marché. De telles mesures sont de nature à briser l'emprise des monopoles actuels¹, ce qui devrait motiver davantage les entrepreneurs.

VII.3.12-L'affranchissement

Une croissance équilibrée devrait s'affranchir d'une dépendance excessive vis-à-vis de l'étranger. Les plans pour y parvenir ont déjà été esquissés à propos des responsabilités de l'Etat traitées précédemment, sur les plans financier, politique, et culturel. Cependant, la dépendance technique est également source de pauvreté. Il faudrait donc orienter les professeurs, techniciens, chercheurs, etc. vers des activités sur terrain, de manière à fournir leur assistance au peuple et aux agents de l'Administration.

VII.3.13-La mise en valeur des richesses nationales

Les plans de développement proposés ici reposent sur la satisfaction qu'il convient de fournir aux besoins directs de la population, surtout les plus démunis. Le pays dispose des ressources nécessaires à cette fin et peut donc sortir de la

¹ Rapport du CONECS, décembre 2008

pauvreté, car Madagascar regorge de richesses inestimables. Encore faut-il adopter la bonne politique pour leur mise en valeur, sans omettre les mesures législatives et réglementaires qui favorisent l'exploitation par des entrepreneurs malgaches. Pour atteindre les objectifs : autosuffisance alimentaire et réduction de la pauvreté, Madagascar devrait s'appuyer plutôt sur ces richesses, au lieu de s'accrocher sans cesse aux aides et aux financements extérieurs. Face à la pauvreté toujours croissante, ces aides n'engendrent que des dépendances politiques, économiques, et financières, sans qu'il y ait développement substantiel pour le grand nombre. Ce sont les richesses les plus convoitées par les étrangers qui méritent le plus de protection.

Le territoire malgache est très vaste. Près de 1.300.000 ha de surface restent encore inexploitées.

La fertilité des sols et la diversité des climats autorisent une grande variété de spéculations agricoles.

Nos richesses concernent le sol, le sous-sol, la flore ; et les ressources halieutiques.

Nos sites touristiques d'une diversité exceptionnelle offrent un attrait certain aux visiteurs de tous les horizons.

Le peuple malgache si réputé pour son hospitalité remarquable est aussi reconnu pour sa sagesse et son éthique morale.

Madagascar est également en possession de richesses artistiques et culturelles inestimables.

Voilà les principales richesses à la disposition du pays pour servir de sources de revenus, et pour réaliser sa politique de développement. L'exploitation, l'entretien et la protection de ces richesses devraient être effectuées au profit de la grande majorité des malgaches, surtout parmi les démunis.

En ce qui concerne les aides fournies par les pays étrangers, elles devraient être orientées vers des actions de développement en conformité avec les priorités et les nécessités nationales, telles qu'elles ressortent des besoins exprimés par les cellules de base.

Pour terminer, le développement véritable doit considérer les capitaux comme un instrument et non comme un maître. D'autre part, patriotisme et honnêteté intellectuelle devraient faire partie des vertus de tous les responsables.

Les politiques, méthodes, et stratégies qui viennent d'être exposées sont aptes à accroître le PIB malgache, et à améliorer les conditions de vie dans chaque foyer. L'accroissement du revenu par ménage dégage des suppléments de revenu et permet d'éradiquer la pauvreté, laquelle se trouve à la base de l'exode rural dans les campagnes, et de la désintégration socio-économique, politique, et culturelle dans les villes.

VII.4 Les organismes non gouvernementaux.

Ces derniers jouent un rôle primordial dans la croissance économique de Madagascar.

Les ONG existent en grand nombre dans le pays. Plus que la quantité, c'est l'adéquation des projets avec la politique nationale qui compte vraiment pour assurer un véritable développement ; c'est-à-dire que les projets doivent répondre aux besoins directs de la population locale.

Plutôt que l'inverse, il appartient donc aux ONG d'adapter leurs stratégies et leurs méthodes, aux réalités locales et aux besoins de la population, compte tenu des facteurs socioculturels, politiques, et géographiques. Les initiatives doivent prendre naissance au sein des sociétés rurales et urbaines, en réponse aux besoins de la population, surtout les plus pauvres.

VII.4.1-Création d'emplois

Les ONG devraient alors s'engager dans la création d'emplois et dans la promotion d'activités de développement au niveau des régions jusqu'aux cellules de base. Les projets concernés devraient correspondre aux besoins du grand nombre, surtout les plus pauvres. Les ONG devraient poser des conditions adaptées aux capacités financières de tous et aux aspects socioculturels. Ainsi, il faut encourager le développement des CEFOR, CECAM, OTIV, tout en corrigeant les tendances trop poussées vers un esprit néo-libéral.

VII.4.2-Réinsertion et réintégration sociale

En collaboration avec l'Etat, les ONG devraient prendre en charge la réinsertion et la réintégration des personnes défavorisées. L'ONG ASA, par exemple, travaille en faveur des familles pauvres qui soient prêtes à fournir l'effort pour réussir une

réinsertion progressive au sein de la société. Cependant, la cotisation initiale (10.000 Ariary)¹ constitue une barrière infranchissable pour les plus démunis, c'est-à-dire pour ceux qui en ont le plus besoin... Une subvention initiale paraît nécessaire ; ou, encore mieux, l'ONG devrait reconsidérer son mode d'intervention pour s'adapter aux réalités du terrain.

VII.4.3-Autres activités

Au-delà des préoccupations d'ordre matériel, les ONG devraient élever leurs interventions à des niveaux moins terre à terre. Ainsi, les ONG doivent s'occuper de : La formation, non seulement de la population cible, mais aussi des formateurs dans les commissions de développement chargées de travailler ensuite sur le terrain. De nombreux ONG sont engagés sur de tels chantiers ; seulement un effort de décentralisation s'avère nécessaire pour déployer les actions au-delà des régions et communes, et pour obtenir des retombées réelles sur la population. Il en est ainsi des foyers religieux comme le centre social arrupe Faravohitra, le BUCAS avec le CEF (éducation), le CJS (justice sociale), le CCS (communication sociale) etc.

La protection des droits de l'homme, des enfants, de la femme, des salariés, etc. pour progresser ensuite vers l'idée plus élevée d'un Etat de Droit.

La mise en application de la démocratie, avec la prise de conscience des implications que cela comporte sur les rapports politiques et sociaux au sein de la société.

Promotion de mentalités favorisant l'ouverture d'esprit chez les responsables et chez toute la population, de manière à adopter une attitude réceptive mais sélective face à l'innovation véhiculée par les médias de plus en plus envahissants avec les progrès technologiques actuels.

VII.4.4-Conditions requises

En tout état de cause, les ONG auront à observer scrupuleusement quatre conditions requises :

Les motivations qui animent les ONG et leurs membres devraient être dominées par

¹ lire Diary fafy ; Centre d'Appui et de ressources pour les ONG ; 2007

l'amour de la patrie, et par le désir sincère d'améliorer les conditions de vie de toute la population, surtout les plus défavorisés.

Les efforts des ONG devraient viser en priorité les cellules de base qui devraient constituer leur terrain de prédilection, au lieu de rester seulement au niveau des communes et des régions.

Les projets de développement devraient apporter des réponses directes aux attentes de la population ciblée, dans le respect des priorités reconnues, et en conformité avec les conditions socioculturelles et géographiques locales.

Les conditions d'intervention des ONG devraient rester faisables effectivement de manière à ce que toute la population puisse en profiter.

Conclusion partielle

Nous avons vu dans cette dernière partie que les exigences de développement ; tant en milieu urbain qu'en milieu rural devraient se baser sur les réalités sur le terrain, et devraient couvrir tous les secteurs : social, économique, culturel, et politique. Cependant, ces exigences ne sauraient être satisfaites si l'Etat ne met pas en place une structure qui accorde de l'importance, d'une part, aux responsabilités qui reviennent aux populations, et d'autre part, aux richesses préexistantes dans le pays. Ainsi, c'est la cellule de base qui constitue le centre et le fondement du développement à Madagascar. Il est le principal centre de décision. C'est le peuple qui est à la fois : acteur, concepteur, chercheur, réalisateur et bénéficiaire.

A cette fin, la cellule de base devra collaborer étroitement avec : les techniciens, les chercheurs, les syndicats, et divers ONG.

CONCLUSION GENERALE

Trois quarts de la population mondiale habitent à la campagne. Depuis la fin du XIXe siècle, on observe toutefois un phénomène de migration qui tend à réduire progressivement cette proportion. La tendance actuelle se traduit par un passage d'une société traditionnelle rurale vers une société urbaine. L'époque moderne, avec le processus de développement industriel, voit une nette intensification des migrations.

Dans les pays occidentaux comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'exode rural fut grosso modo terminé avant le XXe siècle, et on parle même maintenant de rurbanisation. Par contre, dans les pays du Sud, ce phénomène se poursuit jusqu'à maintenant, après avoir connu un vif essor depuis la vague de libéralisation économique des années 80.

C'est justement cette libéralisation qui constitue, sur le plan international, un accélérateur de l'exode rural dans les pays en voie de développement, selon l'exposé dans le cadre théorique (1ère partie du mémoire). On assiste actuellement à Madagascar, comme dans la majorité des pays du Sud, à une dépopulation paysanne et à une urbanisation anarchique.

Pourtant, c'est le milieu rural qui pourvoit à l'alimentation de la nation toute entière.

Or, c'est en milieu rural, où vivent 80% de la population, que la pauvreté sévit le plus. Face aux problèmes insurmontables engendrés par cette pauvreté rurale, et sous l'attrait irrésistible exercé par les villes, beaucoup de paysans quittent le terroir pour rejoindre les centres urbains.

Les enquêtes que nous avons menées dans la commune rurale d'Ambatondrakalavao ont confirmé nos hypothèses sur les principaux facteurs accélérant cette migration.

Le facteur technico-économique se manifeste par l'insuffisance de terres aménagées, de moyens de production, et de financement, d'une part ; et, d'autre part, par des pratiques encore rudimentaires en matière de technique de production, de méthode culturale ; en outre, l'enclavement entrave sérieusement la circulation des biens et des personnes, avec des conséquences néfastes sur le revenu et l'épargne.

Les facteurs climatiques se trouvent encore aggravés par le manque d'infrastructure telle que les ouvrages hydrauliques.

Les facteurs socioculturels, partant de la structure sociale (âge, sexe, caste,...), engendrent inégalités et exclusion sociales ; l'insécurité sociale, le manque d'infrastructure, d'instruction, de formation technique et professionnelle, les usages locaux ou d'origines étrangères nuisibles au développement, accentuent encore la pauvreté.

Les facteurs politiques tels que la corruption, la politisation de l'Administration, la décentralisation défailante, sont autant de problèmes difficiles à résoudre.

Parmi tous ces facteurs, c'est l'aspect économique qui prédomine, selon les résultats des enquêtes. C'est la pauvreté et l'exploitation subies qui poussent les paysans à migrer en ville où ils espèrent en vain trouver des conditions de vie meilleures.

Ainsi, l'exode rural et les problèmes qui l'accompagnent se présentent comme un phénomène incontournable. Il est toutefois possible d'en assurer le contrôle dans une certaine mesure. A cet effet, l'Etat, le secteur privé, et même chaque individu doivent fournir les efforts nécessaires.

Par ailleurs, les enquêtes effectuées en milieu urbain (à Mananjara Ouest IV^e arrondissement) attestent que la venue des paysans constitue un lourd fardeau, et provoque une anarchie en ville. L'insuffisance de mécanismes d'intégration

socioéconomique en est la principale cause. En outre, ces paysans démunis sur le plan matériel, mais aussi sur le plan éducationnel, sont mal armés dans une lutte sans merci pour la survie en ville. Il en résulte une insécurité sociale accrue, et une prolifération des bidonvilles, des activités du secteur informel, des sous-emplois. Dans un premier temps, les premiers flux de migrants ont été absorbés par les entreprises franches ; mais une fois ces besoins saturés, les nouveaux venus se trouvent condamnés à vivoter. De toute façon, les entreprises franches ne parviennent guère à offrir des conditions de vie substantiellement améliorées aux ouvriers et à leurs familles. D'après nos analyses, l'exode rural pose donc d'innombrables problèmes aux villes, sur les plans économique, social, et culturel.

Or, la politique générale de l'Etat, et la politique d'urbanisation actuelle ne parviennent pas à résoudre ces problèmes. D'autre part, les jeunes gens quittant les campagnes exercent une ponction sur les forces productives, notamment, sur la main d'œuvre en milieu rural. La déformation de la pyramide des âges qui en résulte affecte la production et engendre encore plus de précarisation de la vie des paysans. Lorsque les enfants se trouvent excessivement sollicités pour pallier l'insuffisance de main d'œuvre, il s'ensuit inévitablement une déperdition scolaire et un analphabétisme dramatiques. Comme le phénomène se propage de père en fils, ce sont les générations futures qui se trouvent sacrifiées.

Force est de constater que Madagascar se trouve ainsi enfermé dans une spirale de la pauvreté. La pauvreté dans les campagnes pousse les gens à venir en ville. Faute de mécanismes d'intégration, les migrants arrivés en ville aggravent encore la pauvreté urbaine. En somme, il ne peut en résulter qu'une pauvreté accrue à l'échelle nationale. C'est pourquoi, notre étude couvre à la fois le milieu rural et le milieu urbain pour la recherche d'une dialectique ville-campagne. Les programmes de développement successivement appliqués à dans le pays : DCPE, DSRP, et MAP en liaison avec le PAS, tous prétendent réduire cette pauvreté, tous ont visé l'autosuffisance alimentaire, et tous dépendent des aides et des collaborations avec des bailleurs de fonds extérieurs. Pourtant, Madagascar compte 50 ans d'indépendance, 50 ans de pauvreté toujours croissante. Pour ne prendre qu'un exemple en milieu rural, la libéralisation appliquée dans les zones enclavées provoque la chute des prix des produits agricoles locaux ; alors que les prix des

produits manufacturés d'usage courant grimpent. Un tel déséquilibre ne peut qu'engendrer et entretenir la pauvreté.

Madagascar reste toujours sous la dépendance des pays riches sur les plans financiers, techniques, et même idéologiques et politiques, car il faut se rappeler que le MAP a été élaboré en concordance avec l'OMD. Cette pauvreté persistante nous interpelle à remettre en question notre politique de développement. La Banque Mondiale a compromis la capacité des pays à déterminer leurs propres stratégies de développement ; ce qui contribue à l'aggravation de la pauvreté et à la dégradation de l'environnement.

Justement, nos analyses et réflexions nous conduisent à soutenir avec une ferme conviction que le modèle de développement efficace pour Madagascar doit puiser ses méthodes dans ce qu'il y a de meilleur dans sa propre culture ; il doit également prendre son origine à partir des cellules de base ; enfin, les projets issus de ces processus participatifs devraient couvrir tous les domaines dans un sens d'horizontalité pour engendrer synergie et réformes dans tous les secteurs. Notre étude contribue à la résolution des différents problèmes liés à la pauvreté afin de réduire l'exode rural. Une étude qui veut directement intervenir sur les causes de cette pauvreté et non sur les conséquences, de sorte que l'issue soit une éradication totale, et non une simple réduction.

Nous proposons donc un développement autocentré qui insiste sur la nécessité de compter sur nos propres forces (ressources naturelles, humaines, et culturelles), avant de recourir aux aides extérieures. On l'a vu dans le cadre théorique, et on l'a constaté au niveau du vécu, les aides extérieures ne suffisent pas à apporter le développement puisqu'elles s'arrêtent uniquement au domaine vertical, sans se préoccuper de l'aspect horizontal. Par conséquent, dans une optique dialectique ville-campagne, l'Etat devrait adopter des mesures qui vont dans le sens de l'intérêt de l'exploitation paysanne.

Cela consiste à valoriser le fokonolona par le biais d'une approche participative, et par l'application d'une bonne gouvernance authentique. Seul le fokonolona est en mesure de reconnaître et de formuler ses propres besoins, et de fournir ainsi les éléments nécessaires à l'élaboration des stratégies et des planifications susceptibles d'améliorer les conditions de vie de chacun, et d'affronter la mondialisation dans de

meilleures conditions. La participation du fokonolona intervient donc dès la conception, pour se prolonger ensuite au niveau de la réalisation par des apports en travail (HIMO : Haute Intensité de Main d'œuvre) et en financement (cotisations sociales, fiscalité), et pour se terminer au stade du suivi et de l'entretien des biens communs, avec la pleine conscience d'être à la fois acteur, bénéficiaire, et responsable. Dans ces conditions, il n'y aura plus de plans ni de stratégies décrétés uniquement d'en haut, et dépendant exclusivement de l'extérieur. Nous disposons de nos propres moyens pour progresser, mais nous les avons trop négligé jusqu'à maintenant. Quant aux aides extérieures, il faudra en assurer une saine gestion pour qu'elles profitent, non pas à une minorité, mais à toute la population selon une ligne d'horizontalité. En y ajoutant les changements de mentalité nécessaires, dans le respect d'une honnêteté intellectuelle irréprochable, nous verrons que le développement ne manquera pas au rendez-vous.

En bref, voici les idées maîtresses de nos propositions : utilisons nos propres richesses préexistantes, et la pauvreté sera complètement éradiquée ; appliquons des principes simples mais efficaces comme l'approche participative du fokonolona, la bonne décentralisation, la valorisation des cellules de base en tant que centre de décision et de participation, promoteur du développement, et représentant administratif.

Une fois la pauvreté vaincue, il reste à mobiliser tous les secteurs et toutes les institutions agissant en synergie, grâce à des mentalités évoluées, pour résoudre radicalement les graves problèmes de l'exode rural, de sorte que la relation dialectique ville-campagne se présente de façon beaucoup plus favorable.

La voie est donc toute tracée ; maintenant, l'Etat est-il prêt à s'y engager ? Toute la question est là ...

BIBLIOGRAPHIE

I- Ouvrages généraux

- 1- ABDOULAYE (Wade), « *Histoire à l'endroit, in Géopolitique africaine. « L'aiguillon Gorbatchev* », Société Franco-africaine, d'Édition, Paris, Mars 1990
- 2- BOUDON (Raymond), BELFRARD (Philippe), CHEVIKAOURI (Mohamed),
- 3-BERCHARD (Pierre), « *Dictionnaire de Sociologie* » Larousse – 279 pages – Janvier 2001.
- 4- BOURDIEU, « *Le sens pratique* », Minuit, Paris 1980.
- 5- CHARLES (Taylor), « *Pourquoi les nations doivent-elles se transformer en Etat.* » Rapprocher les solitudes, Presses de L'université Local. Québec, 1992
- 6- CONDOMINAS (G), « *Fokonolona et Collectivités rurales en Imerina* », Berger – Levraut, Paris 1960.
- 7- COQUERY (C), VIDROVITCH, « *Sociétés paysannes du Tiers Monde* », Presse Universitaires de Lille, Lille 1980.
- 8- DROS (Ivan) et LAVIGNE (Jean Claude) « *Ethique et développement durable* ». Karthala et IVGO, 2006.
- 9- DURKHEIM (Emile). « *Le suicide* », Paris, PUF, nouvelle édition, 1987
- 10- DUBOEUF (François). « *Introduction aux Théories économiques* ». Edition La Découverte § Synos, Paris 1990
- 11- LEJAMBLE (Georges), « *Le Fokonolona et le pouvoir* » – Tana 1963, Université de Madagascar.
- 12- GUILIO (Girandi), « *Philosophie* », Imprimerie Nationale 1976 – 65p
- 13- GUNNAR (Myrdal) : « *Théories économiques et pays en développement* », Présence Africaine 1959
- 14- LEON DION : « *Méthode d'analyse pour l'étude de la dynamique et de l'évolution des sociétés* ». Les presses de l'Université Laval, vol x, N°1, Janvier – avril 1969
- 15- MARX (Karl) : « *Les concepts fondamentaux du matérialisme historique* », Maspero, 1857.
- 16- MATOUK (Jean), « *Mondialisation – Altermondialisation* » ; Edition Milan 2005.
- 17- MOREAU DEFARGES (Philippe), « *La mondialisation* » édition PUF (6e ed) 2005 Août.

- 18- NEYRET (Yvette), « *Le développement durable* », approches plurielles. Hatier, Paris, 2005.
- 19- PAULET (Jean Pierre), « *Le développement durable* », Ellipse, Edition Marketing S.A, 2005.
- 20- PIERRE (Bouvier) – « *Le lien social* » Gallimard, coll Folio essais, 2005
- RABARIARIVELO (Michel), « *Etude de l'urbanisation et sociologie urbaine à Madagascar* » (Centre de documentation SEIMAD), volume XVII N°2.
- 21- NURKSE (Ragnar), “*Some aspects of Capital Accumulation in underdeveloped countries*”, le Caire, 1952
- 22- RAKOTONIRAINY (Germain); « *Cours de socio-économie* », Université de Madagascar EESDEG. Année universitaire : 1975.
- 23- RANAIVOARIVONY (Guy De Princy), « *Approche sociologique du développement et ressources humaines en Afrique* ». Meyrin Genève, Mai 1977
- 24- SAMIR (Amin), « *L'impérialisme et le développement inégal* », Minuit, Paris, 1976.
- 25- « *Sur les sociétés précapitalistes* ». Textes choisis de Marx, Engels, Lénine,
- 26- BRUNEL (Sylvie)- *Tiers mondes, controverses et réalité*. Fondation liberté sans Frontière. Editions economica, 1987.

II- Ouvrages spécifiques

- 27- BARBERIS (C), « *Problème agricoles des pays en voie de développement : le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché* », Terre Malgache N° 13, Juillet 1972.
- 28- CABANES (R), « *Evolution des formes sociales de la production agricole de la plaine de Tananarive* », in Cahier du centre d'Etudes et Coutumes N° 10, Université de Madagascar 1974.
- 29- CASTELLS (M), « *Luttes urbaines* », collection Maspéro, Paris 1975.
Centre Française sur la population et le développement (CFPED), HOCHIMINH Ville.
De la migration à l'emploi, Paris, Juin 1996.
- 30- Commission française Justice et Paix les 100 Mots du développement et du 1/3 monde – édition la découverte Paris Ve 1990
- 31-COMTE (J). « *Les communes rurales à Madagascar* », Université de

Madagascar, Ecole Nationale de Promotion Sociale, 1967.
Edition Ouvrières, 1977.

- 32- DON QUG (G), « *Les problèmes fondamentaux de l'urbanisation Tananarivien*, in Madagascar, Revue de géographie n°2, Janvier-Juin 1963.
- 33- GEORGES (P), « *Matériaux et réflexion pour une politique urbaine rationnelle dans les pays en cours de développement* » (Tiers monde, N° 11, 1962).
- 34- GRAFMEXER (X), « *Sociologie urbaine* », édition Nathan, VIEF 2002.
- 35- HENRY DE FARCY, « *L'espace rural* », PUF, Paris 1975
- 36- HUGO, (Victor) (1802-1885) « *l'Histoire d'un crime* », pamphlets 1853
- 37- MANANDAFY(R), « *Transformation sociales et actions de développement rural à Madagascar* », in Terre Malgache N° 04, Juillet 1968.
- 38- MANUEL DE GEOGRAPHIE : Magnard Terminales 1998

III- Documents officiels

- 39- « *Approche du système de reproduction à Madagascar ; pré-option société et culture* » document n°03.
- 40- « *Matériaux et réflexions pour une politique urbaine rationnelle dans les pays en cours de développement* » (Tiers monde, N°11, 1962).
Editions Sociales, Paris 1970.
- 41- JOËL (Roman), « *La ville : Chronique d'un mort annoncé?* » Esprit, Juin 1994
- 42- MAP 2007 – 2012, « *Drafitra Matipaika ho amin'ny Fampandrosoana maharitra* ».
Ministère de la production agricole et de la réforme agraire, « *Rapport enquête de base* »: Document N°85 040/ODR, Octobre 1985.
- 43- P.A.O. « *Les paysans sans terre* ». Synthèses d'étude de cas par pays. Rome 1985.
- 44- Référendum Constitutionnel; « *décentralisation et fokontany* » élections et droits de l'homme:la démocratie au défi, in SEFAFI, 28 février 2007. Pages 8 à 15

IV- Revues – journaux - Mémoires

Le Quotidien

- 45- La migration en France. Journal RFI du 01 juin 2007
- 46- Le MAP éclipse tout – 10 Juin 2006 n°6947.

Midi Madagascar :

- 47- Lutte contre la pauvreté. La banque mondiale confirme son appui. 15 Juillet 2006. N° 6976.

48- Occupations illicites, des squatters habitent lavoloha, 07 Mars 2005 N° 428.

- 48- RAJAONARISON (R.V), « *Avenir des paysans sans terre* », Mémoire de fin d'études, EESSA, 1982.
- 50- RAKETAKA RANDIRAMAHEFA (H), « *Evaluation de l'opération de migration d'Ambararatabe* », Mémoire de fin d'études, EESSA, 1985.
- 51- RAMIARISON (C). « *Aspect géo-démographique de la population Tananarivienne* », mémoire de maîtrise, laboratoire de géographie, EES Lettres, Juin 1984. Antananarivo.
- 52- RATOVOSON (B.C), « *Paysans et cultures commerciales sur la côte Sud Orientale Malgache* », Mini Mémoire de Licence, EESDEGS, 1985.

WEBOGRAPHIE

- 53- Sociologie du développement : [<http://fr.wikipedia.org/wiki/sociologie-du-d%C3%A9veloppement>]
- 54- Dépendance : (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie-de-la-d%C3%A9pendance>)
- 55- Mouvements paysans : [[http://www.ieis.lu/reports/schengen 2002-mouvements %20paysans.pdf](http://www.ieis.lu/reports/schengen%20mouvements%20paysans.pdf)]
- 56- Ernest Mandel : les effets de la domination impérialiste sur les pays du Tiers Monde : [<http://www.ernestmandel.org/fr/d%C3%A9bat/txt/mis-en-perspective-des-relations-nor-sud.htm>]
- 57- Les mécanismes de la dette du Sud : [[http://www.ritimo.org/dossiers-thématique/dette/dette-mécanismes.html#22k](http://www.ritimo.org/dossiers-th%C3%A9matique/dette/dette-m%C3%A9canismes.html#22k)]
- 58- Comprendre la migration : ritimo, novembre 2007 [<http://www.ritimo.org/asinat/index.php>]
- 59- [<http://www.madagascar.gov.mg>]
- 60- La marche paysanne vers le néolibéralisme : [[http://www.viacampeisina.org/ main fr/ images / stones/pdf/peasant right fr revise](http://www.viacampeisina.org/main/fr/images/stories/pdf/peasant_right_fr_revise)].
- 61- La mondialisation des bidonvilles : [<http://www.alternatives.ca/article3077.html>]
- 62- La reproduction sociale, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre-bourdieu>
- 63- Max WEBER, L'idéal-type, <http://www.denistouret.net/ideologues/weber.html>
- 64- Pratiques culturelles, <http://www.globenet.org/archives/web/2006/www.globenet.org/horizon-local/cultures/localfr.html>

65- <http://asmp.fr> Groupe d'étude société d'information et vie privée

66- Une Société en mutation la départementalisation CLI CANNO.COM/Publié le 1er Janvier 2005

67- <http://papups.ulg.ac.be/base/document.php?id>

68- <http://www.alltherweb.com>: bidonville

69- URL: <http://www.monde-solidaire.org>

70- Casablanca <http://wwwgoogle.fr>

71- <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title> Exode rural

TABLE DES MATIERES

DEDICACE	
REMERCIEMENTS	
SOMMAIRE	
INTRODUCTION GENERALE-----	1

PARTIE I : LOGIQUE D'INTERDEPENDANCE ENTRE NORD ET SUD /VILLE ET CAMPAGNE

CHAPITRE I : LA MONDIALISATION ET LE NEO-LIBERALISME	12
I.1. Mondialisation	12
I.1.1-Définition	12
I.1.2-Regards diachroniques sur la mondialisation	13
I.2. Les impacts de la mondialisation	14
I.2.1- Les interdépendances	14
I.2.1-1 La dépendance des pays du Sud envers les pays du Nord	15
I.2.1-2 La dépendance des pays du Nord envers les pays du Sud	17
I.2.2-L'anomie sociale de Durkheim	18
I.2.2-1 Définition	18
I.2.2-2 L'antimondialisation	19
I.2.2-3L'impact de la mondialisation dans les pays du Sud	20
I.2.2-4 Impacts de la mondialisation dans les pays du Nord	20
I.3. La marche paysanne vers le néo-libéralisme	21

CHAPITRE II : CONTEXTUALISATION RURALE ET URBAINE	23
II.1. La version rurale	23
II.1.1-Le développement rural et l'accord OMC	23
II.1.2-Un monde rural en question	24
II.1.3-Développement rural et mondialisation	25
II.1.4-Les contraintes du développement rural	28
II.1.5-Ruine et exode rural dans le Sud	28

II.2. Traduction urbaine dans le sud	30
II.2.1 Spécificités relatives des villes	30
II.2.2-Qualification d'une ville, espace urbaine	31
II.2.3-Ville : lieu de liberté	32
II.2.4-Problèmes dans l'aménagement urbain	33
II.2.5-Pauvreté et richesse urbaine vers une fracture sociale	34
II.2.6-Ségrégation et violence structurelle	36
II.2.7 Facteurs déterminant l'exode rural à Madagascar	37
II.3 PRESENTATIONS GENERALES DES TERRAINS D'ENQUETE :	39
II.3.1- COMMUNE D'AMBATONDRAKALAVAO	39
II.3.2- PRESENTATION GENERALE DU QUARTIER OUEST MANANJARA	42

PARTIE II : FACTEURS DE MIGRATION PAYSANNE ET INTEGRATION URBAINE

CHAPITRE III : FACTEURS DE MIGRATION PAYSANNE	47
III.1. Obstacles technico-économiques	47
III.1.1-Les activités de production	47
III.1.2-La riziculture	48
III.1.3-Les cultures sèches	50
III.1.4-Les produits de l'élevage	50
II.1.5-Les problèmes agricoles	51
III.1.6-Les problèmes de l'élevage	52
III.1.7-La commercialisation	53
III.1.8-L'insuffisance de surplus	55
III.1.9-La carence en technicité des paysans	56
III.2. Obstacles climatiques	57
III.3. Aspects socioculturels	57
III.3.1-La croissance démographique	57
III.3.2L'insécurité sociale	59
II.3.3-Les problèmes sanitaires.	59
III.3.4-La faiblesse éducationnelle	60
III.3.5-Le manque de sport et de loisir	63
III.3.6-L'idéologie du Fihavanana vers l'individualisme villageois	63

III.3.7-La structure sociale par appartenances sociales	64
III.3.8-Le niveau de satisfaction sociale	66

III.3.9-La structure sociale par âge	67
III.3.10-Structure sociale par sexe	67
III.3.11-La décentralisation	68
III.3.12-Les entreprises micro finances : CECAM	69

CHAPITRE IV : MIGRATION ET INTEGRATION URBAINE 70

V.1- Origine social et année d'installation	70
IV.2. Travail auparavant et motif de migration	71
IV.3. Modes d'hébergement et programmation du départ	72
IV.4. Niveau de scolarisation et travail actuel	73
IV .4.1 Niveau d'études et travail actuel	74
IV.4.2-Motif du choix de travail	74
IV.5. Faits d'intégration urbaine	75
IV.5.1-Problèmes culturels	75
IV.5.2Plan économique	76
IV.5.3Sur le plan social	76
IV.5.3-1 Relations sociales	76
IV.5.3-2 Sécurité	77
IV.5.4-Perception de la vie en ville et niveau de satisfaction	77
IV.5.4-1 Emploi et classification des salaires journaliers	78
IV.5.4-2 Perception de la vie urbaine par rapport à celle en milieu rural.	79
IV.5.4.3 Perspectives d'avenir	79

CHAPITRE V : DEVELOPPEMENT RURAL ET PROLETARISATION URBAINE 81

V.1. Mécanismes d'appauvrissement en milieu rural	81
V.1.1- Division inégale des moyens de production	81
V.1.2-Enclavement rural et étroitesse du marché	82
V.1.3Facteurs climatiques et problèmes d'évacuation d'eau	82
V.1.4-L'insécurité sociale	83
V.1.5-Croissance démographique	83
V.1.6-Problèmes relevant de l'infrastructure sanitaire.	84
V.1.7Corruption et décentralisation	85

V.1.8-Pratiques culturelles et mentalités traditionnelles des paysans.	86
V.1.9-Manque de financement	87

V.1.10-La non scolarisation et la déperdition scolaire.	87
V.2. Méfaits de l'exode rural sur le développement en milieu rural	88
V.2.1-Pauvreté et insatisfaction de besoins	89
V.2.2-Dépopulation et improductivité en milieu rural	89
V.2.3-La non scolarisation de la génération future	91
V.3. Impacts de la migration sur le développement de la ville	92
V.3.1-Sur le plan économique	92
V.3.2-Sur le plan social	94
V.3.2-1 Problème d'assainissement et de gestion urbaine	94
V.3.2.2 Pollutions environnementales et problèmes sanitaires.	95
V.3.2-3 Insécurité sociale	96
V.3 2.4. Fracture / exclusion sociale	97
V.3.3-Sur le plan culturel	98
V.4. Portée du MAP	99
V.4.1-Les sources d'inspiration du MAP	99
V.4.2 Les imperfections du MAP	100
V.4.2-1 L'exemple de la révolution verte	100
V.4.2-2 L'inadéquation entre société légale et société réelle	101

PARTIE III : APPROCHE PROSPECTIVE POUR UN DEVELOPPEMENT

VILLE/CAMPAGNE

CHAPITRE VI : LES EXIGENCES DE DEVELOPPEMENT 105

VI.1. En milieu rural	105
VI.1.1-Développement et éducation	106
VI.1.1-2 Education des adultes : hommes et femmes	107
VI.1.2-La valorisation du paysan	108
VI.1.2-1 Valorisation des travaux des agriculteurs, désenclavement humain et économique	108
VI.1.2-2 Création de centres agro-business	108
VI.1.2-3 Le financement et la subvention agricoles	109
VI.1.2-4 Promotion des activités non agricoles	109
VI.1.3-L'amélioration des infrastructures en milieu rural	109

VI.1.3-1 L'amélioration de l'infrastructure sanitaire	110
VI.1.32 L'infrastructure éducationnelle	110

VI.1.3-3 L'infrastructure sécuritaire	110
VI.1.3-4 Restauration de canaux d'évacuation d'eaux et sources d'eaux potables-----	111
VI.1.3-5 Création de zones d'intéressement en milieu rural	111
VI.1.3-6 Infrastructure routière et électrification	111
.VI.1.3-7 Mise à disposition des infrastructures productives.	112
VI.1.4-Remise en question des pratiques culturelles.	113
VI.1.4-1 La vulgarisation agricole	113
VI.1.4-2 Le changement de la mentalité malgache	114
VI.1.5-Promouvoir la participation sociale et politique	115
VI.1.51 La promotion de la décentralisation	116
VI.1.6-2 La promotion de la participation sur le plan fokotanal	116
VI.2. En milieu urbain	117
VI.2.1-Le développement et l'éducation	117
VI.2.2-L'amélioration de la politique d'urbanisation	117
VI.2.2-1 Le relogement	118
VI.2.2-2 La formation professionnelle et technique	118
VI.2.2-3 Création d'emplois et promotion des entreprises privées	119
VI.2.24 L'aménagement urbain	119

CHAPITRE VII : OPERATIONNALISATION DES STATUTS DES FACTEURS DU DEVELOPPEMENT ET PARTAGE DE RESPONSABILITES. -----.....121

VII.1. De la participation paysanne et citadine.	121
VII.1.1La conception et la recherche	122
VII.1.2-La participation et la réalisation.	122
VII.1.3-Suivi-Evaluation.	123
VII.2. La responsabilisation des techniciens et des patriotes malgaches.	123
VII.3. Les hautes responsabilités de l'Etat	124
VII.3.1-L'Etat coordonnateur	124
VII.32-La promotion de la bonne gouvernance	124
VII.3.3La promotion de la démocratie et de la décentralisation	125
VII.3.4-L'approche participative	125

VII.3.5-La protection des richesses nationales	125
VII.3.6-La motivation	125

VII.3.7-La mise en place des infrastructures	126
VII.3.8-La recherche de débouchés	126
VII.3.9-La formation professionnelle et l'éducation	126
VII.3.10 Sur le plan culturel	127
VII.3.11-L'animation du secteur privé.	127
VII.3.12-L'affranchissement	128
VII.3.13-La mise en valeur des richesses nationales	128
VII.4 Les organismes non gouvernementaux.	130
VII.4.1-Création d'emplois	130
VII.4.2-Réinsertion et réintégration sociale	130
VII.4.3-Autres activités	131
VII.4.4-Conditions requises	131

CONCLUSION GENERALE-----133

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES

LISTE DES FIGURES

LISTE DES PHOTOS

LISTE DES TABLEAUX

QUESTIONNAIRES

ANNEXES

CV ET RESUME

ACRONYMES

BEPC : Brevet d'Etude du Premier Cycle
BIANCO : Bureau Indépendant Anti- Corruption
BIT : Bureau International du Travail
CDTM : Centre de Documentation Tiers Monde
CECAM : Caisse d'Epargne et Crédit Agricole Mutuelle
CEG : Collège d'enseignement Générale
CEPAL:Communication Economique Pour l'Amérique Latine
CEPE : Certificat d'Etude Primaire Elémentaire
CGU : Grand Centre Urbain
CSB : Centre de Santé de Base
CUA : Commune Urbaine d'Antananarivo
DCPE : Document Cadre de Politique Economique
DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EPP : Ecole Primaire Publique
FAF : Fandraisana anjara amin'ny Fandraharahana sy fampandrosoana
FAO : Organisations des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FFKM : Fiombonan'ny Fiangonana Kristiana Malagasy
FID : Fond d'intervention pour le Développement
FISA : Fianakaviana Sambatra
FJKM : Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagascar
FLM : Fiangonana Loterianiana Malagasy
FMI : Fond Monétaire International
FRAM : Fikambanan'ny Ray aman-drenin'ny Mpianatra
GATT: General Agreement on Tariff and Trade
HIMO : Haute Intensité ou Main D'œuvre
JIRAMA : Jiro sy Rano Malagasy
MAP : Madagascar Action Plan
MPD : Mode de production Domestique
NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OGM : Organisme Génétique Modifié

OMC : Organisation Mondiale de la Commerce
OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
ONG : Organisation Non Gouvernemental
ONN : Organisation National de la Nutrition
ONU : Organisation des Nations Unis
OTIV: Ombon-Tahiriry Ifampitsinjarana ny Vokatra
PAC : Politique Agricole Commune.
PAS:Programme d'Ajustement Structurel
PASA : Projet d'Appui de secteur agricole
PIB : Produits Intérieurs Brutes
PME : Petites et Moyennes Entreprises
PMI : Petites et Moyennes Industries
PNP : Politique Nationale de Population
PNPDES : Politique Nationale de Population pour le Développement Economique et
 Sociale
RG PH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RIP : Route Internationale
SAHA Imerina : Sahan'asa Hampandrosoana ny eny Ambanivohitra
SAMVA : Service Autonome pour la Maintenance de la Ville d'Antananarivo
SDF : Sans Domicile Fixe
SEFAFI : SEhatra FAnarahamaso ny Flainam-pirenena
SEIMAD : Société d'Equipe Immobilière de Madagascar
SMIG : Salaire Minimum Inter-professionnel Garanti
SRA : Système de Riziculture Amélioré
SRI : Système de Riziculture Intensifié
UNESCO : Organisations des Nations Unies pour le développement
USA : United States of America

LISTE DES FIGURES

Figure n°1 : Organigramme de la commune	41
Figure n°2 : Schéma de visualisation de circuit commercial.	54

LISTE DES PHOTOS

Photo n°1 : La place du marché d'Ambatondrakalavao	54
Photo n°2 : Illustration d'un cas de dégradation sociale	63
Photo n°3 : Petits commerçants enquêtés à Mananjara Ouest	63
Photo n°4 : Féminisation et enfantisation de la commune d'Ambatondrakalavao	89
Photo n°5 : Illustration du travail des enfants	91
Photo n°6 : Illustration des problèmes d'assainissement à Mananjara Ouest	95

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 01 : croissance démographique	40
Tableau n° 02 : Répartition par âge de la population	41
Tableau n° 3 Répartition de la population par âge et par secteur	44
Tableau 04 Calendrier agricole	47
Tableau 5: Caractéristiques de l'exploitation agricole par ménage enquêté restent cependant faibles de l'ordre de 1.6 tonnes/ha en moyenne	48
Tableau 6: Classification des ménages selon les animaux domestiques	50
Tableau 7 : Classification des matériaux de production	52
Tableau 8: Comparative des prix selon les saisons	53
Tableau 9 Prix des semences et des engrais	54
Tableau 10: Le niveau de surplus villageois	55
Tableau 11 : Techniques agricole et motif du choix des techniques	56
Tableau 12 : Taille des ménages enquêtés et niveau de satisfaction des besoins élémentaires	58
Tableau 13 : niveau de scolarisation et motif du non scolarisation	61
Tableau 14 – Origine sociale de chaque enquêté par rapport à leur période d'arrivée (en an) en milieu urbaine	70
Tableau 15: Travail pratiqué avant le départ et motif de migration	71
Tableau 16 : hébergement et programmation du départ.	72
Tableau 17 Habitat et rapport de propriété	73
Tableau 18 : Niveau d'étude et travail actuel	74
Tableau 19 : Motif du choix de travail	74
Tableau 20: Relations avec les citadins	76
Tableau 21: Relations entre les migrants	77
Tableau 22: salaires journaliers	78
Tableau 23 : Perception	79
Tableau 24: Perspectives d'avenir	79

2- Quelle est la base de vos ressources financières ?

- Agriculture, élevage, travail salarial, autres

2.1. L'agriculture

- Disposez- vous de terrains cultivables ou êtes- vous métayers ?
- donnez la superficie des terrains cultivables

- quelles sont vos outils de production : bêche, herse, faucille, charrue, animaux domestiques, tracteur- êtes-vous propriétaires de vos outils de production

- A combien s'élève le salaire journalier des hommes et des femmes

La masse paysanne de chez vous pratique t- elle les entraides

- Si oui, quelles sont les dépenses à fournir et quels en sont les avantages ?

- Le cas contraire, quel en est l'obstacle ?

- Quelles sont vos productions, la superficie des terrains occupés et la quantité de rendement

Produits	Superficies	Rendements
Riz Maïs Pomme de terre Haricot Manioc Patate douce Légumes		

Comment vous faites pour avoir les semences

A combien s'élève la quantité et le prix de semences que vous utilisez

Produits	Quantités	Prix
Riz Maïs Pomme de terre Haricot Manioc Patate douce Légumes		

Quels sont vos moyens de production et d'amélioration : fumier, engrais chimiques, irrigation de canaux, mode de production, traditionnel/ moderne, mise en jachère, brulis, alternance de culture ?

Quels sont les difficultés et obstacles à franchir devant la production agricole ?

- comment répartissez –vous vos récoltes ?

Répartitions	Quantités
Approvisionnement familiale Pour le propriétaire des terres	

A vendre Pour s'acquitter des dettes, Epargne Obligation sociale	
---	--

- le produit rizicole répond –t-il à vos besoins annuels ou vous achetez ?
- combien de fois par jour vous mangez du riz
- combien de kilos par jour vous en achetez, et à combien le kilo
- A part le riz, comment vous faites pour repartir les autres produits agricoles ?
- A combien de tonnes relève le rendement annuel ?
- les quantités de produits vendus et leurs prix
- niveau de satisfaction : insatisfait, peu satisfait, satisfait, très satisfait ?
- quelles sont vos solutions pour résoudre le problème d'insatisfaction ?
- quelle est votre perspective d'avenir ?

2.2- l'élevage

- Quels sont vos animaux domestiques, leurs nombres ?
- comment vous faites pour les élever : dans le parc, à l'étable ?
- a combien s'élevaient vos dépenses sur l'élevage l'année dernière ?

Motifs de dépenses	Prix
<ul style="list-style-type: none"> - Paiement des salariés - Médicaments et vaccins - Nourritures des animaux 	

- avez vous des garants pour l'achat de ces derniers ? Lesquels ?
- quelles sont les procédures de mise en vente ?
- êtes – vous satisfaits de votre produit de l'élevage et de leur prix de vente ?

2.3 Salariés

- motif du choix du travail ?
- êtes – vous salariés ou travailleurs au dépend des autres?
- quel est votre métier ? Votre ancienneté de service?
- le lieu du travail
- votre employeur
- période et durée d'embauche
- votre coût de rémunération
- votre mode de paiement : journalier, mensuel, annuel

- combien vous touchez par jour?

- êtes vous souhaitez ?

- quelles sont les conditions de travail?
- quelles sont vos suggestions?
- quelle est votre perspective d'avenir?

3- Recettes et Dépenses

- Montant de votre revenu familial journalier sur l'agriculture
 - Quel est le motif de votre choix local ?
 - Qui sont vos premières approches ? A votre arrivée vous a-t-on donné la main ? et actuellement ?
 - Sentez-vous être bien accueillis et intégrés dans la collectivité au point de vue social économique, culturelle et politique ?
 - . Si non, connaissez –vous les causes, les quelles ?
 - En comparaison avec votre situation paysanne, comment vous vous trouvez en ville ?,
 - Votre installation en ville motiva-t-elle bien votre départ du milieu rural ?
 - Comment a votre relation avec votre entourage ?
 - . Si non, pour quelle raison ?
- Quelle est votre perspective d'avenir ?

II- Concernant la société

- Comment voyez-vous les relations des collectivités territoriales ?
- Comment vous vous entendez avec vos proches ?
- Y –a-t-il une entraide. Si la réponse est négative, quel est l'obstacle ?
- Quelles sont les difficultés que vous constatez dans la collectivité ?
- Comment est la sécurité ? La commune dispose qu -elle d'un poste avancé de la gendarmerie qui s'occupe de la sécurité locale ?
- Si oui est -ce effectif ?
- Quelles sont les problèmes sanitaires éducation ?
- La concertation est-elle encore maintenue entre cohabitants de la localité ?
- Si oui, quel en est l'avantage ?
- Si non, quel en est l'obstacle pour la réalisation ?
- Constatez-vous des exploits de diverses formes ?
- Si oui qui en est l'auteur, et qui sont les victimes ?quels sont les

inconvenants

- Au niveau de la collectivité ?

Comment s'épanouissent les loisirs et les secteurs culturels ?

- Est-ce que la commune dispose des structures d'intégration socio-économique ? Lesquelles ?

III questionnaires sur les migrants de la ville

1- Renseignements même questions que pour l'enquête préliminaire des paysans.

2- Situation locale

- qui sont les migrants ? depuis quand vous êtes sur le lieu et d'où venez – vous ?
- quel est motif de votre migration en ville ? est –ce une raison familiale ou professionnelle ou sanitaire ou autre cause ?
- Quel est le motif de votre choix local ?
- Qui sont vos premières approches ? a votre arrivé, vous a –t- on donné la main ? et actuellement ?
- Sentez vous être bien accueillis et intégrés dans la collectivité au point de vue sociale, économique, culturelle et politique ?
 - Si non, connaissez-vous les causes, lesquelles ?
- En comparaison avec votre situation paysanne, comment vous vous trouvez en ville ? votre installation en ville motive –t- elle votre départ ?
 - Si non, pour quel raison ?

_Comment sont vos relations avec vos entourages

3) Revenus et dépenses

- Quelle est votre profession ? Travailleur, quel métier exercez-vous ? Ceci correspond-il à vos bagages intellectuels ? Où travaillez-vous ?
- Distance entre le lieu d'habitation à celui du travail ?
- Combien d'heures par jour et par mois vous travaillez ?
- Travaillez-vous à votre profit personnel ou sous dépendance ? Et qui est votre employeur ?

Votre mode de paiement : Journalier ou mensuel

- Quelles sont les conditions de votre travail ?
- Si vous êtes chômeurs, pour quelle raison et depuis quand ?

- Quel est votre perspective d'avenir ?

Les dépenses :

- Quels sont vos besoins journaliers, mensuels en riz, en mets, en sucre, en café, tabac, cigarette, en combustibles, éclairage, en eau, habillement, médicaments, écolages, etc...
- Droit divers au niveau du fokontany et collectivité, impôts, entretien ménagers, loisirs et les imprévus
- Devant les revenus et dépenses, votre salaire est –il en mesure de satisfaire aux besoins familiaux ?
- Êtes-vous satisfait d'habiter en ville ? Pourquoi ?
- Avez –vous des suggestions à proposer ? Lesquelles ?
- Vos perspectives d'avenir ?

ANNEXES

ANNEXE 1 : LES 8 ENGAGEMENTS DU MAP

Engagement 1 : Gouvernance Responsable

Engagement 2 : Infrastructure Reliée

Engagement 3 : Transformatif de l'éducation

Engagement 4 : Développement Rural

Engagement 5 : Santé, Planning Familial et Lutte contre le VIH/SIDA

Engagement 6 : Economie à Forte Croissance

Engagement 7 : Environnement

Engagement 8 : Solidarité Nationale

ANNEXE 2 : LES OMD

1. Eradiquer la pauvreté extrême et la famine :

Réduire de moitié le pourcentage de la population mondiale qui vit avec moins de 1\$ par jour jusqu'en 2015, réduire de moitié le pourcentage de la population mondiale souffrant de la famine.

2. Atteindre l'éducation primaire universelle :

Tous les enfants termineront l'école primaire 2015.

3. Promouvoir l'égalité des sexes et responsabiliser les femmes :

Eliminer l'inégalité entre garçons et filles à tous les niveaux d'éducation jusqu'en 2015.

4. Réduire la mortalité infantile :

Réduire la mortalité infantile de deux tiers jusqu'en 2015.

5. Améliorer la santé maternelle

Réduire de moitié la mortalité maternelle jusqu'en 2015.

6. Combattre de VIH/SIDA, le paludisme, ainsi que d'autres maladies :

Contenir et inverser les tendances jusqu'en 2015.

7. Assurer la durabilité environnementale :

Adopter des stratégies pour le développement durable et la protection des ressources naturelles,

Réduire de moitié la population sans accès à l'eau potable et à l'assainissement

jusqu'en 2015.

8. Développer un partenariat global pour le développement :

Libéraliser le commerce et système de financement, faciliter l'accès aux marchés, accentuer le processus d'annulation de dettes, créer des emplois pour les jeunes, promouvoir l'accès aux médicaments à prix abordables et promouvoir l'accès aux nouvelles technologies.

ANNEXES 3

Pendant la Conférence Régionale sur les Droits Paysans d'avril 2002, Voie Paysanne a formulé la déclaration des Droits des Paysans suite à une série d'activités y compris un atelier sur les droits des paysans réalisé en 2000 à Medan au nord de Sumatra ; la Conférence sur la Réforme Agraire à Jakarta en avril 2001 ; et la Conférence Régionale sur les Droits Paysans à Jakarta en avril 2002. Le texte de la déclaration est annexé à ce document. Nous attendons l'appui de tous ceux qui sont préoccupés par la lutte paysanne.

Déclaration de la Via Campesina du Sud-est et de l'Est de l'Asie
Sur la protection des droits des paysans.

Préambule

Une conférence régionale sur les droits des paysans du Sud-est de l'Est de l'Asie a eu lieu à Jakarta en Indonésie du 1er au 5 avril 2002. Organisée par la Via Campesina elle a compté avec la participation des paysans sans terre de ces régions.

Considérant que, sur la base de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les paysans ont le droit de jouir de l'usage de la liberté y compris leurs droits civiques et politiques, en toute liberté et sans contrainte, et que cela ne pourra être atteint que si tous, sans exception, peuvent également jouir de l'usage de leurs droits économiques, sociaux, civiques et culturels ;

Considérant que, selon la convention internationale sur le droit, civil et politique, l'Etat doit garantir et respecter tous les droits politiques des paysans, sans discrimination de nationalité, race, genre, dialecte, langue, inclination politique ou

opinion ethnique, sociale, de situation de revenu, de naissance ou autre ;

Considérant que, selon la convention internationale sur le droit économique, social et culturel, l'Etat est obligé de garantir les droits du paysan à avoir un standard de vie digne pour lui et pour sa famille, ainsi que le droit d'être libre de la faim par les effets de la réforme agraire ;

Considérant que la situation de l'agriculture d'aujourd'hui menace la vie des paysans, dégrade l'environnement et réduit en général à productivité et le bien-être des paysans ;

Ici.

Considérant que la situation paysanne a empiré, dû au fait que les gouvernements exécutifs excluent les paysans des prises de décisions qui les concernent au moyen de politiques qui utilisent l'armée nationale pour déloger les paysans avec violence, et les Corporations Transnationales pour exploiter les ressources naturelles ;

Considérant que la globalisation du capitalisme travaille à négocier des accords et à prendre des décisions internationales qui paralysent la vie paysanne ;

Considérant que le paysan a toujours lutté pour la vie, contre la dégradation de l'environnement et pour améliorer sa productivité par ses propres ressources ou conjointement avec d'autres groupes qui appuient la lutte paysanne ;

Souhaitant promouvoir la déclaration que la formulation des droits paysans doit être assurée et protégée ;

Ont accordé ce qui suit :

Article I.

Droit à un niveau de vie digne :

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont les mêmes droits que les autres citoyens avec, pour garante, la Déclaration Universelle des National Unies sur les Droits de l'Homme.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont droit à la protection et à la sécurité de leurs vies.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de vivre une vie digne et de bien-être.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont droit à avoir accès à suffisamment d'aliments, ceux-ci devant être nutritifs et sains.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'avoir accès aux services de santé et autres services sociaux tels que : sports, loisirs, transports, électricité, eau potable, communication et information de toute confiance.

Les paysans et les paysannes ainsi que leur familles ont droit à une bonne éducation et à une formation de qualité.

Les paysans et les paysannes ainsi que leur familles ont droit à un revenu économique suffisant pour satisfaire leurs besoins de base ainsi que ceux de leurs familles.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'avoir accès à des logements dignes et à des vêtements appropriés.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de consommer leur production agricole pour satisfaire leurs besoins de base ainsi que ceux de leurs familles, et ont droit à distribuer leur production agricole à d'autres personnes.

Le droit des paysans et des paysannes à la vie et à leurs besoins de base devra être protégé par la loi, par l'Etat ou toute autre institution internationale indépendante, sans discrimination de genre, âge, religion, état social ou culture.

Article II.

Droit aux ressources agraires :

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de posséder une terre apte à être cultivée de forme collective ou de forme individuelle, tant pour leur habitation que pour leur culture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de cultiver leurs terres.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'avoir la propriété de leur terre ou l'accès à des ressources agraires et à la formation personnelle renforcée par la loi, sans discrimination de genre, âge, état civil et social, race ou culture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de cultiver et d'être propriétaires des terres de l'Etat ; celles qui ont déjà cultivées et qui représentent déjà un revenu économique pour le maintien de la communauté.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'avoir de l'eau

potable.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'utiliser l'eau pour leurs cultures.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'aménager les ressources hydrologiques de leurs régions.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de recevoir l'appui de facilités, technologie et financement de la part de l'Etat pour user des ressources hydrologiques.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'user, de conserver et de se bénéficier des bois.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de refuser, sur leurs terres, un type de changement quelconque à des fins industrielles.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'avoir une protection légale en ce qui concerne leurs terres cultivées, leurs habitations et autres ressources agraires ainsi qu'une protection contre les impositions d'autres communautés et contre la contamination résultant des activités environnementales.

Article III.

Droit aux semences et à l'agriculture :

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de déterminer les variétés de plantes qu'ils souhaitent cultiver.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de rejeter les variétés de plantes qui sont dangereuses du point de vue économique, écologique et culturel.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de déterminer comment ils feront leur agriculture et quel système agricole ils utiliseront.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de conserver et de développer leur connaissance locale de l'agriculture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'user des facilités de l'agriculture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de choisir leurs propres produits, variétés, quantités, qualité et forme d'exercer, de manière démocratique, une agriculture individuelle ou collective.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de cultiver et de prendre soin de leurs cultures ; au moyen de leur propre technologie ou de la

technologie qu'ils ont choisie, prenant en compte le principe de la santé humaine et de la préservation de l'environnement.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de cultiver et de développer leurs propres variétés locales.

Article IV.

Droit au financement des milieux et des moyens de la production agricole :

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'obtenir des fonds de l'Etat pour développer leur agriculture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'accès au financement pour garantir leur agriculture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit à obtenir des financements de diverses institutions.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'être activement impliqués dans l'aménagement, la formulation et la prise de décisions pour définir le budget nécessaire aux paysans et à l'agriculture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit aux mécanismes d'irrigation pour l'agriculture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'obtenir les matériaux et les outils nécessaires à l'agriculture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit à des facilités pour le transport de leurs produits jusqu'aux marchés.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de solliciter l'aide d'autres institutions dans la lutte pour leurs droits.

Article V.

Droit d'accès à l'information et à la technologie agricole :

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'obtenir des informations correctes et équilibrées sur le capital, les marchés, les politiques, les prix et la technologie, etc. en relation avec leurs nécessités.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'obtenir des informations sur les politiques internationales et nationales.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'obtenir des outils de production et autres technologies efficaces qui leur sont bénéfiques, sans ignorer leurs valeurs ethniques et sociales.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'obtenir une information complète et correcte sur les biens et services, au cas où ils décideraient ou désireraient en faire usage, ainsi que sur la manière dont ils désireraient les utiliser.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'obtenir des informations suffisantes et correctes : au niveau national et international, individuel et institutionnel (sous forme de coopération volontaire) ; et d'obtenir des connaissances sur les ressources génétiques de l'agriculture et de sa préservation.

Article VI.

Droit à la liberté de déterminer le prix et le marché de la production agricole :

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de donner la priorité à la production agricole en accord avec les besoins de leurs familles et de la société.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'emmagasiner la production destinée à leurs familles et à leurs semences ; au moins pendant une période déterminée ou jusqu'à une date déterminée par un technicien en cas de mauvaise récolte.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit à un marché juste.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'obtenir des prix justes pour leur production.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de déterminer les prix de forme individuelle ou collective.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de garantir la distribution de leurs produits agricoles sur le marché.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'obtenir un paiement raisonnable pour leur travail, afin de satisfaire aux besoins de leurs familles.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de vendre leur production à un prix raisonnable.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de traiter et d'emmagasiner leur production sur la base de leur capacité et de leur connaissance aussi longtemps que cela ne touche pas au principe de la santé humaine ni à celui de la préservation de l'environnement.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de conserver et de créer des produits et des services locaux et d'en conserver le contrôle économique pour qu'ils soient utilisés par les communautés de génération en génération.

Le droit des paysans et des paysannes ainsi que celui de leurs familles ne peut en aucun cas être limité par le genre, religion, groupe ou culture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de commercialiser leur production et ce droit devra être garanti par des lois nationales et internationales. L'approvisionnement des matériaux et des outils nécessaires au processus de production devra également être garanti.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit à la garantie et à la qualité des produits et des services de leur agriculture, sur le plan national et international.

Article VII.

Droit à la protection des valeurs agricoles :

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit d'obtenir la protection et le respect des valeurs culturelles et agricoles locales.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de développer et de préserver des procédés locaux en ce qui concerne l'agriculture.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de rejeter toute intervention, interne ou externe qui puisse détruire les valeurs agraires locales.

Article VIII.

Droit à la liberté de déterminer le prix et le marché de la production agricole :

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit à la protection et à la préservation de la diversité biologique.

Les paysans et les paysannes ainsi que leurs familles ont le droit de planter, de développer et de conserver la diversité biologique de forme individuelle et collective.

CV ET RESUME

Nom : MIALIARINANDRIANA

Prénoms : Voahary Marie Angeline

Fille de : RAKOTONDRAMIALY Honoré

Et de RASOARINANDRIANA

Titre de mémoire : Migration et intégration urbaine

Rubriques : Sociologie de développement

Nombre de pages : 137

Nombre de tableaux : 24

Nombre de références bibliographiques : 71

Nombre de photos : 6

Nombre de figures : 2

Nombre d'annexes : 3

Notre investigation axée sur « la migration et l'intégration urbaine » est une étude de cas, celle de la commune rurale d'Ambatondrakalavao et du quartier urbain Ouest Mananjara.

L'exode rural est un passage obligé pour tous les pays développés ou non. D'ailleurs, ses causes et ses conséquences varient d'un pays à l'autre.

Des mesures doivent être prises au niveau national pour limiter voire positiver ses impacts sur le développement rural et urbain.

Pour cela, il faut que toutes conditions nécessaires soient réunies pour une base de bonne gouvernance et d'approche participative effective avec la volonté des parties prenantes.

Mots clés : Développement, exode rural, migration, intégration, urbanisation, économie, social, politique, culturel, urbain, participation

Directeur de mémoire : RANAIVOARISON Guillaume

Adresse de l'auteur :

Résidentielle : Lot E 07 AM Ambodivona Sabotsy Namehana

Tana 103

Téléphonique: 033 14 762 42

Nombre de tirage: 08